

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



NUMÉRO SPÉCIAL

1917-1997

L'émancipation des travailleurs
sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes

Journées d'études
à l'occasion
du 80^e anniversaire
de la révolution
d'Octobre

(18 et 19 octobre 1997)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Récapitulatif des questions posées lors des journées d'études	p. 9
Introduction aux journées d'études (par Pierre Lambert)	p. 13
Les falsificateurs et la réalité de la révolution d'Octobre (contribution de Jean-Jacques Marie, historien, militant de la IV ^e Internationale)	p. 17
Discussion	p. 23
La frontière entre réformisme et révolution et entre stalinisme et marxisme (contribution de Jean-Jacques Karman, membre de la "Gauche communiste" du PCF)	p. 31
Discussion	p. 39
Tirer ensemble toutes les leçons de la lutte des classes (contribution d'Alexandre Hébert, militant anarcho-syndicaliste)	p. 47
Discussion	p. 52
La signification des procès staliniens (contribution de Vadim Rogovine, professeur à l'Institut de sociologie de Moscou)	p. 61
Discussion	p. 68

Pourquoi nous revendiquons-nous du bolchevisme ? (contribution de Daniel Gluckstein, militant de la IV^e Internationale)	p. 79
Discussion	p. 88
Communication sur le IV^e Congrès du Parti des travailleurs d'Algérie (par Lucien Gauthier)	p. 95
Discussion	p. 100
Conclusion des journées d'études (par Daniel Gluckstein)	p. 103
Annexes	
— Chronologie de la révolution d'Octobre	p. 111
— Eléments de chronologie générale	p. 115
— Index de noms et d'événements	p. 124

Présentation

Les 18 et 19 octobre 1997, se sont déroulées les journées d'études organisée par la section française de la IV^e Internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs), à l'occasion du 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre 1917.

Ce numéro spécial de *La Vérité* reproduit les contributions qui ont été présentées et la discussion menée à partir des questions posées par les participants — plus de 1 000 personnes ont, de bout en bout, suivi avec attention et passion un débat tout entier placé sous le signe de la démocratie ouvrière.

Ces journées d'études, chacun pourra le constater, ont été tout, sauf ce que l'un des orateurs, le camarade Alexandre Hébert, nommait "*une pieuse commémoration*" pour laquelle — et à juste titre — il déclarait n'avoir aucun goût.

Tout d'abord, parce que pour les participants il ne s'agissait ni de s'incliner respectueusement ni de disséquer un événement relevant d'un passé qui n'appartiendrait plus à notre époque. Tout au contraire, le contenu de ces débats, c'est que les leçons vivantes de la révolution d'Octobre, les interprétations qu'on en peut donner éclairent les problèmes les plus actuels et les plus vitaux auxquels les travailleurs du monde sont aujourd'hui confrontés. Comme le disait dans sa conclusion le camarade Vadim Rogovine, historien et sociologue russe :

“Tant que se maintient l’effrayante division entre ceux qui ont tout et ceux qui n’ont rien, comme entre les pays développés et les pays pauvres, ainsi qu’à l’intérieur même des pays capitalistes développés, les sentiments anticapitalistes ne peuvent que se développer et ceux qui veulent être au premier rang de ce mouvement devront analyser, et ce de la façon la plus détaillée, la plus minutieuse qui soit, les aspects tant héroïques que tragiques de l’histoire du Parti bolchevique et de la révolution.”

Ce fut aussi le cas parce que le débat qui se mena fut un débat "*sans préjugés ni tabous*". Ce débat était organisé par la IV^e Internationale, celle-ci n'en décrétait

pas pour autant qu'elle avait le monopole de la vérité, ni qu'elle détenait toutes les réponses. La discussion a été une discussion libre entre militants, qui a permis de répondre au souhait exprimé par le camarade Jean-Jacques Karman, qui soulignait qu'il "était indispensable d'effectuer un retour à la théorie et aux événements importants de ce siècle" (dans une interview préparatoire aux journées d'études, donnée à *La Lettre de la Vérité*).

Aux événements qu'il faut d'abord rétablir dans leur authenticité. L'actualité de la révolution d'Octobre, comme devait l'exposer le camarade Jean-Jacques Marie, c'est aussi la violence de l'assaut lancé contre elle, le déferlement de calomnies et de falsifications, l'entreprise colossale de mensonges qu'il faut démonter.

Discussion libre parce que chacun y présentait ses positions. Les militants de la IV^e Internationale expliquaient comment, pour eux, le programme de la IV^e Internationale avait trouvé sa vérification par les événements, montrant comment la bureaucratie stalinienne était "*passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois*" et que le désastre auquel elle avait conduit ne remettait pas en cause la légitimité de la révolution russe au sens où Trotsky la définissait :

« La révolution d'Octobre est "légitime" en tant que première étape de la révolution mondiale qui s'étend nécessairement sur des dizaines d'années » (préface de l'édition française de *La Révolution permanente*).

Ces dizaines d'années ont été marquées par des guerres, des révolutions et des contre-révolutions. Le maintien du système de l'exploitation capitaliste a été payé d'un immense prix de souffrances et de destructions par l'humanité entière. Les problèmes ne se posent pas aujourd'hui dans des termes identiques à ceux qui se présentaient il y a quatre-vingts ans. Mais la lutte des classes demeure et, avec elle, la nécessité et la possibilité d'en finir avec ce système d'exploitation. Insistant sur la continuité vivante du bolchevisme, le camarade Daniel Gluckstein, dans sa contribution, rappelait que le gouvernement issu de la révolution d'Octobre était celui qui se fondait sur la majorité des soviets et qui en respectait le mandat : un gouvernement qui faisait ce qu'il avait dit qu'il ferait et qui disait ce qu'il faisait.

“En ce sens, disait le camarade Gluckstein, nous revendiquons d'être bolcheviks. Nous revendiquons d'être bolcheviks non pas parce qu'il y aurait une abstraction du combat pour le pouvoir ouvrier, une abstraction du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, une abstraction du combat pour la démocratie, mais au contraire parce qu'il y a aujourd'hui un besoin brûlant de ce combat.”

C'est pourquoi la IV^e Internationale a organisé — ou organise actuellement —, dans de nombreux pays, des débats ou des réunions consacrés au 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre. Au Brésil, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suisse et dans d'autres pays, de telles réunions ont eu lieu ou sont en préparation.

Le Burundi est un pays de l'Afrique centrale, dont le sort tragique souligne le caractère destructeur de l'impérialisme en décomposition. Il a été placé sous les feux de l'actualité, car il a été le théâtre de l'une de ces guerres dislocatrices, prédominamment ethniques, qui sont le résultat du démembrément organisé par les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, par les pillages et les rivalités impérialistes. Dans ce pays, il existe une section de la IV^e Internationale.

Ses militants nous informent qu'en commun "avec les militants qui combattent avec nous contre les privatisations et pour la défense des droits, normes et garanties", des journées d'études ont eu lieu sur "les enseignements de la révolution d'Octobre, la phase actuelle de décomposition de l'impérialisme (impérialisme sénile) et la IV^e Internationale". Une trentaine de militants ont participé à ce débat...

• •

Si la rédaction de *La Vérité* a décidé de publier dans leur intégralité les travaux de ces journées d'études organisées par la section française de la IV^e Internationale, à partir des enregistrements qui en ont été faits (sous réserve de défauts d'enregistrement ou d'erreurs d'interprétation dont la rédaction de *La Vérité* assume la responsabilité), c'est que le contenu de ces débats répond à une exigence centrale dans la reconstruction même du mouvement ouvrier :

"Il serait erroné, complètement erroné, dans les conditions les plus effroyables des crises auxquelles l'humanité et le mouvement ouvrier ont été confrontés, de ne pas prendre en compte les points de vue des courants qui ont une autre analyse que celle des trotskystes, pour autant que nous soyons unis par la nécessité de préserver l'indépendance de classe des organisations",

pour reprendre les termes employés par le camarade Pierre Lambert ouvrant les journées d'études.

Cette méthode, qui trouve ses racines dans les principes du programme de la IV^e Internationale, c'est celle qui guide l'action des sections de la IV^e Internationale. Elle est à la base de leur participation pleine et entière — à égalité de droits et de devoirs avec toutes les forces qui se situent sur le terrain de la défense indépendante des intérêts des travailleurs, dans chaque pays et à l'échelle internationale — aux initiatives de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples engagées sur tous les continents. C'est ainsi qu'au Burundi, les militants de la IV^e Internationale ne séparent pas la réunion qu'ils viennent de tenir de la préparation d'une conférence contre le pillage et le saccage de l'Afrique, liée à la mise en place d'un tribunal international pour désigner et juger ceux qui sont responsables de la situation tragique de l'Afrique. Ce tribunal sera effectivement un tribunal international et, d'ores et déjà, la question de sa mise en place est à l'ordre du jour en Europe comme aux Etats-Unis.

Au moment où paraîtra ce numéro de *La Vérité*, une conférence ouvrière internationale d'une extrême importance aura eu lieu. A San Francisco, les 14, 15 et 16 novembre, se tiendra la conférence ouvrière des Etats-Unis. Elle a été convoquée pour unifier la lutte de tous les travailleurs du continent, de la pointe australie de celui-ci à l'Alaska, contre les conséquences pour les travailleurs, pour leur emploi, pour leurs conditions de vie et de travail, de la domination du "marché libre" et du "libre commerce". Cette domination s'incarne précisément, dans le cas de ce continent, dans l'ALENA (le traité de libre commerce de l'Amérique du Nord, enchaînant Mexique et Canada aux Etats-Unis), que Clinton veut étendre à d'autres Etats de l'Amérique latine. Il réclame d'ailleurs du Congrès (le Parlement américain) le droit d'utiliser une procédure rapide de négociation dite

Fast Track. Il entend utiliser ces pouvoirs spéciaux, non seulement pour élargir le champ de l'ALENA, mais aussi pour faire ratifier le traité MAI (Multilateral Agreement of Investment — accord multilatéral sur les investissements). Ce traité vise à consacrer, dans chaque pays, la toute-puissance des "investisseurs" édictant qu'une législation nationale ne pourrait être opposée aux droits de ceux-ci à disposer souverainement de leur capital et de leurs profits. Il s'agit, comme le disait un journaliste canadien, de remettre aux grandes multinationales (dont la majorité sont américaines) des pouvoirs qui étaient auparavant réservés aux Etats.

C'est dans ces conditions que l'AFL-CIO, la centrale syndicale des Etats-Unis, forte de douze millions de membres, sera représentée à la conférence de San Francisco. Celle-ci, qui a été convoquée par la fédération de Californie de l'AFL-CIO, réunira les représentants de nombreux syndicats et fédérations des Etats-Unis, des délégués et responsables syndicaux et politiques du Mexique, du Pérou, du Chili, du Canada, du Brésil, d'Equateur, d'Argentine, d'Haïti, ainsi que des délégués d'Asie, d'Afrique et d'Europe. L'Entente internationale des travailleurs et des peuples participera à cette conférence, dont le projet émanait d'ailleurs d'une réunion tenue à Mexico sous l'égide de l'Entente, où des militants des Etats-Unis et d'Amérique latine en avaient discuté.

Dans le même temps, la préparation de la conférence ouvrière européenne — qui se tiendra à Berlin les 31 janvier et 1^{er} février 1998 — pour l'abrogation du traité de Maastricht et contre la ratification du traité d'Amsterdam bat son plein. La grève des routiers en France a brutalement rappelé le caractère foncièrement réactionnaire, antidémocratique et anti-ouvrier des institutions de Maastricht et d'Amsterdam. Se plaçant au premier rang d'une offensive sans précédent contre l'ensemble des acquis ouvriers et démocratiques, contre l'existence même d'organisations ouvrières indépendantes, contre la démocratie, par la dislocation des cadres nationaux existants, les autorités de l'Union européenne ont mis en cause le droit de grève. Elles ont sommé les responsables syndicaux de lever les barrages et mis en avant la proposition "*d'imposer la mise en œuvre de corridors internationaux*" ...

Cette intensification de l'offensive antidémocratique répond à l'aggravation en Europe d'une crise sociale, politique et économique que précipite la marche forcée à la monnaie unique. Les plus récents développements de cette situation soulignent l'actualité des questions qui ont été débattues lors des journées d'études des 18 et 19 octobre, en particulier celle de l'indépendance des organisations syndicales.

La crise qui ravage l'Europe est une crise mondiale. Lors des journées d'études, des questions ont été posées sur la spéculation, sur la manière dont fonctionne le système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Les réponses qui ont été données ont reçu dans les jours suivants la plus éclatante des illustrations. Commencée sur les places financières d'Asie, une tempête boursière mondiale provoquait un krach qui secouait jusque dans leurs fondations Wall Street comme Tokyo, Londres, Francfort et Paris, après Bangkok et Hong-Kong. La pyramide des spéculations et des spéculations sur les spéculations s'effondrait. Mais cette pyramide, comme cela a été souligné dans les journées d'études, repose sur une base réelle : celle de l'exploitation forcenée des travailleurs, de la baisse des coûts du travail. Les milliards de dollars engloutis doivent être récupérés. Cela, du point de vue des exploiteurs et des spéculateurs, ne signifie qu'une chose : intensifier encore l'offensive contre la classe ouvrière.

L'actualité de la révolution d'Octobre, c'est qu'elle a signifié, par l'entrée en scène des travailleurs prenant démocratiquement en main leur destin, la mise en cause de ce système d'exploitation.

Dans sa conclusion, reprenant une formule qu'avait utilisée Rosa Luxemburg, le camarade Daniel Gluckstein disait des bolcheviks qu'ils avaient "osé", osé s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et à l'Etat qui les défendaient pour respecter le mandat que les travailleurs leur avaient donné. Là se concentrent toutes les leçons de la révolution d'Octobre : la perpétuation du système fondé sur la propriété privée des moyens de production ne peut qu'entraîner l'humanité au désastre, à la barbarie. Il faut "oser" s'organiser pour y mettre fin.

Il a été établi un récapitulatif des questions posées lors des journées d'études. Comme des questions de même type ont été posées sous diverses formes, on trouvera des variations de formulation entre ce récapitulatif et certaines des questions reprises dans le débat. D'emblée, il avait été dit que le débat n'épuisera pas toutes les questions. Il a été répondu à beaucoup de ces questions, mais à certaines de manière partielle ou implicite. Le prochain numéro de *La Vérité* contiendra des compléments pour permettre la poursuite de la discussion.

Par ailleurs, la retranscription des débats des journées d'études est suivie d'une chronologie de la révolution russe utilisant le calendrier alors en usage en Russie, ainsi que d'une chronologie sommaire des principaux événements mondiaux évoqués dans ces journées d'études ; enfin, un index de certains noms cités pendant ces débats. C'est la rédaction de *La Vérité* qui est responsable de ces annexes.



Récapitulatif des questions posées lors des journées d'études

— Pour Marx, la révolution devait éclater dans les pays industrialisés. La révolution a éclaté dans le *"maillon le plus faible"* (la Russie). Était-ce inévitable ?

— Quels sont les liens politiques entre la révolution de 1917 et celle de 1905 ?

— Les bolcheviks russes ont-ils pensé à protéger Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ? La question s'est-elle posée ?

— Une révolution n'est-elle pas en danger si elle ne se poursuit pas ? Regardez où en est la Russie aujourd'hui... Et la Révolution française, d'ailleurs.

— Que pensez-vous de l'interdiction des fractions lors du X^e Congrès du PC russe ? Sachant que cette décision contribua à renforcer le pouvoir de la bureaucratie, n'était-ce pas comme placer un revolver sur sa propre tempe ?

— Qu'est-ce que l'insurrection de Cronstadt ? Qu'a signifié son écrasement ?

— Trotsky n'organisait-il pas le massacre de paysans révoltés à partir de son train blindé ?

— On parle du goulag stalinien. Mais n'est-ce pas Lénine qui créa les premiers camps de travail ?

— Un instituteur, qui se dit anarchiste, m'a dit : *"La révolution russe ? Celle qui a été confisquée par les bolcheviks."*

— Quel rôle peut et doit avoir le syndicat après la révolution ?

— L'Internationale communiste avait fixé vingt et une conditions d'adhésion. L'une d'elles ne prescrivait-elle pas la subordination du syndicat au parti ?

— Qu'entend-on précisément par indépendance de classe ?

— Quelles sont les conditions qui ont concouru à la dégénérescence de la révolution d'Octobre ?

— Une vieille calomnie assure que Lénine est revenu en Russie à travers l'Allemagne dans un wagon plombé, d'où l'insinuation qu'il était un agent allemand.

— La scission entre bolcheviks et mencheviks s'est faite sur la question : *"Quel type de parti faut-il construire ?"* Dans le Parti des travailleurs, se retrouvent des militants ayant — y compris sur ce point — des conceptions différentes. Est-ce contradictoire ?

— Suffit-il de faire occuper les organes de l'Etat bourgeois par des représentants ouvriers pour qu'il y ait dictature du prolétariat ?

- Pourquoi Trotsky n'a-t-il pas tenté un coup d'Etat, utilisant ses positions dans l'armée ?
- Les staliniens utilisent l'argument de la guerre pour justifier l'écrasement du soulèvement de Barcelone en 1937. Quelle est la réalité ?
- Y a-t-il des garanties contre la dégénérescence ? Le Parti des travailleurs ne trahira-t-il pas à son tour ?
- Quel sera l'attitude du Parti des travailleurs à l'égard de la bourgeoisie, s'il est porté au pouvoir ?
- Dans la révolution prolétarienne, la constitution d'un Etat ouvrier est-elle inévitable ? Indispensable ?
- Jean-Jacques Marie a parlé de la nécessité de la "révolution sociale" en ex-URSS. Le *Programme de transition* fait état de la nécessité de la "révolution politique". Y a-t-il contradiction ? Evolution ? Peut-on l'expliquer ?
- Au moment où la révolution est victorieuse, où en est la démocratie du peuple ? L'arrivée de Staline ne met-elle pas en cause la démocratie dans la révolution ? Comment Staline a-t-il pu prendre le pouvoir dans un cadre démocratique ?
- Comment caractériser la Russie d'aujourd'hui ? Est-elle encore un Etat ouvrier malgré les privatisations ? Le mot d'ordre de "révolution politique" est-il à l'ordre du jour ?
- Ne peut-on pas se référer à l'esprit de la Constitution de 1793 (Constitution de l'an I) comme on se réfère à la Première Internationale ?
- Peut-on parler de conseils ouvriers pendant la révolution qui a secoué l'Albanie récemment ?
- Je viens d'un pays où règnent la dictature et la torture : le Maroc. J'atterris en France. On m'a dit que c'était le pays des droits de l'homme. Avec le temps, j'ai découvert le contraire et vu comment sont traités les travailleurs français. Après plusieurs partis, j'ai enfin découvert le Parti des travailleurs. Cependant, une grande peur me hante : le Parti des travailleurs ne changera-t-il pas un jour ?
- Le 8 mai 1945, étiez-vous à Sétif, en Algérie ? Vous êtes-vous renseignés auprès des pieds-noirs et même auprès des Arabes immigrés et des harkis ? Il n'y a pas eu 45 000 Algériens tués. Savez-vous combien de Français ont été vraiment massacrés et comment ? Reprenez vos investigations. C'est la France qui nous a envoyés là-bas.— Dans le tract "*Un vrai travail, un vrai salaire*", il est fait référence à la confiscation des profits capitalistes. Comment l'appliquer, alors qu'il y a mondialisation de l'économie et que les capitaux peuvent être transférés en quelques minutes ? Cette question s'est-elle posée en Octobre 1917 ? Comment répondre aujourd'hui ?
- Peut-on faire barrage à la spéculation dévastatrice ?
- Les forces en présence en France ne permettent pas d'espérer un changement pour les travailleurs, bien au contraire. Qu'en pense le Parti des travailleurs ?
- Où en sont les autres partis qui se réclament du trotskysme ? Quelles sont leurs positions par rapport à l'Europe de Maastricht-Amsterdam, du FMI ? Leur politique est-elle encore une politique trotskyste ?
- L'usage de la force est-il inévitable dans une révolution ?
- Pourquoi ne pas se limiter à la défense des conquêtes ouvrières et accompagner socialement le capitalisme ?
- Que signifie : "*La crise de l'humanité se résume à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat*" ?
- Je remercie mon professeur d'histoire d'avoir donné une explication complète de l'histoire de la Commune de Paris. C'est de là que vient cette notion, que j'ai toujours

gardée, de lutte des classes. Qu'en est-il actuellement ? Les manuels sont certes orientés, mais comment résiste le corps enseignant à la falsification de la révolution russe, de la Commune... ?

— Quelle est la position de la IV^e Internationale sur Fidel Castro et le "castrisme" ? Est-ce vrai, selon vous, qu'il posséderait un milliard quatre cents millions de dollars ?

— Che Guevara est présenté en ce moment comme un héros révolutionnaire. Qu'en pense la IV^e Internationale ? Quelle interprétation donner de la campagne menée par les médias autour du Che ?

— En cette période de commémoration de la mort de Che Guevara, qu'en est-il de la responsabilité du Parti communiste bolivien : lors de la rencontre entre le Che et le secrétaire du PC bolivien sur la question de la direction de la guérilla, le Che revendiqua la direction politique. Ce sera l'élément de la rupture.

country's first ever to do so. On 16 July 1997, the government of Prime Minister Tony Blair announced a £1 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 12 August 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

On 23 September 1997, the government of Tony Blair announced a £1.5 billion package to help the country meet its obligations under the Kyoto Protocol.

Introduction aux journées d'études

par Pierre Lambert

Camarades, nous renouons avec une tradition. Les plus vieux camarades ici présents savent que la section française de la IV^e Internationale a organisé pendant des années des journées d'études de ce type.

Dans ces dernières années, nous avons laissé cette tradition se perdre et c'était une erreur parce qu'il n'y a pas de lutte pour le socialisme sans la relier à toute la tradition du mouvement ouvrier, avec ses forces et ses faiblesses.

Nous avons donc décidé, à l'occasion de ce 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre, de renouer avec la tradition de nos journées d'études, ces journées d'études qui avaient été autrefois liées à la défense des emprisonnées soviétiques, des emprisonnés tchécoslovaques, à la révolution polonaise d'octobre 1956 et à la révolution hongroise des conseils.

Cette tradition, les appareils dans le mouvement ouvrier veulent la rompre. C'était à nous, qui sommes les héritiers du parti le plus révolutionnaire de l'histoire, le Parti bolchevique, nous qui sommes la IV^e Internationale, de renouer avec cette tradition, qui se concentre dans deux dates :

— le 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre, les *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, pour reprendre le titre du livre de John Reed ;

— 1936, *S'il est minuit dans le siècle*, pour reprendre le titre d'un livre de Victor Serge.

L'anarchiste révolutionnaire Victor Serge, qui a été un des combattants de la révolution d'Octobre, un des combattants de l'Opposition de gauche, qui a toujours résisté à Staline, qui a adhéré avec ses propres idées au Parti bolchevique et à l'Internationale communiste, celui qui aurait pu jouer un rôle déterminant en Allemagne si déjà la dégénérescence n'avait amorcé en Union soviétique le cours qu'elle allait suivre, Victor Serge pose la question : *"Est-il minuit dans le siècle ?"*

Il faut comprendre que ces deux dates sont celles dans lesquelles tout le mouvement ouvrier mondial, toutes les destinées de l'humanité étaient en jeu, comme elles le sont aujourd'hui.

Alors, nous allons ouvrir cette discussion. Au moment où l'URSS s'est effondrée, au moment où cet immense espoir qui avait animé tout le prolétariat mondial et les couches progressistes du monde entier est maintenant effondré, il est donc nécessaire de procéder à une discussion sans préjugé ni tabou.

Nous sommes marxistes, nous n'avons rien à craindre de la réalité. Sans préjugés ni tabous, comme ce fut toujours le cas

pour les journées d'études que nous tenons. Des questions se posent, il faut y répondre. Il faut en discuter.

Qui pouvait prévoir, en octobre 1917, au moment où les ouvriers de Petrograd prenaient le pouvoir, au moment où les conseils ouvriers se constituaient en gouvernement ouvrier et paysan, qui pouvait prévoir l'avenir ?

Et pourtant, est-ce que cet avenir ne s'est pas matérialisé ? Cet avenir s'est matérialisé en 1919 par la révolution des conseils en Allemagne, en 1919 par la révolution des conseils en Hongrie et, dans la période d'avant-guerre, dans la révolution espagnole.

Personne ne pensait alors, en 1917, que l'URSS pouvait dégénérer. Ni du côté du mouvement ouvrier et des bolcheviks ni du côté de l'impérialisme, qui a envoyé de quatorze pays des armées d'intervention écraser, affamer la révolution russe par l'encerclément, par le boycott, pour rétablir la propriété privée des moyens de production. Cette question, celle de la propriété privée des moyens de production, reste en suspens, il faut en discuter.

La marche au rétablissement du système de la propriété privée en URSS est aujourd'hui un fait, personne ne peut le contester. On détruit la propriété sociale, on détruit la propriété d'Etat comme on détruit les nationalisations, les entreprises et les services publics dans les pays capitalistes. C'est un même mouvement pour, en fait, établir et rétablir la propriété privée des moyens de production. La destruction de la propriété sociale édifiée par la révolution d'Octobre ouvre-t-elle une nouvelle ère de progrès pour le capitalisme, une nouvelle ère de progrès pour le système de la propriété privée des moyens de production ? Quel avenir le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production ouvre-t-il à l'humanité ?

Ces questions se posent, discutons-en, comme d'autres questions.

Le Parti bolchevique de 1917, le parti de Lénine et de Trotsky, dès 1917, a été confronté à l'alternative historique posée à l'humanité. La révolution russe, chaînon de la révolution mondiale du prolétariat,

ne pouvait survivre que par la révolution mondiale ouvrant la voie à la République universelle des conseils ouvriers, des délégués élus et révocables. Staline, en 1925, y a opposé le socialisme dans un seul pays. L'effondrement de l'URSS ne donne-t-il pas la réponse, hélas ! sous forme négative, à la frauduleuse théorie du socialisme dans un seul pays ? La privatisation-destruction, la mafiosisation en cours dans l'ex-URSS, dans tous les pays sous le joug du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et de tous les gouvernements inféodés au marché libre, baptisée par les apprentis sorciers qui dirigent les appareils "*l'économie sociale de marché*", ne justifie-t-elle pas, en fait, plus que jamais le mot d'ordre sur lequel tout le mouvement ouvrier s'est constitué à partir de la Première Internationale : l'abolition de la propriété privée des moyens de production ? Revendication que, pour la première fois dans l'histoire, la révolution d'Octobre, premier chaînon, pour ses initiateurs, de la révolution mondiale, avait commencé à réaliser dans les faits.

Répétons-le, nous devons discuter sans préjugés, sans tabous. Il s'agit de mener une discussion libre pour approfondir le bilan afin d'avancer positivement dans la solution de l'alternative posée à l'humanité : socialisme ou barbarie, cette barbarie qui monte à l'échelle de tous les continents. Bien des questions sont posées. Elles ne seront certainement pas toutes réglées ici. Essayons malgré tout d'en présenter quelques-unes.

La méthode de ceux qui ont convoqué ces journées d'études est celle de la section française de la IV^e Internationale. Elle peut être résumée ainsi : il serait erroné, complètement erroné, dans les conditions de la plus effroyable des crises auxquelles l'humanité et le mouvement ouvrier mondial ont été confrontés, de ne pas prendre en compte les points de vue des courants qui ont une autre analyse que celle des trotskystes, pour autant que nous soyons unis par la nécessité de préserver l'indépendance de classe des organisations.

Il serait également, à l'inverse, parce que la discussion est libre, contraire à la libre discussion que d'ignorer les diffé-

rences théoriques et politiques, les différences d'analyse, car elles sont chargées d'un contenu pratique.

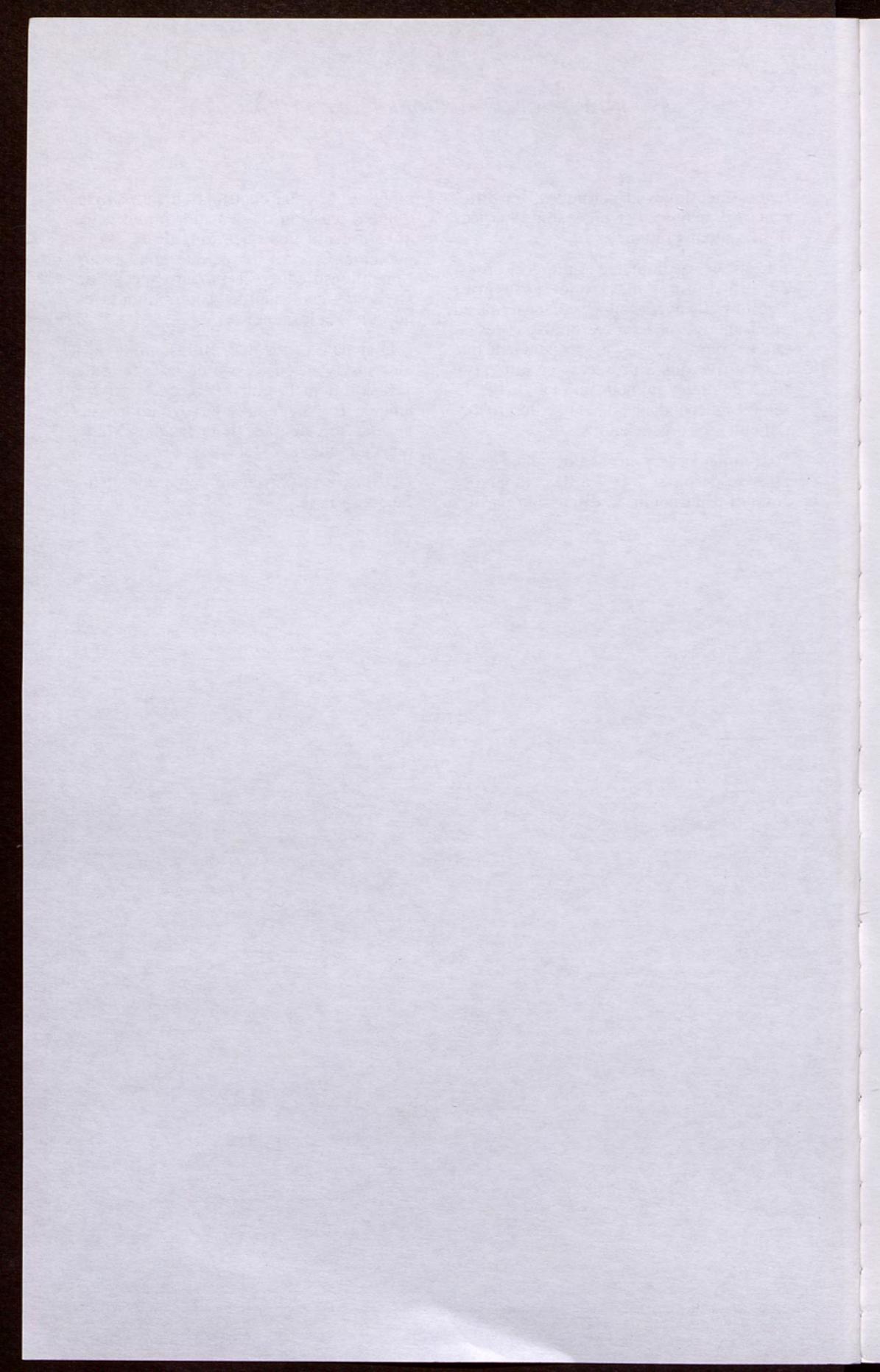
L'erreur est humaine. La théorie n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action. J'ouvre donc la discussion en précisant que, chacun des orateurs présentant ses propres idées, je suis persuadé que nous arriverons à préserver ce qui est le fonds commun qui nous unit ici : la défense de l'indépendance de classe du prolétariat et de ses organisations.

Comment ces journées d'études vont-elles se dérouler ? Il y a des camarades chargés d'introduire la discussion par des

rapports. Chaque contribution sera suivie d'une discussion. Je demande à tous ceux qui poseront des questions de les faire parvenir par écrit, parce que nous avons l'intention d'éditer un numéro spécial de *La Vérité*, contenant les contributions, les questions et les réponses.

Je signale que Valery Bronstein, le dernier survivant en Russie de la famille de Trotsky, dont le grand-père était le frère aîné de Trotsky, nous a envoyé un message, que le camarade Jean-Jacques Marie nous présentera. C'est aussi la tradition.

Je passe la parole au camarade Jean-Jacques Marie.



Les falsificateurs et la réalité de la révolution d'Octobre

**Contribution de Jean-Jacques Marie,
historien, militant de la IV^e Internationale**

Valery Bronstein est donc le dernier survivant de la famille de Trotsky en Russie. Son père et sa sœur ont été arrêtés et fusillés en octobre 1937, son grand-père et son frère ont été arrêtés et fusillés en mars 1938 et, lorsqu'il a été arrêté, comme il était adolescent, on l'a envoyé dans un orphelinat. Il a eu de la chance : on l'a inscrit sous le nom de sa mère, ce qui fait que, comme les dossiers, les archives du NKVD ne sont pas toujours d'une extrême exactitude, ils l'ont raté quand il a atteint sa majorité. Quand il a atteint sa majorité, il est parti comme soldat dans l'Armée rouge, il a participé à la libération de Varsovie, de Berlin, il est revenu couvert de médailles.

En 1948, là, ils ne l'ont pas raté. Car en 1948, Staline a fait créer des camps de concentration spéciaux réservés aux espions, aux saboteurs, aux mencheviks, aux socialistes-révolutionnaires, aux trotskystes et aux vlassoviens, destinés à recevoir 200 000 détenus. Il a fait partie de ces 200 000 à Kolyma, il en est revenu et, en ce moment, il consacre son activité à écrire un livre sur sa famille et à rassembler le maximum de données, de renseignements

sur les victimes de la répression, en particulier sur les trotskystes. Je l'ai rencontré à Moscou la semaine dernière, à l'occasion d'une conférence sur la révolution russe, et il m'a chargé de transmettre ses salutations orales à cette conférence.

J'ai acheté dans une librairie un livre portant un titre particulièrement aguichant : *Lénine dévoilé*, plus exactement : *Le visage secret de Lénine révélé*. L'auteur de ce livre explique qu'il a travaillé pendant un mois et demi, ce qui n'est pas énorme, dans les archives, et cela lui a permis de découvrir le véritable visage de Vladimir Ilitch Lénine. Je n'ai pas eu le temps de lire ce livre en entier, mais ce que je vais vous lire de la page 22 va vous faire comprendre quelle est toute l'ampleur des révélations fondées sur les archives de ce personnage. Page 22, on lit :

“Lénine, dès le début, a planifié l'extermination d'une bonne moitié de la population de la Russie.”

Dès le début, donc dès le début de son activité... Comme l'empire russe compre-

naît en 1914, si l'on enlève le grand duché de Finlande, dont on pourrait admettre que Lénine ne s'occupait pas spécialement, 188,5 millions d'habitants, si l'on enlève encore la Pologne russe, soit 10 millions d'habitants, restent 178 millions, dont, d'après ce personnage, Lénine aurait voulu tuer une bonne moitié, soit 90 millions.

Ce personnage n'est pas un dissident, qui aurait pu, à cause des souffrances qu'il aurait subies, avoir quelque envie de vengeance. Il a rempli toute une série de fonctions dans la nomenklatura, il a été secrétaire du comité de ville des komsomols de Dniepropetrovsk. A cette occasion, d'ailleurs, il devait passer son temps à répéter : "Lénine a vécu, Lénine vit, Lénine vivra", formule bureaucratique. Ensuite, il a été pendant vingt-cinq ans professeur à l'école supérieure du comité central et il était en particulier chargé (cette école a changé plusieurs fois de nom) de suivre les sections du mouvement ouvrier international, politique extérieure et relations internationales. Il a, à cette occasion, publié des dizaines d'ouvrages exaltant la politique de Brejnev, puis d'Andropov, puis de Tchernenko.

Ensuite, il est devenu un honorable "démocrate" (entre guillemets), c'est-à-dire partisan de la privatisation accélérée et, dans le cadre de cette politique, il a donc écrit ces révélations fondées sur des documents d'archives, qu'il oublie d'ailleurs de citer, sur les buts sanguinaires de Lénine et des bolcheviks.

Dans l'histoire, toute révolution, tout mouvement social suscite toujours un énorme flot de boue ; il suscite d'abord la répression, puis un énorme flot de boue, pour le diffamer, le salir et en dissimuler les fins. Depuis un certain nombre d'années, il est très à la mode de fonder, si j'ose dire, ce flot de boue sur des révélations d'archives, comme si les documents qui figuraient dans les archives, indépendamment du fait qu'un certain nombre de gens les triturent à leur aise, étaient par eux-mêmes l'expression de la vérité.

Il y a un certain nombre d'années, j'avais trouvé dans les archives de la préfecture de police un rapport d'un agent des services français de Constantinople,

qui révélait au gouvernement français une vérité profonde : Staline avait exilé Trotsky en Occident pour pouvoir préparer la révolution mondiale et diviser le travail. Vous voyez, cet agent des services secrets avait une profonde compréhension de la politique internationale ! Mais il y a aujourd'hui de prétendus "historiens" qui se saisissent des documents de ce type et qui disent : voilà la "vérité révélée" !

On trouve de tout dans les archives, en particulier dans les rapports de police, étant donné que le propre d'un agent des services de renseignements, c'est d'essayer de vendre le maximum de renseignements, de donner à ces renseignements le maximum de couverture, et donc de se référer toujours à un certain nombre d'autorités, dont souvent il n'a même jamais vu la couleur.

Cela peut mener très loin. Soljenitsyne, voulant caractériser l'activité des bolcheviks pendant la révolution russe, a osé écrire :

"Les services de renseignements de Petrograd ont dûment établi que les bolcheviks suscitaient les manifestations de masse en payant les participants de 5 à 10 roubles la journée."

Lors de la manifestation du 18 juin 1917, tout le monde s'accorde à considérer qu'il y avait entre 350 000 et 400 000 manifestants, qui ont repris les mots d'ordre bolcheviks. Vous multipliez 400 000 par 5 roubles — c'est la somme minimale que donne Soljenitsyne —, cela fait quand même 2 millions de roubles, à l'époque où le saucisson valait un rouble.

Le deuxième élément sur lequel je voudrais attirer l'attention, c'est qu'il est de tradition, de la part des historiens ou des penseurs des classes dominantes, de présenter tous les mouvements révolutionnaires comme étant le fait d'éléments décomposés, marginaux, d'apaches, de truands et de tout ce que vous voulez.

Il y a peu de temps, a été publié en France un livre qui cite de longs passages des correspondances qu'envoyait Boris Kritchevsky à *L'Humanité* de l'époque, c'est-à-dire au journal de la majorité du Parti socialiste SFIO, qui comprenait le

ministre de la Guerre, Albert Thomas, qui se faisait photographier avec un obus grandi à sa propre dimension, et qui l'entourait de ses bras, comme un enfant chéri, photographie publiée dans *L'Illustration*, etc.

Et voilà comment ce personnage, Boris Kritchevsky, dans ses correspondances à *L'Humanité* de l'époque, représentait la révolution russe :

"A côté des ivrognes, pour ainsi dire sincères, on y voit des mercantis, soldats et civils, qui, après avoir bu modérément, emportent les bouteilles les plus chères, vins généreux et fines champagnes, qu'ils vendent ensuite au prix fort. Les sincères, eux, se soûlent à mort, parfois se noient littéralement dans le vin, dont les tonneaux défoncés inondent la cave, ou bien dans l'eau que lancent les pompiers."

Et ce personnage continue en disant :

"Si la contre-révolution avait seulement existé, elle n'aurait pas eu besoin de noyer la révolution dans le sang, celle-ci s'était déjà noyée dans l'alcool."

C'est finalement la reprise, pour la révolution russe, de ce qu'un certain nombre d'historiens, comme par exemple un membre de l'Académie française, M. Louis Madelin, expliquait pour la Révolution française, disant que la prise de la Bastille avait été le fait d'apaches, de prostituées, de bandits, de truands, dont on se demande d'ailleurs bien ce qu'ils pouvaient espérer trouver à la Bastille, question à laquelle cet historien a jugé absolument inutile de répondre.

Troisième point que je voudrais rapidement évoquer : il y a un an à peu près, est sorti un numéro spécial d'une revue, qui s'appelle *Historia*, numéro spécial titré : "Dans les archives soviétiques", révélations grandioses desdites archives, donnant la véritable lumière sur la réalité de la révolution russe. Un dénommé Yves Santamaria, que je ne connais pas autrement, explique que, d'après ce qu'il a vu dans les archives présidentielles (dans lesquelles il n'a pas lui-même mis le nez, mais dont on lui a donné le contenu), le gouvernement du Kaiser n'a pas lésiné sur

l'appui qu'il a consenti à ces marxistes russes. Jusqu'à leur défaite, les Allemands soutiendront militairement et financièrement le nouveau régime, etc. Et on a pu trouver même un historien, qui vient de mourir d'ailleurs (Dieu ait son âme et en fasse ce qu'il veut !), M. Michel Heller, qui a osé écrire :

"L'argent du Kaiser était nécessaire, mais insuffisant à assurer la victoire de la propagande bolchevique, l'essentiel était de bien employer cet argent, de trouver des slogans qui séduiraient les masses, des slogans simples et clairs."

Donc, d'abord l'argent, puis les slogans : c'est assez caractéristique de toute une école historique aujourd'hui, à la fois en Russie et en France.

Cela ne suffit pas, il faut ajouter encore d'autres choses dans la manière de salir la révolution russe. Et l'une des trouvailles, qui n'est pas toute neuve d'ailleurs, mais enfin qui se nourrit aujourd'hui d'un certain nombre de prétendues découvertes, c'est que les bolcheviks seraient les inventeurs des camps de concentration. M. Michel Heller, que je viens de citer, écrit dans son livre :

"La sinistre gloire des camps de concentration nazis ne doit pas faire oublier que l'honneur de la première utilisation de ce terme, né à Cuba tout à la fin du XIX^e siècle, revient à Trotsky. Dans un ordre du 4 juin 1918, le commissaire du peuple à la Guerre exige la réclusion en camp de concentration pour les Tchèques qui refusent de rendre les armes. Le 26 juin, Trotsky propose au Sovnarkom d'envoyer en camp de concentration les officiers qui ne veulent pas servir dans l'Armée rouge."

Et dans leur livre *Le Communisme*, Stéphane Courtois, l'un des maîtres de la vision officielle de la révolution russe aujourd'hui, et Marc Lazar reprennent la même théorie. Il y a là l'un des jeux caractéristiques du trucage historique, qui consiste à prendre un mot qui a changé de sens et à l'utiliser comme s'il avait en 1917 le sens qu'il a depuis le goulag stalinien et les camps de concentration nazis.

Si vous lisez *Ma vie*, de Léon Trotsky, vous verrez qu'il y a un chapitre qui s'appelle : "Dans un camp de concentration". Trotsky raconte ce qui lui est arrivé, à savoir que, lorsqu'il est parti des Etats-Unis, les Anglais l'ont arrêté à la hauteur du Canada et l'ont mis dans ce qu'il appelle un camp de concentration, c'est-à-dire un camp d'internement de prisonniers allemands. Et il y raconte d'ailleurs que, dans ce camp, s'est déroulé un meeting permanent, à son initiative bien sûr, après lequel, d'ailleurs, les officiers allemands (il y avait dans ce camp 600 prisonniers de guerre allemands) se sont plaints au commandement britannique en lui demandant d'interdire à Trotsky de tenir des meetings dans ce camp d'internement.

Et la guerre civile a commencé dès novembre 1917 en URSS, d'ailleurs, très clairement, elle a commencé par des choses toutes simples : les hauts fonctionnaires de la banque centrale ont refusé de considérer le nouveau gouvernement, le Conseil des commissaires du peuple, comme légitime et ont décidé qu'ils ne lui donneraient pas un centime pour payer les personnels, les employés, etc., qu'ils continueraient à verser le salaire des ministres du gouvernement provisoire déchu, etc., toute une série de mesures multiples et diverses par lesquelles ils affirmaient la continuité du gouvernement provisoire que personne n'avait jamais élu, et dont les masses ne voulaient plus puisqu'il faisait exactement le contraire de ce que les masses attendaient de lui, c'est-à-dire : signer la paix, arrêter la dégradation du ravitaillement et donner la terre aux paysans, ce que tous les partis constitutants de ce gouvernement se refusaient à faire.

Dès novembre 1917, dans le sud de la Russie, se constitue une armée, qui s'appelle l'armée de volontaires, dirigée par Kornilov, le général Dénikine, etc. Dénikine, dans ses mémoires, écrit froidement lui-même :

"La ploutocratie (c'est le terme qu'il utilise) de Novotcherkassk nous a donné 6,5 millions de roubles, la ploutocratie d'une autre ville, je ne sais plus laquelle, nous a donné 2 millions et il ne nous est arrivé que 2 millions, d'ailleurs."

Bref, sur 8,5 millions que la ploutocratie, c'est-à-dire la bourgeoisie, a ramassés pour soutenir l'armée contre-révolutionnaire, 6 millions ont disparu en route. Cela annonçait déjà d'ailleurs les mœurs des mafieux russes d'aujourd'hui, qui pré-lèvent largement leur part sur toute opération, quelle qu'elle soit.

Et à l'époque, le mot "camp de concentration" est un terme utilisé pour indiquer simplement qu'on rassemble dans cet endroit ses ennemis. Dans une guerre, en général, il y a au moins deux camps, et ceux qui se battent, dans toute guerre, ont comme objectif de battre celui d'en face. Une mission de la Croix-Rouge internationale a été envoyée en Sibérie, mission dirigée par un Suisse. Ce monsieur a fait un compte rendu de sa mission et il cite par exemple une lettre écrite, en français, par un officier du général Koltchak, le 31 août 1919, qui lui dit tout simplement qu'il lui demande d'abandonner la "*suggestion formulée par les représentants alliés à Omsk de confier tous les camps de concentration à la Croix-Rouge américaine*". Cela veut dire tout simplement un camp d'internement.

Tous ceux qui écrivent sur ce thème savent pertinemment qu'ils truquent, mais ils espèrent ainsi présenter, illustrer à travers les camps une prétendue continuité entre les bolcheviks et Lénine, et Staline et le Goulag.

D'ailleurs, un historien honnête du temps jadis — car dans le temps jadis, il en existait encore quelques-uns —, Paul Barton, écrivant et publiant un livre sur l'institution concentrationnaire en URSS, a simplement indiqué en dessous comme date : "1930-1956". Il ne lui serait jamais venu à l'idée d'écrire "1918-1956".

Toute cette offensive qui se mène partout pour déformer l'image de la révolution se traduit en particulier dans les ouvrages scolaires de façon assez, disons, perfide.

Il y a quarante ou cinquante ans, si vous trouvez des manuels scolaires de l'époque, vous y verrez, sans ambages, que Staline a édifié le socialisme en URSS, qu'il a créé une agriculture collective puissante, une industrie puissante,

bon, peut-être avec quelques limites tout à fait secondaires à la démocratie, mais qu'il a vraiment bâti le socialisme, l'a réalisée, etc.

Aujourd'hui, il s'agit de présenter les choses sous un jour totalement différent, et je voudrais en donner deux exemples, qui me paraissent significatifs, dans la mesure où ils touchent à des problèmes beaucoup plus généraux. On prend un volume de chez Hachette, destiné aux élèves de terminale, portant sur la période 1945-1994.

Sur la couverture, figure le portrait d'un seul personnage historique couvrant la période : Brigitte Bardot. C'est un choix de l'éditeur ou du directeur de la collection, je ne sais pas ! Et puis, on trouve dans ce manuel scolaire destiné aux élèves de terminale (comme c'est publié chez Hachette, c'est donc un manuel très répandu, ce n'est pas une petite maison d'édition) des éléments qui n'ont aucun rapport évidemment avec la révolution russe, mais qui indiquent dans quel cadre général se situe une certaine présentation de celle-ci.

Page 266 : "Une réponse à la crise : les restaurants du cœur, fondés par Coluche" ; page 270 : pour illustrer la présence française dans le monde, à 300 km de Phnom-Penh, la classe d'un légionnaire instituteur français en 1993, avec une belle photo de légionnaire en train de faire sa classe ; page 245, sur la Sécurité sociale : "La protection sociale menacée". Et voici l'explication : "Le nombre de cotisants diminue, alors que celui des bénéficiaires augmente." Voilà une explication dont le caractère scientifique est évident ! Page 248 : "Pierre Bérégovoy se consacre à la lutte contre le chômage."

Dans le cadre de cet ensemble politiquement bien orienté, on trouve un développement sur "La chute du communisme", c'est le titre. Comme par hasard, alors que le livre va jusqu'en 1994, il n'y a strictement rien sur les événements d'octobre 1993, lorsqu'Eltsine a fait bombarder le Parlement de Russie, dont le comportement lui déplaisait, détruisant quatre étages du bâtiment et faisant, suivant les chiffres, entre 600 et 700 morts. Il n'y a rien sur ça, mais en revanche, on a

une citation de quelqu'un qui est présenté comme un représentant de l'opposition libérale et qui dit :

"Diriger ce système au moyen des méthodes démocratiques normales est impossible."

Donc, il est parfaitement normal que, dans la Russie d'aujourd'hui, la démocratie n'existe pas.

On pourrait citer d'autres manuels, l'un sous la responsabilité d'un dénommé Jacques Marseille, qui est un homme fortement intéressant. Il a longtemps été membre du PCF, il enseigne maintenant à Paris-I-Sorbonne. Il y a un an, il donnait une interview à la revue *L'Histoire*, dans laquelle il s'élevait contre le scandale de l'impôt en France. Il disait : ce n'est pas possible, la manière dont l'impôt est prélevé en France, c'est tout à fait intolérable. Alors moi, je m'attendais à ce qu'il dénonce un certain nombre de scandales, comme les niches fiscales du type DOM-TOM (loi Pons), la spéculation, etc. Non ! Il avait découvert ce scandale abominable : la moitié des Français ne paie pas d'impôt sur le revenu et échappe ainsi à toute responsabilité par rapport au fonctionnement de l'Etat. Il faut mettre fin, le plus rapidement possible, à cette situation.

Alors lui, dans son livre, on trouve évidemment le fait que la Tchéka met en place des camps de travail, etc., qu'en février 1921, les tensions se multiplient entre les ouvriers dont le salaire s'est effondré (ça c'est vrai), et "les dirigeants bien nourris, bien habillés", etc.

Pour conclure, je voudrais simplement donner une citation. En 1984, deux historiens ont publié un livre sur la révolution russe et sur sa suite, intitulé : *L'Utopie au pouvoir*. Et dans ce livre, ils expliquent la chose suivante :

"Le bolchevisme avait vaincu facilement, car il proposait l'utopie : tout pour tous et tout de suite."

Evidemment, si les bolcheviks avaient proposé ça, cela aurait été effectivement de l'utopie. Puis après, les auteurs précise-

sent ce qu'ils appellent "tout pour tous et tout de suite" :

"Les bolcheviks offrirent l'illusion : la paix, la terre, le pain."

Alors, si dans un pays en guerre, en 1917, dans lequel 2,5 millions de soldats sont déjà morts, dans lequel des centaines de milliers de mutilés errent dans les rues, dans lequel des millions de soldats, ceux qu'un certain nombre d'historiens bourgeois qualifient de "soldatesque ivre" ou

de "soldatesque déchaînée", pourrissent dans les tranchées, dans la neige, la boue, les excréments, parmi les rats, se battre pour la paix, c'est l'utopie ; si le fait de considérer que les paysans doivent avoir la terre, c'est l'utopie ; et si le fait de considérer que le pain pour tous, c'est l'utopie, alors, je crois que c'est une condamnation sans appel.

Non une condamnation des bolcheviks, mais une condamnation de tous ceux pour qui le pain, la paix et la liberté pour tous constituent une utopie, et qui condamnent la révolution pour cette raison.

Discussion

• **Pierre Lambert :** Il y a la question de Cronstadt. L'insurrection de Cronstadt survient à une période déterminée. Il y a la famine en Union soviétique. La famine en 1920, 1921, est telle que, par milliers et par milliers, on constate des cas de cannibalisme. Le socialisme, ce n'est certes pas de manger son prochain ! Pourquoi cette situation ? Parce que quatorze armées de quatorze pays impérialistes sont en train de déchirer le pays, de soutenir et d'armer les armées blanches, d'essayer d'étrangler la révolution russe dans le sang.

La révolution d'Octobre s'est faite sur le terrain de la démocratie ouvrière. Dans l'armée, on élisait les officiers et ils étaient révocables. Mais la guerre est la chose la moins démocratique qui soit dans ses méthodes. On peut discuter avant, on peut discuter après, mais pendant qu'on se bat, on ne peut pas discuter ; on se bat, on respecte les ordres.

C'est alors qu'une série de processus commencent à s'enclencher. Le gouvernement émanant des soviets qui se constituent, qui est un gouvernement de coalition entre les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche, décrète la paix. L'impérialisme lui répond par la guerre et le déchaînement de la guerre. Il faut se défendre, on se défend. Il faut bien comprendre, camarades, que, dans l'histoire de la révolution russe, la guerre civile commence dès avril ou mai 1918. Il y a un livre magnifique, *L'An I de la révolution russe*, qui a été écrit par Victor Serge. C'est un livre critique, mais en même temps positif. Il disait ce qui était et ce qu'il voyait. Je l'ai lu il y a bien longtemps, mais ce dont je me souviens, c'est que Victor Serge montre clairement que le gouvernement bolchevique n'était pas engagé sur une ligne d'étatisation totale de l'économie. Seuls étaient nationalisés sans indemnité ni rachat les trusts et les monopoles.

Mais les armées blanches, les légions tchécoslovaques armées par l'Entente (l'alliance constituée entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie tsariste) arrivent à Kazan. Si la route de Kazan est ouverte, c'est celle de Moscou qui est ouverte. Trotsky arrive avec son train blindé alors que l'armée se débande. Trotsky décide que les communistes doivent s'attacher aux mitrailleuses pour montrer à toute l'armée qu'on ne reculera plus. C'est héroïque, mais ce sont les meilleurs combattants qui seront décimés.

Répétons-le, s'il peut y avoir des guerres démocratiques par leurs buts, la guerre en elle-même, les méthodes qu'elle exige sont les plus antidémocratiques qui soient.

Puis la révolution russe est victorieuse, mais il y a la famine. A prix d'or — ou plutôt de blé — on achète du matériel pour reconstruire l'économie. Nombreux sont ceux, parmi les meilleurs ouvriers, les meilleurs combattants, qui ont été décimés sur le front de la guerre civile. La main-d'œuvre "ouvrière" est largement composée de jeunes paysans analphabètes, sans qualification. Les bolcheviks qui dirigeaient l'armée se reconvertisse. Ils deviennent directeurs d'usine et ils tentent à appliquer les méthodes de commandement militaire à des ouvriers souvent analphabètes. Des ouvriers qu'il faut former, car on achète à prix d'or, ou plutôt, comme je l'ai dit, à prix de blé, des machines en Allemagne. Les ouvriers qui doivent les utiliser ne savent pas les faire fonctionner. Tout cela est très bien expliqué par Victor Serge et aussi par Léon Trotsky, dans *La Révolution trahie*. Les méthodes de commandement se poursuivent. Ces bolcheviks, ces officiers de l'Armée rouge, ceux qui ont survécu et qui sont devenus directeurs d'usine, travaillent à 50 km de Moscou, du matin jusqu'au soir, ils ont une automobile.

La différenciation sociale, qui commence dans les années de la guerre civile et celles qui la suivent immédiatement, sera à l'origine de la bureaucratie.

Encore un mot sur des questions soulevées. Que s'est-il passé en Espagne ? Andrés Nin, qui était un révolutionnaire, membre de l'exécutif de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky, l'un des premiers à avoir rejoint le combat de l'Opposition de gauche, a eu de graves divergences avec Trotsky. Il avait considéré qu'il fallait rejoindre le Front populaire, ce que Trotsky avait condamné.

Nin était un révolutionnaire : il était pour la victoire de la révolution ouvrière qui avait surgi en Espagne. Il était pour la victoire contre Franco. Mais il a accepté, alors qu'il était ministre de la Justice du gouvernement de la généralité de Catalogne, la dissolution des comités mis en place par les travailleurs en juillet 1936. Il l'a accepté au nom de "l'unité" pour vaincre Franco. Mais pour écraser Franco, il fallait libérer toutes les forces qui contenait la révolution ouvrière. Le concentré de cette révolution, c'étaient les conseils ouvriers, les comités agraires, l'armement des travailleurs... Andrés Nin, révolutionnaire, commettait une grave erreur.

Mais parce qu'il était un révolutionnaire, une menace pour l'ordre établi que défendait Staline, Staline l'a fait assassiner. Il fallait l'éliminer pour écraser la révolution espagnole.

La dirigeante anarchiste Federica Monseny, elle, a survécu. Des années plus tard, elle a elle-même reconnu que sa plus grande erreur avait été d'accepter la participation du mouvement anarchiste au gouvernement du Front populaire.

De Cronstadt aussi, on peut dire que c'est une erreur. Mais, en même temps, on peut l'expliquer par les conditions matérielles d'existence, les conditions historiques qui déterminent la conscience. Tirs-en les enseignements pour qu'il y ait plus de démocratie, donc plus de possibilités pour les travailleurs de pouvoir trouver eux-mêmes leur voie et qu'en même temps ils ne soient pas décomposés par cette société bourgeoise qui vise à tout décomposer.

Questions écrites lues à la tribune :

- *"A plusieurs reprises, on a parlé de massacres qu'a organisés Trotsky dans son train blindé, les paysans refusant la collectivisation de la terre."*

- *"Si les trotskystes prennent le pouvoir, quelle sera votre attitude par rapport à bourgeoisie ? Qui prouve que vous ne ferez pas comme les staliens ? J'ai été au Parti communiste français pendant plusieurs années. Déçu par le mensonge du culte de la personnalité, le refus de publier en son temps le rapport Khrouchtchev, je ne veux pas prendre le risque d'adhérer au Parti des travailleurs pour ne pas me faire avoir une seconde fois."*

- *"Quelle est votre position par rapport à Castro et aux castristes ? Selon vous, est-ce vrai que Castro possède un milliard quatre cents millions de dollars ?"*

- *"Les forces en présence en France ne permettent pas d'espérer pour l'instant un changement de situation pour les travailleurs, bien au contraire. Qu'en pensez-vous ?"*

- *"Les staliens utilisent l'argument de la guerre pour justifier l'écrasement du soulèvement de Barcelone pendant la guerre d'Espagne. Pourrait-on revenir sur la situation en Espagne et les raisons du soulèvement des ouvriers catalans ?"*

- **Jean-Jacques Marie** : Sur la question de Barcelone : il est impossible d'examiner ce qui s'est passé en Espagne en 1936, 1937, 1938 indépendamment de ce qui se passe en URSS dans les mêmes années. Staline mène en Espagne exactement la même politique que celle qu'il mène en URSS.

En URSS, en 1936, 1937, 1938, il organise des purges d'une extrême brutalité, d'une très grande ampleur, qui se traduisent par l'extermination de la quasi-totalité des opposants d'hier, d'aujourd'hui et de ceux qui auraient pu le devenir demain, pour imposer la liquidation définitive du Parti bolchevique. Même des historiens bourgeois le disent, comme Robert Conquest, qui écrit :

"En 1937, Staline a fondé un nouveau parti, le parti stalinien, ce n'est plus le parti de 1917."

Et pourtant Conquest est un réactionnaire. C'est un constat que n'importe qui d'un peu honnête est obligé de faire.

Cette politique, c'est évidemment la même qu'il mène en Espagne, où il s'agit pour lui d'imposer le respect absolu de la propriété privée au compte d'une alliance politique avec la bourgeoisie anglaise et française. C'est au compte d'ailleurs de cette alliance politique que le gouvernement républicain espagnol refuse d'accepter (question qui est traitée dans un article du dernier numéro de *La Vérité*) de s'engager à soutenir la revendication du droit à l'indépendance du Maroc espagnol. Un tel engagement aurait signifié que le mouvement anticolonialiste marocain aurait pu dresser sur les arrières des armées de Franco des milliers de Marocains. Le gouvernement espagnol, pour ne pas mécontenter la bourgeoisie anglaise, française et Staline, a refusé cet engagement politique, facilitant la tâche contre-révolutionnaire de Franco.

Lorsqu'en mai 1937, le parti stalinien espagnol décide de mettre à genoux le prolétariat de Barcelone, en grande majorité anarchiste, ce n'est pas un règlement de comptes politique, mais la mise en œuvre délibérée de cette même politique contre-révolutionnaire. Ce n'est pas un hasard si l'agression des staliniens contre les ouvriers de Barcelone se situe au lendemain du deuxième procès de Moscou, au lendemain du comité central extraordinaire du parti stalinien tenu durant onze jours, qui décrète la chasse internationale aux trotskystes. C'est alors, comme l'a rappelé le social-démocrate allemand Rudolf Reventlov, l'appareil stalinien qui décide qui est trotskyste et qui met l'étiquette de trotskyste sur ceux qui le sont, sur ceux qui ne le sont pas, sur quiconque n'est pas d'accord avec sa politique.

Je veux évoquer une autre question, celle des paysans refusant la collectivisation de la terre. Ça, c'est 1929. Il n'y a pas de collectivisation de la terre en 1917, 1918, 1919. Le problème qui se pose alors, c'est que face à une situation où la

famine règne partout, il faut nourrir les villes. Comme, dans une situation de guerre, les villes ne produisent pas, elles n'ont rien à donner à la masse des paysans, puisqu'on ne fabrique rien. Mais on ne peut laisser le peuple mourir de faim, donc le gouvernement bolchevique prend la décision d'organiser des réquisitions. C'est bien sûr une mesure d'exception correspondant à une situation exceptionnelle. L'une des falsifications de la part de beaucoup d'historiens consiste à présenter des mesures d'exception correspondant à une situation d'exception (et toute guerre est une situation d'exception, enfin il vaut mieux l'espérer pour la survie de l'humanité) comme étant l'expression d'une orientation politique. Donc, il faut réquisitionner le blé, les légumes, quand il y en a et, évidemment, les paysans, surtout ceux qui produisent des surplus, n'aiment pas ça et ils se battent.

Mais pour comprendre ce qu'est la situation, voilà un document d'archives qui vient d'être publié et qui est intéressant. M. Ivan Maeski, qui était membre du comité central du Parti menchevique, envoie à cet organisme, le 7 novembre 1918, la lettre suivante :

"Il faut mener, dit-il, une lutte décidée contre le bolchevisme, il faut préparer l'organisation de soulèvements populaires contre le pouvoir soviétique, mener un soutien actif aux Tchécoslovaques (c'est-à-dire aux 35 000 ou 40 000 soldats tchécoslovaques, prisonniers de guerre du tsar, qui ont pris un certain nombre de villes le long du chemin de fer transsibérien). Il faut continuer la guerre avec l'Allemagne en contact étroit avec les alliés, au nom du rétablissement de la Russie une et indépendante."

Chose significative, cet Ivan Maeski sera plus tard un ambassadeur de Staline et survivra même à son maître.

• Alexandre Hébert : Cela va être bref, car j'aurai l'occasion de traiter le problème tout à l'heure, lors de ma contribution. Il y a un camarade qui a formulé une question par écrit : « *Un instituteur qui se dit anarchiste, que j'ai rencontré avant d'arriver ici, m'a dit : "La révolution*

russe ? Celle qui a été confisquée par les bolcheviks".

Je récuse le mot "confisquée". Les masses ont choisi le Parti bolchevique. On peut porter un jugement sur leur choix, mais on ne peut pas dire qu'il s'agit d'une confiscation. Cela fait partie aussi des contre-vérités historiques. Pour ma part, même si je pense que le choix de l'appareil d'Etat n'a pas été un choix forcément judicieux, il n'est pas normal de prêter au Parti bolchevique de l'époque l'idée d'avoir confisqué, fait une espèce de coup d'Etat, confisqué la révolution. Cela s'est fait avec l'accord des masses.

• **Jean-Jacques Karman :** Un camarade a écrit : *"Si les trotskystes prennent le pouvoir, quelle sera votre attitude par rapport à la bourgeoisie ?"*

Je ne sais pas, mais je suppose, si je crois ce qui est dit, qu'ils appliqueront ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, c'est-à-dire qu'ils contraindront la minorité bourgeoise à se plier à la majorité prolétarienne. Ensuite, il écrit : *"J'ai été au Parti communiste français pendant plusieurs années. Déçu par le mensonge du culte de la personnalité, le refus de publier en son temps le rapport Khrouchtchev, je ne veux pas prendre le risque d'adhérer au Parti des travailleurs pour ne pas me faire avoir une seconde fois."*

Ce qu'il décrit, c'est la période, qui, par certains aspects, persiste encore aujourd'hui, de la déviation stalinienne du Parti communiste français. Le fait que le Parti communiste français ait eu cette attitude ne veut pas dire qu'une autre organisation comme le Parti des travailleurs l'aurait. En tout cas, personnellement, je pense qu'il y a possibilité de l'éviter, de rénover ce parti et c'est pour ça que je suis encore communiste, membre du Parti communiste français.

La troisième question qui est posée, c'est par rapport à Fidel Castro et les dollars dont il disposerait.

Sur les dollars, je n'ai aucune information précise, mais quand je vois comment il vit, je ne crois pas qu'il profite de ses dollars, même s'il les a dans une banque.

C'est plutôt une question politique par rapport à Fidel Castro. Ce n'est pas à mes yeux un Etat ouvrier au sens marxiste du terme, mais c'est un Etat anti-impérialiste et son attitude face aux Américains est à considérer. En même temps, nous ne pouvons pas approuver toutes les positions de Castro, y compris sur la démocratie sociale.

Autre question : *"Comment caractériser la Russie d'aujourd'hui ? Est-elle encore un Etat ouvrier malgré les privatisations et le mot d'ordre de la révolution politique est-il encore à l'ordre du jour (référence au Programme de transition) ?"*

Là aussi, on est encore dans un processus. On ne peut pas dire que la Russie est un Etat ouvrier au sens où nous l'avions dit, mais nous ne pouvons pas dire non plus qu'elle est de nouveau un Etat bourgeois. On est en plein processus. Moi je ne me prononcerai pas. Il est possible que les masses en Russie (ce serait une heureuse surprise à mes yeux), sans faire une révolution sociale, puissent renverser le processus enclenché. A mes yeux, c'est possible. Mais plus le temps passe, plus les bases bourgeois de l'Etat vont reprendre le dessus. Mais il y a un camarade russe qui doit intervenir et qui pourrait mieux que moi développer cette question.

• **Daniel Gluckstein :** Deux questions.

La première : *"Que dire de cette calomnie qui a la vie dure : si Lénine a réussi à traverser l'Allemagne sans encombre, c'est que son retour en Russie arrangeait pour le moins le Kaiser, d'où l'insinuation qu'il est en fait un agent allemand ?"*

En fait, il n'a pas été dit tout de suite que Lénine était un agent allemand. Quand il est rentré en Russie, il a été accueilli avec des fleurs par toutes les composantes des soviets, du mouvement ouvrier et toutes les représentations politiques. La campagne contre Lénine "agent du Kaiser" a commencé au moment où il a dit qu'il ne fallait pas soutenir le gouvernement provisoire et que, même à un contre cent, comme Liebknecht en Allemagne, il fallait accompagner non pas

le gouvernement qui continuait la guerre, mais les masses qui voulaient le pain, la paix, la terre, la liberté. C'est à ce moment précis, et pour cette raison précise, que Lénine est devenu aux yeux de ceux-là mêmes qui l'avaient accueilli avec des fleurs un individu suspect, peut-être un agent allemand, du fait des conditions de sa traversée de l'Allemagne.

Il y a là une leçon politique. La vraie question n'est pas : est-ce que Lénine était un agent allemand ? La vraie question est : faut-il considérer comme un agent d'une puissance étrangère, un terroriste ou un individu obscur quiconque, en substance, refuse d'accompagner le vent dominant, c'est-à-dire refuse de renoncer aux revendications qui sont des revendications de survie de millions d'hommes et de femmes ?

En l'occurrence, je crois que la preuve a été faite en Russie que c'était là le fond du débat et, sans entrer dans les détails, disons que ceux qui désignaient Lénine comme un agent allemand ont aujourd'hui des petits-fils ou arrière-petits-fils particulièrement à la hauteur. Je pense en particulier à l'individu qui s'appelle Bourseiller, qui a écrit un livre qui a fait couler quelque peu l'encre ces derniers temps et aussi à d'autres livres du même genre.

Le fond de l'affaire, camarades, c'est qu'il y a pour des millions d'hommes et de femmes des questions vitales qui sont posées. Hier, la question de savoir s'il fallait poursuivre la guerre, s'il fallait poursuivre la misère, la décomposition sociale. Aujourd'hui, d'autres questions, par exemple la question de savoir s'il faut accepter la destruction de toutes les conquêtes sociales ou l'intégration des syndicats. Il y a toujours des gens pour expliquer que ceux qui s'opposent à cela sont des agents. Avant-hier de l'Allemagne, hier de Hitler et du Mikado, aujourd'hui de beaucoup d'autres choses. De ce point de vue, il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

La deuxième question : **deux camarades, sous des formes différentes, mais qui se rejoignent, posent la question de l'attitude des bolcheviks par rapport aux syndicats pendant et après la révolution.**

Je crois qu'il faut préciser : il y a eu un débat dans les mois et les années qui ont suivi la prise du pouvoir par les soviets, sur la place des syndicats. Dans ce débat, il y avait des positions différentes parmi les bolcheviks, comme parmi les autres tendances politiques.

Le point de vue défendu par Lénine, à l'encontre d'autres — y compris de Trotsky à un moment du débat —, était de dire qu'en toute circonstance, il faut chercher à préserver l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, y compris par rapport à l'Etat ouvrier. Car le rôle de l'organisation syndicale, même dans l'Etat ouvrier et paysan, n'est pas de gérer l'Etat, mais de défendre les revendications immédiates des salariés.

Les conditions historiques ont fait que, malheureusement, ce débat s'est trouvé emporté dans les années qui ont suivi dans le maelström de la bureaucratie et de la dégénérescence stalinienne.

Il n'en reste pas moins que ce débat est d'une extrême importance. C'est celui qui a amené notre courant, la IV^e Internationale et sa section française, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, en se réappropriant la continuité du bolchevisme, à remettre en cause l'une des familles vingt et une conditions de l'appartenance à l'Internationale communiste, celle qui se prononce pour la subordination des syndicats aux partis.

L'expérience historique, et tout particulièrement l'expérience du stalinisme, montre qu'en toute circonstance il y a nécessité de préserver, de veiller à préserver l'indépendance des organisations syndicales. C'est là une leçon non seulement de la révolution russe, mais c'est une leçon aussi de la dégénérescence stalinienne.

• **Jean-Jacques Marie :** Une question est posée par lettre par un élève de l'Ecole normale supérieure. Je vais la résumer. Elle a pour point de départ une émission qu'il a vue à la télévision : "L'Internationale du Goulag". Par chance, je l'ai vue aussi.

Voici sa question : "Est-il vrai que Lénine avait installé en Sibérie des camps de travaux forcés pour contre-révolution-

naires, avec des quotas de production ? Serait-ce à l'origine du Goulag ?”

J'ai, sous une certaine forme, abordé cette question dans ma contribution. Je suis revenu sur l'emploi de la formule "camp de concentration" pour désigner des réalités fondamentalement différentes.

J'ajouterais brièvement, sur le problème spécifique que l'on vient de mentionner, qu'on est alors au milieu d'une guerre civile atroce menée, on l'a rappelé, avec l'appui et le concours des anciennes forces belligérantes, et où la République soviétique est à chaque instant menacée de mort, où le blocus intensifie la famine.

Alors, des adversaires de la révolution sont effectivement internés et cela dans les conditions qui sont celles que partage toute la population. Ils sont astreints à des tâches qui permettent leur survie. Il ne s'agit en rien de l'utilisation d'une main-d'œuvre pénitentiaire comme facteur de production, comme cela a été le cas pour le Goulag.

“Ne peut-on penser que la victoire de la révolution d'Octobre a pour cause des facteurs exceptionnels : le peuple, la paysannerie sont en armes ?”

Non, il est en armes dans les tranchées, mais après, quand les paysans, les ouvriers désertent, condamnés par les intellectuels, qui considèrent qu'il est intolérable qu'un soldat puisse déserter, ils laissent leurs armes. Ils plantent leur baïonnette dans le sol, dans la boue, et s'en vont.

“La personnalité de Lénine était exceptionnelle, sans lui, les autres bolcheviks auraient été incapables de diriger la révolution.”

“L'état peu sophistiqué de l'armement de l'époque.”

Questions de la salle :

“Il faudrait répondre clairement à tout ce qu'on dit : Octobre 1917 est un putsch, la répression des courants non bolcheviques, l'or du Kaiser.”

“La réponse par l'isolement de la révolution russe à la question portant sur la répression des années 1920 est la même que celle des stalinien pour la terreur des années 1930, non ?”

“Pourquoi Trotsky ne s'est-il pas appuyé sur l'Armée rouge pour défendre le bolchevisme ?”

Là, je peux répondre rapidement, car Trotsky s'est exprimé plusieurs fois sur cette question :

“Le détachement le plus corrompu de la bureaucratie, c'était l'état-major, donc s'appuyer sur l'état-major pour combattre la bureaucratie, c'était s'intégrer à la bureaucratie.”

D'ailleurs, en 1945, où ils avaient atteint un niveau de dégénérescence encore plus élevé, l'état-major se plaignait au bureau politique du fait que les dirigeants de la sécurité volaient tout en Allemagne et les dirigeants de la sécurité se plaignaient que l'état-major volait tout en Allemagne. C'était une sorte de concurrence.

Une question sur le bouquin de Nicolas Werth, que je n'ai pas encore lu, car il produit beaucoup. Il dit en substance : à la différence des soviets de 1905, la majorité des soviets de 1917 est dirigée par des militants politiques qui ne sont pas d'origine populaire. Ainsi, au comité exécutif du soviet de Petrograd, on ne trouve sur 42 membres que 4 ouvriers et 4 soldats. En s'octroyant d'emblée un nombre fixe de sièges au comité exécutif, les militants de tous les partis ont entamé un processus de bureaucratisation des institutions, qui va être parachevé après Octobre 1917.

Donc, là, la bureaucratisation des soviets commence dès février 1917 : en voilà un, au moins, qui ne risque pas de se poser des questions par rapport à la révolution de demain. Mais il s'agit d'une pure falsification.

Soukhanov, dans ses souvenirs, raconte très bien la première réunion, la réunion de constitution du soviet de Petrograd. Il y a là des délégués que, souvent, d'ailleurs, personne n'a élus et qui se feront élire ensuite. Ils prennent la décision qu'il doit y avoir au comité exécutif deux représentants de chaque parti socialiste, ce qui en fait six ou huit au total, parce qu'ils considèrent, comme ça se faisait en 1905, contrairement à ce que dit Nicolas Werth, que les partis qui se disent socialistes ont leur place dans les soviets élus. Et en

1905, dans le premier soviet qui a été créé à Ivanovo, il y avait des représentants des partis, et le soviet a d'ailleurs élu un sans-parti, un ouvrier qui écrivait des poèmes et que Staline a fait fusiller en avril 1938 parce que c'est quelque chose qui n'est pas pardonnable.

Nous reviendrons sur ces questions dans la suite de la discussion.

Un point par rapport à la situation de la Russie d'aujourd'hui. Je voudrais vous lire des extraits d'une résolution adoptée il y a quelques mois par un groupe de retraités de Novosibirsk, grand centre industriel. Ce n'est pas un hasard si le président de ce groupe, qui a pris le nom de "Les Misérables", est un ouvrier qui a participé à la conférence contre les privatisations organisée à Moscou les 10, 11 et 12 octobre 1992 par l'Entente internationale des travailleurs.

Il fait un descriptif de la situation des retraités dans la Russie d'aujourd'hui avant le projet de réforme que vient de proposer le gouvernement Eltsine. Il dit que le taux maximum de retraite, c'est 350 000 roubles, c'est-à-dire extrêmement peu : un jeton de métro, à Moscou, c'est 2 000 roubles, un ticket de bus à Saint-Pétersbourg, c'est 1 000 roubles. C'est bizarre, l'inflation est maîtrisée quand on lit les journaux : mais il y a six mois, j'étais à Saint-Pétersbourg, ça coûtait 400 roubles ; je paye 1 000 roubles six mois après ! Enfin, ce sont des rapports du FMI.

Il explique la situation des retraités et dit :

"Avec ce qui nous est donné, c'est-à-dire la norme physiologique minimale du minimum de survie, la norme concernant le pain est quatre fois inférieure à la norme qui était attribuée il y a cent ans sous le régime tsariste aux déportés et aux exilés de l'île de Sakhaline. La norme pour la viande est plus de deux fois inférieure à celle fixée par le tsar aux déportés de l'île de Sakhaline."

Ce gouvernement russe à la solde du FMI, qui s'acharne à détruire la production industrielle et l'agriculture russe, vient de proposer un projet de refonte du système de retraite. Il s'agit d'élever l'âge de la retraite de cinq ans, de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 65 ans pour les hommes. Comme pour les hommes, l'espérance de vie est de 57 ans en moyenne, le risque de payer des pensions est assez réduit. Il s'agit aussi de liquider le régime de retraite par répartition pour le remplacer par un système de capitalisation boursière.

Les conditions sociales d'une révolution en Russie mûrissent sans le moindre doute, puisque la réaction générale des retraités face à cette situation est de dire : il faut pendre les membres du gouvernement. Mais il n'existe pas encore de parti capable, comme l'ont fait les bolcheviks en 1917, de donner une expression politique à cette révolte sociale mûrissante, c'est-à-dire de poser le problème du pouvoir.



Léon Trotsky (au premier plan) entouré d'officiers de l'Armée rouge.

La frontière entre réformisme et révolution et entre stalinisme et marxisme

Contribution de Jean-Jacques Karman,
militant de la "Gauche communiste" du PCF

Chers amis, chers camarades,

La révolution d'Octobre 1917, en Russie, est l'événement majeur de ce siècle. Tous les autres grands moments en découlent ou sont influencés d'une manière déterminante par la révolution d'Octobre 1917. Ce fut le cas de la victoire sur l'hitlérisme, pour la révolution chinoise, pour le mouvement de libération nationale à travers le monde. En France, relevons quelques dates comme 1936, 1944, 1968, etc. Rosa Luxemburg, que Lénine qualifia d'"aigle", précisant que son souvenir "sera toujours précieux pour les communistes du monde entier, mais encore sa biographie, ses œuvres complètes constitueront une leçon très utile pour l'éducation de nombreuses générations" (Lénine, la *Pravda*, n° 87, 16 avril 1924, rédigé en 1922), Rosa Luxemburg, donc, écrivait si justement :

« Le parti de Lénine fut ainsi le seul en Russie qui comprit les intérêts authentiques de la révolution (...). Il en fut l'élément propulseur (...). La situation réelle de la révolution russe se résolut au bout de quelques mois dans l'alternative : victoire de la contre-révolution ou dictature du prolétariat, Kalédine ou Lénine. La volonté résolue avec laquelle Lénine et

ses camarades ont, au moment décisif, lancé le seul mot d'ordre capable d'entraîner en avant à fait d'eux en une nuit, de minorité persécutée, calomniée, "illégale", dont les chefs étaient (...) forcés de se cacher (...), les maîtres absolus de la situation (...). Ce qu'un parti peut, à une heure historique, fournir de courage, de force, d'action, de coups d'œil révolutionnaires et de logique, Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont donné. L'honneur révolutionnaire et la capacité d'action, qui ont fait défaut à la social-démocratie en Occident, ont surgi chez les bolcheviks. Leur insurrection d'Octobre n'a pas seulement sauvé effectivement la révolution russe, elle a aussi sauvé l'honneur du socialisme international » (Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*).

Nous pouvons dire aujourd'hui qu'elle a aussi sauvé le marxisme, menacé par de multiples révisions au cours de ce siècle. Imaginons qu'elle n'ait pas existé ou qu'elle ait été vaincue, la révision l'aurait emporté dans le mouvement ouvrier.

L'objet de ma contribution à ces journées d'études pour le 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre traitera donc d'une des questions les plus importantes du marxisme et de toute révolution socialiste

mise en lumière par la révolution d'Octobre, je veux parler de la notion théorique de la dictature du prolétariat, dont Lénine disait :

"Le fond même de la doctrine de Marx, c'est la dictature du prolétariat."

Pour réfléchir et préparer cette intervention, j'ai étudié plusieurs ouvrages, de diverses origines, pour compléter et affiner mes connaissances. Cela m'amène à faire au préalable deux remarques.

Premièrement, dans l'un des livres qui traite de la révolution d'Octobre, édité à Moscou par les Editions du Progrès, en 1990, le nom de Trotsky, par exemple, n'apparaît à aucun moment ; en revanche, une place importante est faite à Staline, à qui on fait jouer un rôle de premier plan dans cette révolution, alors que nous savons qu'il n'en fut rien. Le stalinisme a non seulement réécrit l'histoire de la révolution d'Octobre, la falsifiant pour les besoins de sa cause, mais il a aussi travesti nombre de bases théoriques du marxisme, comme celle de la dictature du prolétariat.

Deuxièmement, un autre livre, qui rassemble l'ensemble des numéros de l'époque du journal bourgeois *L'Illustration* sur la révolution russe — comme il est noté en sous-titre, l'assimilant à un coup d'Etat —, dresse les portraits des deux principaux chefs bolcheviks que sont Lénine et Trotsky. Aucun doute pour la bourgeoisie internationale : les deux leaders de la révolution d'Octobre sont Lénine et Trotsky. Staline n'apparaît à aucun moment dans cet ouvrage, et pour cause : il joua un rôle de second plan dans cet événement. Le journaliste écrit :

"Lénine et Trotsky ont déclaré qu'ils établissaient la dictature du prolétariat. Dans les usines, l'ouvrier est souverain (...). C'est ce régime de tyrannie que prétendent instituer Trotsky et Lénine comme contrôle normal des usines par les ouvriers."

On le voit, cette notion de dictature du prolétariat est immédiatement mise en cause par la bourgeoisie, cela ne nous étonne pas. Le problème, c'est que certaines imprécisions venant du camp de la

révolution vont compliquer, au cours de l'histoire de ce siècle, la compréhension de cette thèse centrale du marxisme et, par la suite, le stalinisme va la dénaturer pour la rejeter officiellement en 1936 en URSS, puis dans leurs tentatives de se dégager de la voie soviétique par de nombreux partis communistes, comme en France en 1976, lors du XXII^e Congrès du PCF.

Contrairement aux dires de l'ancien Parti communiste italien, la révolution d'Octobre 1917 n'a pas perdu sa force propulsive. Nombre de partis communistes, de par le monde, le font croire pour mieux accompagner leurs révisions, en optant pour une démarche social-démocrate.

Tous les cas de figure se présentent. Il y a ceux qui abandonnent tout. Ceux-là, au moins, ont le courage d'aller au bout de leurs reniements. Il y a ceux, comme la direction du PCF, qui gardent le nom de "communiste", mais parlent de la révolution d'Octobre comme d'un événement du passé et des thèses de Marx comme d'une théorie d'un autre temps. Ils revendiquent toujours le titre de "parti révolutionnaire", mais refusent dans leurs textes toute idée de révolution et, donc, au nom d'un réalisme de gauche, bannissent la thèse marxiste de la dictature du prolétariat. Enfin, d'autres, peu nombreux, restent attachés aux interprétations stalinniennes de la dictature du prolétariat.

Dans cette situation, il me semble important de réhabiliter cette thèse centrale du marxisme à la lumière des enseignements de la révolution d'Octobre. La révolution d'Octobre 1917 est une mine d'enseignements pour qui en fait une analyse marxiste. Ces enseignements ne sont pas dépassés, car ils sont liés à la nature de la société divisée en classes. Pour ma part, dans cette contribution, je n'approfondirai donc que l'aspect très important de dictature du prolétariat.

Commençons par réfléchir à la définition des mots dictature et prolétariat.

Le mot dictature recouvre l'idée de la domination absolue de quelqu'un sur un autre. La difficulté d'utiliser ce mot surgit avec l'assimilation immédiate que font les

gens dans leur tête avec les dictatures que notre siècle a connues. Dictature fasciste, nationaliste ou même stalinienne. A la différence de toutes ces monstruosités, la dictature du prolétariat, au sens marxiste, ne s'exerce pas contre le peuple, mais contre une minorité de possédants capitalistes. Elle est donc de nature totalement différente des dictatures sur le peuple. Cette dictature du prolétariat est révolutionnaire, démocratique et populaire. Le mot "prolétariat" est lui aussi controversé. Dans les écrits de Marx, nous le rencontrons parfois pour désigner le cœur de la classe ouvrière et d'autres fois comme une notion plus large que celle de la classe ouvrière. Dans la thèse de la dictature du prolétariat, Karl Marx et Friedrich Engels l'utilisèrent au sens le plus large, c'est-à-dire au-delà de la classe ouvrière. Par exemple, dans son livre *L'Anti-Dühring*, Friedrich Engels parle de "*la dictature des masses dépossédées*". S'il s'agit de tous les dépossédés, le prolétariat représente incontestablement l'écrasante majorité. Et c'est à partir des rapports de production que tous ces dépossédés ont des intérêts communs.

Nous le voyons, si nous donnons la vraie définition des mots "dictature du prolétariat", en tout cas, celle qu'ont voulu leur donner Karl Marx et Friedrich Engels, nous sommes en présence d'une base théorique démocratique, libertaire, populaire et surtout marxiste. Karl Marx, dans son livre *Critique du programme de Gotha*, expose que la transformation de la société capitaliste en société communiste passe par une "*période transitoire, où l'Etat ne peut être confié qu'à la dictature révolutionnaire du prolétariat*". Certains y ont vu une apologie de la violence dictatoriale, antidémocratique, et se sont étonnés de découvrir dans un autre livre de Karl Marx, *La Guerre civile en France*, un soutien aux mesures démocratiques, où il approuve le fait que les chefs de la Commune de Paris aient "*été choisis*" par le suffrage universel dans divers quartiers de la ville, d'avoir été responsables et rééligibles à court terme.

Chez Karl Marx, il n'y a pas opposition entre dictature du prolétariat et suffrage universel. En réalité, le plus souvent, la dictature du prolétariat est comprise à par-

tir de connaissances déformées qu'ont les gens de la révolution d'Octobre et surtout de la déviation stalinienne. Karl Marx a émis une thèse, une théorie sur la dictature du prolétariat. Ensuite, cette théorie s'est appliquée à une réalité particulière, qui n'a pas dénaturé la théorie, mais en a donné une lecture pratique particulière, que Karl Marx n'avait pas prévue. Chez Karl Marx, la dictature du prolétariat est liée à la révolution prolétarienne, elle-même découlant du développement des sociétés capitalistes.

Karl Marx, en fonction du développement du capitalisme, avait émis l'idée que la révolution prolétarienne éclaterait certainement en premier en France, en Angleterre ou en Allemagne. Ses prévisions reposaient sur le fait que ces trois pays étaient, du point de vue capitaliste, les plus développés et qu'ils avaient servi de "source" pour que Karl Marx mène à bien son analyse théorique.

La révolution éclate par le génie de Lénine, dans un pays arriéré, la Russie, où la classe ouvrière était grandement minoritaire. Cette réalité eut des répercussions sur la forme de la révolution, ainsi que sur la forme de la dictature du prolétariat en Russie. Lénine et Trotsky espéraient que la révolution prolétarienne éclaterait dans d'autres pays d'Europe, pour modifier le rapport des forces et donner toutes ses chances à la révolution socialiste. La trahison de la social-démocratie stoppa la révolution en Europe. En Allemagne et en Hongrie, la révolution fut assassinée. Dans *Le Manifeste de 1848*, Karl Marx et Friedrich Engels développent déjà le concept de dictature du prolétariat sans employer la formule, lorsqu'ils écrivent, parlant de l'Etat pendant la révolution, je cite :

"L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante."

Domination sur qui ? Pour Karl Marx et Friedrich Engels, c'est très clair : uniquement sur la bourgeoisie. Lénine proclame, fin 1918, que "*le contenu essentiel de la révolution prolétarienne*" est "*la dictature du prolétariat*" (dans "Comment Kautsky transforme Marx en un vulgaire libéral").

La notion de dictature du prolétariat est, pendant la période révolutionnaire de 1917, au cœur des écrits de Lénine. Juste avant la révolution, Lénine rédige une brochure, qui porte le nom de *L'Etat et la Révolution*, qu'il ne terminera pas pour cause de révolution pratique. Dans ce livre, il traite essentiellement de la notion de dictature du prolétariat, qui a été oubliée ou dénaturée par les opportunistes. Lénine souligne :

"En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiteurs, les capitalistes."

Une polémique éclate juste après la révolution d'Octobre sur la notion de dictature du prolétariat, principalement entre Kautsky et Lénine, partant des exemples "pratiques" de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution d'Octobre de 1917. L'inconvénient de théoriser sur des exemples pratiques, c'est qu'on généralise des expériences particulières, malgré toutes leurs particularités conjoncturelles. Lénine a raison de dénoncer Kautsky, qui dénature totalement la notion de dictature du prolétariat, niant sur le fond la révolution prolétarienne pour en faire une simple accumulation de réformes qui transformerait la société comme par enchantement dans un mouvement linéaire.

Lénine a raison, mais il ne facilite pas la compréhension, pour les générations futures, de la notion théorique de la dictature du prolétariat, lorsqu'à certains passages de ses écrits il insiste beaucoup sur des points de conjoncture, les faisant apparaître, pour des lecteurs peu avertis, comme des conditions universelles de la dictature du prolétariat.

Par exemple, il écrit, à propos de la dictature du prolétariat, que "le trait dominant de ce concept est la violence révolutionnaire..." Personnellement, je comprends que le mot violence ne veut pas forcément dire violence physique, mais la nature des déformations stalinianennes qui suivirent font penser à beaucoup de lecteurs qu'il s'agit de violences

physiques et donc compliquent la compréhension de cette thèse centrale du marxisme. Il est vrai, pour être honnête sur cette question, qu'à d'autres passages du livre *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine prend des précautions. Je cite Lénine :

"Il faut aborder ce problème en examinant les conditions particulières de la révolution russe, le cours particulier de son développement (...), mais ce serait une erreur d'affirmer d'avance que les révolutions prolétariennes de demain en Europe, toutes ou la plupart d'entre elles apporteront absolument des restrictions aux droits électoraux de la bourgeoisie. Il se peut qu'il en soit ainsi. Après la guerre et l'expérience de la révolution russe, il en sera vraisemblablement ainsi, mais cela n'est pas de rigueur pour l'application de la dictature, cela n'est pas un indice nécessaire du concept logique de la dictature, cela ne constitue point pour la dictature un aspect de sa réalité historique et de classe."

Lénine écrit aussi :

"Que les exploiteurs soient privés du droit de vote, c'est, notons-le, une question essentiellement russe, et non celle de la dictature du prolétariat en général."

C'est pourquoi les critiques de Rosa Luxemburg, si justes en théorie, peuvent apparaître pour certains exagérées sur le rapport entre la particularité de la révolution russe et les lois générales de la révolution prolétarienne. Je cite Rosa Luxemburg pour mesurer l'enjeu d'une juste définition de la dictature du prolétariat :

"En notre qualité de marxistes, nous n'avons jamais été (idolâtres) de la démocratie formelle, écrit Trotsky. Pour sûr, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle. Du socialisme et du marxisme non plus, nous n'avons jamais été (idolâtres) ! S'ensuit-il donc que nous ayons le droit (...) de jeter au rancart le socialisme ou le marxisme quand il nous devient incommodes ? Trotsky et Lénine sont la négation vivante de cette question. Nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle, cela ne veut dire qu'une chose : nous avons toujours fait la distinction entre le fond social et la forme politique de la démocratie bourgeoise, nous avons tou-

jours fait voir l'âpre noyau d'inégalités et de servitudes sociales qui se cachent sous la douce enveloppe des formes de l'égalité et de la liberté, non pas pour rejeter celles-ci, mais pour inciter la classe ouvrière à ne pas se contenter de l'enveloppe, mais bien à conquérir le pouvoir politique pour la remplir d'un contenu social nouveau.

C'est la mission historique du prolétariat, quand il arrive au pouvoir, de créer à la place de la démocratie bourgeoise une démocratie socialiste, et non de détruire toute démocratie... Oui, oui... dictature ! mais cette dictature consiste dans la manière d'appliquer la démocratie et non dans son abolition... Cette dictature doit être l'œuvre de la classe, mais non d'une petite minorité dirigeante au nom de la classe...

C'est assurément ainsi que procédraient les bolcheviks s'ils ne subissaient la terrible pression de la guerre mondiale, de l'occupation allemande et de toutes les difficultés exorbitantes... Tout ce qui ce passe en Russie est explicable... C'est une chaîne inévitable de causes et d'effets, dont les points de départ et d'arrivée sont : la carence du prolétariat d'Allemagne et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. Ce serait exiger de Lénine et consort une chose surhumaine que de leur demander encore, dans des circonstances pareilles, de produire par magie la plus belle des démocraties, la dictature du prolétariat modèle et une société socialiste florissante.

Par leur attitude résolument révolutionnaire, leur force d'action exemplaire et leur inviolable fidélité au socialisme international, ils ont vraiment fait ce qu'il pouvait se faire dans des conditions difficiles. Le danger commence au point où, faisant de nécessité vertu, ils cristallisent en théorie de toutes pièces la tactique à laquelle les ont contraints ces fatales conditions et veulent la recommander à l'imitation du prolétariat international comme le modèle."

Et elle termine par :

"En Russie, le problème ne pouvait être que posé ; il ne pouvait pas être résolu en Russie. Et c'est en ce sens que l'avenir appartient partout au (bolchevisme)."

On le voit, les critiques de Rosa Luxemburg ne sont pas des critiques

d'adversaire, elles concourent à mon avis à une bonne compréhension de la notion marxiste de dictature du prolétariat et de son actualité. Si on reste trop collé aux conditions de 1917, l'actualité de la dictature du prolétariat peut paraître incompréhensible. Un autre exemple : dans la *Pravda* (21 janvier 1919), Lénine écrit :

"L'exemple de la révolution allemande nous persuade que la (démocratie) n'est que le paravent du pillage bourgeois et de la violence la plus féroce."

Cela peut être compris comme voulant dire que toute démocratie est mauvaise, alors que la démocratie prolétarienne est impérative pour le peuple dans son combat pour la société socialiste. C'est là que la formule de Karl Marx prend tout son sens :

"L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même."

Sur cette base, aujourd'hui, beaucoup d'historiens bourgeois ou sociaux-démocrates, ou encore d'anciens communistes, tirent les conclusions suivantes :

— la révolution d'Octobre ne serait qu'un coup d'Etat ;

— Lénine aurait préparé le terrain à Staline, ou encore le stalinisme serait contenu dans le marxisme.

Pour ma part, je réfute ces trois affirmations.

Nous sommes bien passés d'une société à une autre, il y a donc bien eu révolution sociale. Je ne développe pas, car ce n'est pas le centre de ma contribution, mais d'autres le feront certainement.

Staline dans Lénine ? Il suffit de lire l'ensemble des dernières lettres écrites par Lénine pour mesurer l'opposition fondamentale entre ces deux hommes. Lénine fut certainement le premier opposant au stalinisme naissant.

La troisième affirmation : le stalinisme, produit du marxisme. Là aussi, nous avons affaire à une falsification. Prenons, par exemple, la notion de dictature du prolétariat chez Staline. En 1935, le VII^e Congrès de l'Internationale communiste,

dominé par Staline, certifie solennellement

"la victoire définitive et irréversible du socialisme et l'affermissement à tous égards de l'Etat de la dictature du prolétariat".

On le voit, par cette citation de la période stalinienne, les rapports marxistes de la notion de dictature du prolétariat sont renversés. Alors que, chez Karl Marx et Lénine, la dictature du prolétariat est nécessaire pour faire disparaître la classe bourgeoise, donc, à terme, la disparition de toute classe, chez Staline, la "victoire" définitive sur la bourgeoisie s'accompagne d'un renforcement de la dictature du prolétariat style stalinien, par un renforcement de la dictature du parti sur le prolétariat, et de Staline sur le parti.

Puis, un an plus tard, en 1936, Staline, comme par miracle, proclame la *"fin de la lutte des classes en URSS"* et déclare que l'Etat est devenu *"l'Etat du peuple tout entier"*. Cela intervient au moment même où se développe dans toute l'URSS une sanglante répression de masse, dont les grands "procès de Moscou" ne constituaient que la face visible et spectaculaire.

Par la suite, en 1976, le PCF, lors de son XXII^e Congrès, par une méthode autoritaire, abandonnera la notion de dictature du prolétariat, l'opposant à *"la voie démocratique au socialisme"*.

Mais n'en déplaise à la direction du PCF, il n'appartient pas à des motions de congrès de faire disparaître ce qui relève des rapports entre les classes sociales, tels que les ont analysés Karl Marx et Friedrich Engels. En réalité, abandonner la volonté d'instituer une dictature du prolétariat, c'est renoncer à changer la société et maintenir le règne de la dictature de la bourgeoisie. Au Chili, sous Pinochet, ou en France, avec Jospin, Premier ministre, et trois ministres communistes, nous sommes toujours en dictature de la bourgeoisie, le fond social est le même.

Evidemment, nous ne sommes pas indifférents au degré de démocratie politique, mais la plus avancée des démocraties, dans un régime capitaliste, ne produira jamais un changement de société, la

Suède nous l'a prouvé à plusieurs reprises. Seule la révolution, c'est-à-dire le renversement de la classe dominante par la classe dominée, instituant sa dictature sur l'ancienne classe dominante, peut changer la société.

Malheureusement, cette décision du XXII^e Congrès du PCF en 1976 marque le début du processus de social-démocratisation de l'organisation et de la politique du PCF, pour en arriver aujourd'hui à la "mutation" réformiste, qui se traduit par une participation sans conditions à un gouvernement qui se fixe comme objectif premier de mettre notre peuple sous le joug des traités de Maastricht et d'Amsterdam.

Lorsqu'on abandonne ou relativise le rapport au socialisme scientifique de Karl Marx et de Friedrich Engels, on perd pied dans l'analyse de classe et dans l'action révolutionnaire. Si l'on remplace l'analyse de classe par une analyse partant de l'intérêt général, on tombe le plus souvent dans des positions social-démocrates, car l'"intérêt général" est, dans le cadre de la société bourgeoise, l'intérêt du capital.

Comment se pose, à la veille de l'an 2000, dans un pays comme le nôtre, c'est-à-dire dans un des pays les plus développés, la notion marxiste de la dictature du prolétariat ?

La dictature du prolétariat entrera en application dans le cadre d'un processus révolutionnaire, où des hommes ou des partis seront "portés" au pouvoir pour réellement changer de régime. Avant de voir les mesures concrètes, il faut que ce gouvernement de transition opte pour des mesures gouvernementales garantissant la volonté populaire, en sachant que la bourgeoisie utilisera toutes les possibilités, même les plus antidémocratiques, pour maintenir ses priviléges, surtout l'exploitation de l'homme par l'homme.

La dictature du prolétariat est une notion démocratique, car elle s'établit pour garantir la volonté populaire. Les limites de la dictature du prolétariat sont celles des intérêts, des libertés des exploités. D'un côté, le développement du capitalisme concentre le capital dans les mains

d'un nombre de personnes de plus en plus restreint. De l'autre, les exploités sont aujourd'hui l'écrasante majorité. La mondialisation de la production capitaliste a déplacé une partie de la production directe, ouvrant une contradiction nouvelle : alors que la classe ouvrière, au plan mondial, continue d'augmenter, dans les pays les plus développés, où sont les bases nationales de l'accumulation du capital, la classe ouvrière diminue, plus justement elle est délocalisée.

Dans le processus de production capitaliste, un nombre de plus en plus grand de couches de la société entre indirectement dans le processus d'exploitation. Le prolétariat moderne, en France, représente d'abord la classe ouvrière, qui reste la plus nombreuse, et toutes les couches d'employés, du commerce, du transport, de l'administration, les enseignants, ingénieurs et techniciens, ainsi que les paysans, les professions de la culture et les retraités.

80 % des familles de notre pays ont intérêt à exercer leur dictature pour faire respecter leurs droits démocratiques face aux 20 % d'exploiteurs directs ou indirects, qui concourent au maintien du régime capitaliste. Ce rapport de forces possible dans notre pays ne rend pas nécessaire de priver les exploitateurs de leur droit de vote ou des autres droits politiques. En revanche, tout ce qui découle de la possession du capital doit leur être impérativement interdit. Par exemple : la presse écrite et audiovisuelle doit être libre de toute présence du capital. La télévision doit être un service public démocratisé, où personne ne peut s'imposer grâce à son capital, comme sur TF 1. Les journaux devraient être aidés pour faciliter la vie démocratique des citoyens et des organisations, le pluralisme doit être de règle, mais exclure toute possession d'un journal grâce au capital, comme par exemple *Le Figaro*.

La justice, l'armée et l'ensemble de l'appareil d'Etat doivent être démocratisés, garantissant un reflet exact de la société. Concrètement, l'origine sociale de ceux qui composent ces différentes institutions doit se rapprocher le plus possible de celle de la nation. C'est-à-dire que dans

l'armée, la justice, la police, l'ensemble de l'appareil d'Etat, l'origine sociale la plus importante doit être celle des ouvriers. Je ne parle pas du contenu des lois ou de la politique de défense, par exemple, qui sont définis en fonction du programme du gouvernement ; mais la démocratisation de ceux qui l'appliquent est du domaine de la dictature du prolétariat. Il y a ainsi une multitude d'applications modernes à la dictature du prolétariat ; le seul trait commun est la contrainte sur ceux qui tirent des profits de la possession du capital.

Certains diront : il serait plus simple de prendre toutes ces mesures, mais de ne pas parler de dictature du prolétariat, car cela fait peur et vous fait passer pour des gens d'un autre temps. Je ne crois pas que la formule "dictature du prolétariat" soit un mot d'ordre populaire ; à ma connaissance, il ne fut pas employé comme mot d'ordre mobilisateur pendant la révolution d'Octobre. En revanche, des éléments de cette dictature du prolétariat peuvent être des mots d'ordre révolutionnaires et très mobilisateurs, comme par exemple "*contrôle ouvrier sur la production et sur la distribution*". Parler de dictature du prolétariat aujourd'hui, quatre-vingts années après la révolution d'Octobre et cent cinquante ans après la rédaction du *Manifeste communiste*, reste nécessaire, car la théorie marxiste est plus que jamais attaquée de toute part. Même si certains parlent de Marx, c'est le plus souvent pour le vider de son contenu et le transformer en un simple philosophe ou en un vulgaire libéral.

Dans sa XI^e thèse sur Feuerbach, Marx dit :

"Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; ce qui importe, c'est de la transformer."

Le prolétariat moderne, c'est-à-dire les victimes du processus d'exploitation de l'homme par l'homme, qui sont l'écrasante majorité, doivent conquérir le pouvoir politique et exercer leur domination sur la poignée d'exploiteurs. Réfléchir sur la dictature du prolétariat aujourd'hui est très utile pour qui veut connaître les posi-

tions fondamentales de chacun. Seuls ceux qui vont jusqu'à la dictature du prolétariat sont des marxistes révolutionnaires.

La théorie de Marx est un tout, lié à l'existence de la société capitaliste. Les fondements du régime capitaliste sont et restent toujours les mêmes : recherche du taux de profit maximum dans le plus court laps de temps par l'exploitation de la force de travail de l'ouvrier, en l'utilisant le plus longtemps possible, pour un salaire le plus bas possible, à des cadences les plus hautes possibles. Cette logique est la même du début du capitalisme à nos jours.

Pourquoi, alors que les fondements du capitalisme demeurent, la théorie de sa transformation qu'est le marxisme serait-elle dépassée ?

Non, toutes les thèses des révisionnistes sont de vieilles recettes, que Bernstein nous servait à la fin du siècle dernier ou que Kautsky ou Plekhanov tentèrent d'imposer après la révolution de 1917.

Le mot liberté est un beau mot, et pourtant que de crimes sont commis en son nom. Pour les révolutionnaires, la dictature du prolétariat réelle est la frontière entre réformisme et révolution et entre stalinisme et marxisme. On ne dira jamais assez que la révolution de 1917 a ouvert une ère nouvelle. La révolution d'Octobre 1917 a eu le grand mérite d'avoir permis la pérennisation du marxisme, celui de la révolution et de la dictature du prolétariat. Que les jeunes étudient la révolution d'Octobre, ils seront conquis par cet idéal de justice, de liberté et d'avenir.

Discussion

• **Daniel Gluckstein :** Parmi les nombreuses questions qui se posent à propos de la révolution russe, il y a bien sûr celles du pouvoir et de la démocratie. Elles se sont posées en Russie en 1917, de manière concrète, à partir de réalités sociales et matérielles précises. Des millions d'hommes, de femmes, de soldats, d'ouvriers, de paysans se sont soulevés pour obtenir le pain, la paix, la terre, la liberté.

Ils ont constitué leurs organes de représentation politique, qui étaient les soviets, et ont alors vu les dirigeants, à qui ils avaient confié comme mandat la satisfaction de ces revendications, se dérober devant ce mandat.

La question qui a été ainsi posée aux responsables bolcheviks et aux militants bolcheviks était simple : fallait-il accompagner les dirigeants qui renonçaient à accomplir le mandat ou fallait-il aider les masses à accomplir le mandat qu'elles assignaient à des dirigeants qui se dérobaient ?

C'est la question qui a traversé toute l'histoire de la révolution russe de février à novembre. Ce serait une erreur de croire que le point de vue des bolcheviks était qu'il leur revenait à eux d'accomplir ce mandat. Les textes et les discours abondent, en juillet, en août et même en septembre 1917, où Lénine dit : la voie la plus économique, ça n'est pas que les bolcheviks prennent le pouvoir, la voie la plus économique serait que ceux qui dirigent les soviets — les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires — rompent avec le pouvoir de la bourgeoisie et accomplissent le mandat que le peuple leur a donné. Et Lénine dit même à plusieurs reprises que c'est non seulement la voie la plus économique, mais que c'est la voie qui permettra un développement pacifique de la révolution.

Que les bolcheviks aient combattu avec intransigeance pour que le mandat du peuple soit appliqué n'est nullement contradictoire avec le fait qu'ils aient exploré jusqu'au bout et sous toutes les formes la possibilité d'un développement pacifique. Cela n'est pas contradictoire parce que, pour les bolcheviks comme pour tout militant ouvrier authentique, la question qui détermine une orientation politique, ce n'est pas un concept a priori, c'est la réalité matérielle. Oui, il fallait que le peuple prenne entre ses mains les instruments du pouvoir pour que se réalisent les mots d'ordre "*Pain, terre, paix et liberté*". Mais les formes du pouvoir ouvrier, cette dictature du prolétariat à laquelle le camarade Jean-Jacques Karman a fait référence, ces formes ne sont pas données une fois pour toutes. Elles pouvaient être le pouvoir des soviets en majorité mencheviks et socialistes-révolutionnaires, elles avaient auparavant revêtu la forme de la Commune de Paris, elle peuvent être demain la République des conseils ouvriers ou d'autres formes encore, qui surgiront des conditions de la lutte, de l'action motrice des travailleurs combattant pour leur émancipation.

La démocratie ouvrière n'est pas contradictoire à la démocratie tout court. La démocratie ouvrière inclut toutes les conquêtes de la démocratie, et elle inclut en particulier cette conquête fondamentale : la nécessité de préserver les réformes progressistes qui ont été arrachées par les travailleurs et les peuples depuis deux cents ans. Elle inclut cette nécessité fondamentale : le droit, pour le peuple, de disposer de son avenir, de disposer de son sort.

Lénine a utilisé la formule : les soviets intègrent tous les aspects démocratiques et de liberté du parlementarisme bourgeois et ajoutent d'autres aspects de démocratie, à savoir le fait que le peuple prend entre ses mains les leviers de la conduite de l'économie. Et nous, nous devons dire ici

que, combattant pour la démocratie ouvrière, combattant inconditionnellement pour que les travailleurs, les paysans, les peuples prennent entre leurs mains leur avenir, nous combattons inconditionnellement pour la défense de toutes les conquêtes de la démocratie.

Je le répète, il ne nous revient pas de déterminer les formes que prendra demain le pouvoir de la Commune, des conseils, des soviets.

Il nous revient, en revanche, de répondre à une question : est-ce que, aujourd'hui, le combat pour la paix, le pain, la liberté est toujours à l'ordre du jour, sous les formes appropriées à cette fin de XX^e siècle ? Est-ce que, aujourd'hui, le droit à un vrai travail, à un vrai salaire, le droit à une véritable protection sociale, le droit à vivre et à travailler dans des conditions décentes, le droit à ne pas vivre dans une société où les exclus, les SDF, les RMIs ont pourtant par dizaines de millions, est-ce que ce droit est un droit imprescriptible ? Est-ce que les militants ouvriers ont pour devoir d'aider la classe ouvrière à combattre pour préserver l'indépendance de ses organisations, pour arracher ses droits ? Et si nous répondons positivement à cette question, alors, nous sommes en droit de dire que les formes par lesquelles les travailleurs et les peuples résoudront la question du pouvoir ne sont pas inscrites à l'avance. Ces formes seront déterminées dans le mouvement lui-même.

Nous appelons communisme, disait Marx, non pas un idéal abstrait, mais le mouvement concret et pratique qui abolit l'ordre actuel des choses. Nous appelons aujourd'hui combat pour le socialisme, combat pour l'indépendance de classe, le combat d'émancipation des opprimés, des exploités, qui trouveront eux-mêmes les formes de leur pouvoir politique et de leur direction politique de la société.

En ce sens, le Parti des travailleurs, qui rassemble différents courants du mouvement ouvrier sur une charte incluant la reconnaissance de la lutte de classe, la reconnaissance de la démocratie, la reconnaissance du combat pour l'Assemblée constituante souveraine, de même que la reconnaissance de l'indé-

pendance réciproque des partis et des syndicats et de la laïcité de l'école et de l'Etat, s'inscrit dans une continuité et une tradition du mouvement ouvrier. Une continuité qui, non seulement, dit que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais considère aussi que le socialisme c'est : ni Dieu, ni César, ni tribun.

• Pierre Lambert : Question : “*Au moment où la révolution est gagnée, où est la décision du peuple, où est la démocratie du peuple ? Où sont la démocratie et la révolution si un Staline peut venir ? Comment, dans un cadre démocratique, Staline a-t-il pu venir ?*”

C'est une question que, depuis des dizaines d'années, tous les révolutionnaires, et pas seulement eux, se posent. Quelle réponse donner à cela ? Marx a écrit :

“Si les hommes font l'histoire dans certaines conditions sociales déterminées, ce sont les hommes qui font l'histoire.”

C'est-à-dire qu'il y a un rapport qui existe entre l'individu et l'histoire, l'individu et l'organisation. C'est sur cette base que les organisations ouvrières se sont constituées. Je prendrai quelques exemples. En France, en 1879-1880, il y a eu la constitution du Parti ouvrier français, dirigé par Jules Guesde. Il s'est présenté aux élections. Et à cette époque, il déclarait en substance : “Vous allez voter. Quel que soit le résultat du scrutin, ça n'a pas d'importance, parce que ce n'est pas au Parlement que la révolution sociale s'opérera. Ça n'a pas d'importance, mais votez pour construire le parti ouvrier.”

Pendant quinze ans, Guesde a labouré le pays pour construire, se présentant aux élections, et, en 1894, quand il a été élu pour la première fois député, il a dit qu'avec son élection, “*la révolution était entrée au Parlement*”. Les illusions parlementaires commençaient à envahir le parti ouvrier.

Camarades, ces problèmes existent et continueront à exister. C'était vrai également pour les fondateurs du mouvement

syndical en France. Un militant comme Léon Jouhaux a été un révolutionnaire. Et puis, en 1914, il ne l'a plus été. Et puis, en particulier face à Vichy, face au fascisme, il a continué à défendre l'indépendance du syndicat.

En France, le cas le plus saisissant, c'est peut-être celui de Dumoulin, secrétaire de la CGT avant 1914, qui, pendant la guerre, lutte contre l'Union sacrée. Jouhaux lui dit en 1916 : "Tu vas être mobilisé. Si je fais une déclaration, tu ne seras pas mobilisé." Dumoulin refuse. Il est mobilisé, envoyé au front. Ensuite, il continue le combat, il est dans la CGT, il milite. Cependant, en 1940, cet homme devient l'un des architectes de cette Charte du travail corporatiste, que Jouhaux refusera.

Ces problèmes sont complexes, ce sont ceux des rapports entre l'individu et l'organisation, l'individu et l'histoire, l'individu et la société, l'individu et la condition objective. En 1937, Trotsky est interviewé. On lui pose une question, la question qu'on posait toujours, à savoir (je cite de mémoire) :

"Comment se fait-il que vous, en 1924, qui étiez commissaire du peuple à la Guerre, comment se fait-il que vous ayez perdu le pouvoir ?"

Et Trotsky lui a répondu :

"Pour moi, le pouvoir n'est pas un objet de consommation. Pour moi, ce qui est déterminant, ce sont les fins sociales que s'assignait l'Etat ouvrier. Si j'avais pris le pouvoir par un coup d'Etat, j'aurais été à la place de Staline."

Trotsky ajoute :

"Si, en 1927, on avait prédit à Staline les crimes sans nom dont il s'est couvert dix ans plus tard, Staline aurait protesté, il eût été sincère."

Et il conclut :

"Mais Staline avait le choix. Il pouvait faire comme moi."

Il y a toujours ce choix pour un individu : choisir son camp. Ce sont des problèmes qui existent et qui continueront à exister. Il s'agit donc de juger par rapport aux intérêts des travailleurs et, à chaque fois, de comprendre comment ils peuvent être réalisés.

• Jean-Jacques Marie : Questions :

1. — *"Que pensez-vous de l'interdiction des fractions lors du X^e Congrès du Parti communiste bolchevique russe, sachant que cette décision contribua à renforcer le pouvoir de la bureaucratie sur les militants ? Ne croyez-vous que cela revenait à placer un revolver sur sa propre tempe ? Ne pensez-vous pas que la démocratie dans le parti ne doit jamais être sortie du contexte, comme ce fut le cas lors de ce congrès en mars 1921 ?"*

2. — *"Il faudrait répondre à tout ce que l'on dit sur l'histoire officielle : Octobre 1917 égalé putsch ; l'ordre du Kaiser ; la répression des courants non bolcheviks ; la réponse par l'isolement de la Russie bolchevique à toutes les questions portant sur la répression des années 1920 est-elle la même que celle que donnent les staliniens à propos de la terreur des années 1930 ?"*

La résolution sur l'interdiction des fractions lors du X^e Congrès du PC russe, c'est-à-dire en mars 1921, est typiquement une mesure d'exception, comme il y en a eu de multiples prises au cours de la révolution pour répondre à une situation qui a été pendant trois ans une sorte de combat à la vie et à la mort permanent pour la survie de la révolution d'Octobre. Toutes les forces bourgeoisées étaient persuadées que le gouvernement d'Octobre 1917 tiendrait quelques semaines, voire quelques mois. Et en août 1918, tout le monde était persuadé que c'était la fin prochaine.

En 1921, la guerre civile n'est d'ailleurs pas terminée. Et le pays se trouve dans une situation absolument effroyable. Boris Souvarine, qui était membre du comité exécutif de l'Internationale communiste, rappelle — et pourtant c'était un cadre, il appartenait "aux sommets" — qu'il n'avait à manger que du cheval pourri et que, pour

faire passer le goût de cheval pourri, il s'arrangeait pour acheter beaucoup de poivre, pour pouvoir poivrer au maximum cette nourriture assez rébarbative.

La révolte des paysans de Tambov, qui en avaient assez des réquisitions, la révolte des marins de Cronstadt, la situation internationale poussent la direction du Parti bolchevique à une mesure d'exception visant, comme dans une guerre, à resserrer les rangs. On peut considérer que c'était une erreur, certes, cela relève d'une discussion, mais ça ne peut pas être considéré comme une mesure politique exprimant une orientation. Comme toute mesure d'exception, on peut dire qu'elle a été erronée, ou certes maladroite. Mais elle a été considérée, par tout le monde, comme imposée par les circonstances. Staline et sa clique bureaucratique ont certes utilisé cette mesure. Mais ce n'est pas elle qui a créé la bureaucratie et lui a donné la victoire ! On pourrait multiplier les exemples dans l'histoire.

En ce qui concerne la répression des courants non bolcheviks, tout à l'heure, Pierre Lambert a évoqué les diverses armées qui sont intervenues contre la révolution russe. Toutes les armées blanches, tous les gouvernements constitués ici ou là ont été soutenus par une force alliée quelconque, comme le gouvernement de Tcherkovsky, socialiste-révolutionnaire, dans le nord de la Russie, soutenu par les Anglais et les Français.

L'exemple le plus caractéristique, c'est ce qui s'est passé en Sibérie.

Il y avait une région, Vladivostok, où vous aviez près de 30 000 soldats japonais. Et puis l'armée de l'amiral Koltchak, soutenue par les Français et les Anglais, qui avaient plusieurs bataillons en Sibérie, s'est effondrée sous les coups des partisans, des paysans sibériens. Il y a eu des élections à Vladivostok, le 28 mars 1920 : sept listes en présence, la liste bolchevique obtient 85 % des voix, alors qu'il venait de se constituer un gouvernement de socialistes-révolutionnaires, mencheviks de gauche, bolcheviks. Immédiatement, coup de force japonais, qui bombarde le siège du soviet et qui essaie de prendre le pouvoir. Rejetées par la masse de la population, les autorités d'occupation organisent, sous leur propre direction, de

nouvelles élections. Pas de chance pour elles, la liste bolchevique reçoit 81 % des voix. Echec assez flagrant.

Cela se passe en avril 1921, c'est-à-dire dans une situation désespérée. Pour la masse, même pour les paysans qui rejetaient les réquisitions — ça ne leur était pas très agréable, ça peut se comprendre —, même pour les ouvriers qui mouraient de faim, de toute façon, le pouvoir bolchevique était celui qui défendait la terre, qui défendait le pays contre l'intervention étrangère et contre les étrangers. Tous les gouvernements blancs, quels qu'ils soient, n'ont vécu que sur les baïonnettes étrangères, comme le gouvernement menchevique de Géorgie sur les baïonnettes allemandes. Pour les remercier, d'ailleurs, ce gouvernement avait proposé de leur donner le port de Poti gratuitement pour 60 ans. Ensuite, l'armée allemande s'effondrant, ils ont passé l'accord avec les Anglais.

En Azerbaïdjan, le gouvernement ne tenait que sur les baïonnettes anglaises ; le soviet de Bakou, 27 membres, a été arrêté : 26 fusillés.

Je terminerai sur le vingt-septième, qui n'a pas été fusillé : ça sera un futur dignitaire de Staline, Anastase Mikoyan, et chaque fois que ce personnage, membre du bureau politique et commissaire du peuple au Commerce et ailleurs, paraissait à Staline susceptible de poser un petit problème, celui-ci lui disait :

"Anastase, ne nous pousse pas à chercher pour quelle raison le vingt-septième commissaire du peuple de Bakou n'a pas été fusillé."

• Jean-Jacques Karman : Question : *"Est-ce qu'il suffit de remplir les organes de l'Etat bourgeois d'ouvriers pour qu'il y ait dictature du prolétariat ?"*

Il suffit de lire la question pour y répondre. Bien sûr que non. Mais ce que j'ai essayé d'expliquer brièvement, c'est que le prolétariat victorieux ne peut pas se contenter de prendre l'Etat bourgeois et de le faire fonctionner pour lui-même. Il est forcé d'avoir des positions très claires sur

un certain nombre de choses à changer et d'opérer une démocratisation qui ne peut être qu'une démocratisation répondant aux aspirations et à la réalité de ce qu'est le peuple de ce pays. Donc, il y a pas une mesure, il y a une multitude de mesures qu'il faut prendre, sinon on ne transforme pas cet Etat et, à ce moment-là, il peut se retourner contre nous. Il y a des illusions qui peuvent être très dangereuses.

J'ai essayé, dans mon intervention, de faire voir qu'il y avait des questions particulières à lier aux différentes révolutions et qu'il y avait des choses qui étaient générales.

On ne peut pas dire à l'avance quelle forme cela prendra. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il faut que le prolétariat impose sa domination. Et quand on dit qu'il impose sa domination, ce n'est pas sur lui-même ou sur les couches sociales amies, mais c'est sur ses exploiteurs. Les exploiteurs, même dépossédés des moyens de production, ont pour une longue période une logique interne de reproduction. Donc, il y a des mesures qui doivent être prises pour l'éviter. C'est simplement une mesure démocratique.

Le malheur, c'est que la révolution ayant réussi dans un pays arriéré, certaines formes de la dictature du prolétariat étaient très marquées par cette arriération et ont pu aveugler un peu certains sur la nature réelle de la dictature du prolétariat.

• Pierre Lambert : Question : "Le Congrès de Tours de 1920 a discuté de l'adhésion à la III^e Internationale. Cette adhésion comportait, je crois, vingt conditions. J'ai entendu parler d'une vingt et unième condition, qui aurait été secrète. Qu'en est-il exactement ?"

Je crois que le camarade se trompe. Les vingt et une conditions ont été publiées. Il y en a aucune qui a été secrète. L'une de ces conditions subordonnait les syndicats aux partis. A mon avis, c'était une erreur, et une erreur importante.

J'ajouterais ce que m'a expliqué Alfred Rosmer. Le camarade Rosmer, qui était un anarcho-syndicaliste pendant la guerre de 1914-1918 et qui a adhéré avec Monatte à l'Internationale communiste, me

racontait il y a une vingtaine d'années une discussion qu'il avait eue avec Lénine.

En 1920 ou 1921, je ne sais pas exactement, les anarcho-syndicalistes de la CNT espagnole avaient voté dans leur congrès l'adhésion à l'Internationale communiste. Rosmer était à Moscou à ce moment-là, comme dirigeant de l'Internationale communiste. Lénine prend rendez-vous avec lui, et lui dit :

"Vous savez, je n'ai pas très bien suivi tous ces problèmes, qu'est-ce que vous pensez de la décision de la CNT ?"

Rosmer lui explique. La CNT est une organisation révolutionnaire espagnole et des plus conséquentes. Lénine réfléchit :

"Ce serait une très bonne chose qu'ils adhèrent à l'Internationale communiste. Mais il y a un problème, ils sont anarchistes, ils ne sont pas pour le centralisme démocratique."

Alors, Lénine trouve une idée :

"On va faire l'Internationale syndicale rouge. Ils vont adhérer à l'Internationale syndicale rouge et ils auront des observateurs à l'intérieur du comité exécutif de l'Internationale communiste."

Initiative exactement contraire à toute la politique menée par les bolcheviks et les communistes contre la scission internationale dans le syndicat. Et les conséquences ont été extrêmement graves, puisque c'est en utilisant l'Internationale syndicale rouge que Staline a "bolchevisé", c'est-à-dire stalinisé tous les partis.

Tout le monde fait des erreurs, même les plus grands.

La condition sur les rapports avec les syndicats était une erreur. Le syndicat a vocation de rassembler les travailleurs quelles que soient leurs positions politiques, philosophiques ou religieuses. Les partis organisent les militants sur une base programmatique. La question de l'indépendance des organisations qui constituent la classe comme classe est com-

plexé. Je ne peux la traiter complètement dans le cadre de cette réponse. Pour être bref, je dirai que, par nature, les syndicats doivent être indépendants de tout parti, Etat et gouvernement. Je rappelle que, dans la discussion sur les syndicats en 1921, Lénine déclarait nécessaire pour les ouvriers de pouvoir défendre leurs revendications contre leur propre Etat ouvrier.

En 1946, dans un congrès de la section française de la IV^e Internationale, nous avons proposé et adopté l'élimination de la condition relative aux rapports entre parti et syndicat, qui figurait dans les vingt et une conditions de l'Internationale communiste. Constatant que c'était une erreur, le congrès s'est prononcé pour l'indépendance réciproque des partis et des syndicats.

Demain, vous allez entendre l'exposé du camarade Vadim Rogovine. Je pense que cela a une importance considérable. C'est un militant qui était en Union soviétique. Il est en train d'écrire un livre, que nous allons éditer par souscription. Un livre sur la révolution d'Octobre et en même temps sur la lutte contre la stalinisation, en particulier celle de l'Opposition de gauche. Je crois que c'est un problème des plus importants, pour cette simple raison : ce qui est publié aujourd'hui est généralement entaché par des faux. Je ne sais pas quelle est la position du camarade Rogovine, mais je pense que c'est une très bonne chose qu'il y ait une discussion de ces problèmes, que nous fassions un bilan. Un bilan ouvert. Discutons-en.

A propos de la question posée sur Che Guevara : je considère que le régime castriste est un régime politique hostile au socialisme et, en même temps, c'est un régime qui est attaqué par l'impérialisme américain. Quelle position devons-nous prendre dans cette affaire ? C'est exactement, toutes conditions restant égales, la position que nous avons prise lors de la guerre en Irak. Nous n'avons jamais été pour la dictature existante en Irak. Mais, attaqué par l'impérialisme américain, nous sommes pour la défense de l'Irak contre l'impérialisme américain. Ça ne veut pas dire que nous soutenons la politique du gouvernement en place. Bien au contraire.

Ces problèmes sont des problèmes constants que nous voyons dans la lutte de classe, nous en connaissons dans chaque grève, etc. Garder fermes les positions de principe, à savoir l'indépendance politique du prolétariat, l'indépendance de classe du prolétariat pour lutter pour la révolution et en même temps distinguer les choses en faisant extrêmement attention de ne pas passer ni sur les positions de Sadam Hussein ni sur celles de Castro.

J'ai lu quelques écrits de Guevara : c'était un homme indéniablement honnête, mais qui se croyait marxiste et qui ne l'était pas. Il a pensé qu'avec la bureaucratie, Khrouchtchev et compagnie, il pourrait réaliser le socialisme dans une seule île. Et là, il faisait une erreur : il n'y a pas de socialisme dans un seul pays, encore moins dans une seule île. Il s'est opposé à Castro, ce qu'on ne dit pas aujourd'hui, et quand il a vu que c'était sans issue, il est parti en Bolivie, il est parti en fait se suicider en Bolivie parce qu'il n'avait plus de possibilités.

Question : "Ne trouves-tu pas qu'une révolution est dangereuse pour une population si ce n'est pas continuellement suivi ? La preuve, la révolution russe, regardez où ils en sont aujourd'hui, ainsi que la Révolution française d'ailleurs."

Si l'histoire pouvait se faire dans les conditions idéales, ce serait très bien. Il se trouve que l'histoire se fait avec des conditions inégales. Je donnerai simplement une référence historique : entre 1626 et 1639, en France, les trois quarts du pays étaient contrôlés par les jacqueries paysannes, mais il n'y avait pas de force politique pour leur permettre de faire la révolution, ils ont été écrasés. Il a fallu attendre près de deux siècles.

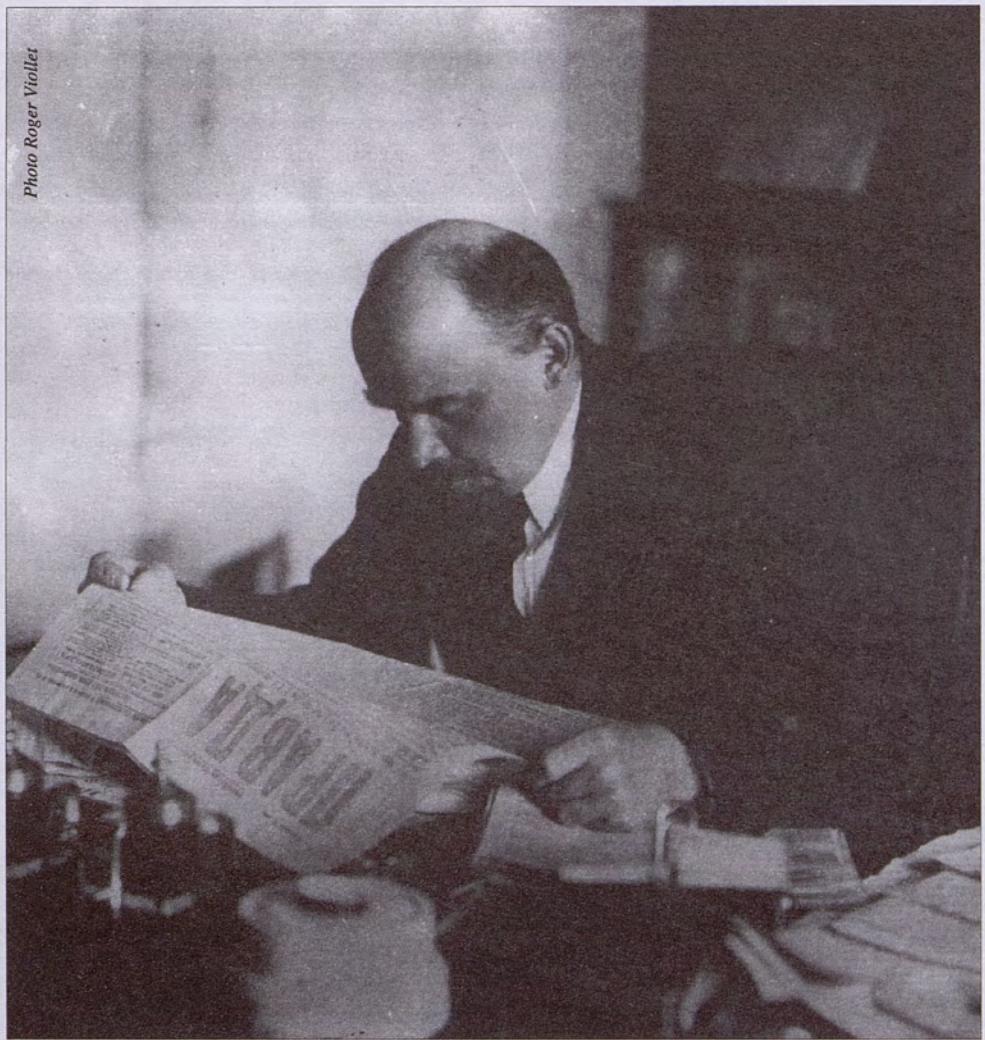
Ce sont là des problèmes qui ne peuvent se résoudre que pas à pas, à partir d'un objectif historique. Aujourd'hui, est-ce que le socialisme est une nécessité ? Il suffit, pour répondre, de regarder ce qui se passe autour de nous. Ce qui se passe dans le monde entier. Oui, l'expropriation des expropriateurs est une nécessité. Oui, l'abolition de la propriété privée des moyens de production est une nécessité,

sinon l'humanité s'effondrera dans la barbarie, cette barbarie qui monte à travers le monde et qui atteint aujourd'hui la France, puisque, officiellement, on est obligé de dire que 7 millions et demi de Français vivent au-dessous du seuil de la pauvreté.

Mais il existe un prolétariat qui combat, même dans les conditions les plus difficiles, il existe une classe ouvrière. Il exis-

te encore des organisations. Elles sont maltraitées, elles se maltraitent elles-mêmes de l'intérieur, mais elles existent.

C'est un processus, comme nous l'avons dit, en cours, mais inachevé. Luttons pour aider à ce qu'il s'achève du bon côté, pour empêcher la barbarie de s'installer dans notre pays comme dans le monde entier.



Lénine à son bureau, en octobre 1918.

Tirer ensemble toutes les leçons de la lutte des classes

**Contribution d'Alexandre Hébert,
militant anarcho-syndicaliste**

Je l'ai écrit pour *La Lettre de La Vérité*, je ne suis pas doué pour les pieuses commémorations, d'autant plus que, compte tenu de mon âge, la révolution russe, pour moi, n'est pas seulement un fait historique, mais un événement qui a marqué ma propre existence. Moins sans doute que celle de la génération qui m'a précédé, celle de mon père. Mais comme dans les familles, il y a des échanges politiques, la révolution russe, c'était un immense espoir, c'était aussi une source d'illusions pour beaucoup, à commencer par moi.

Je vais vous faire une confidence : j'ai commencé ma vie politique en adhérant à une organisation qui s'appelait "Les Amis de l'URSS", j'ai diffusé consciencieusement 60 à 70 exemplaires d'une revue luxueuse pour l'époque et j'ai participé à une campagne dont le thème était la diffusion de la Constitution stalinienne de 1936, la "*plus démocratique du monde*". On ne peut pas dire que la révolution russe n'ait pas eu quelque influence sur mes débuts politiques.

Il faut résituer les problèmes dans le contexte dans lequel la révolution s'est déclenchée. Je vous rassure : bien qu'anar-

chiste, je ne commencerai pas par Cronstadt. Je ne juge pas des régimes politiques uniquement à l'aune de la répression, parfois même j'ai l'impression qu'on met le projecteur sur l'aspect répressif pour éviter de s'expliquer sur les autres. C'est valable pour la révolution russe : certains utilisent Cronstadt dans un but contre-révolutionnaire, anti-ouvrier. Quand on essaie de discuter, de comprendre, on dit : "Non, Cronstadt !" Caractériser uniquement le nazisme par l'horreur des camps de concentration — ce qui permet d'ailleurs, comme disait Jean-Jacques Karman, de faire le rapport avec les goulags ou même avec les camps qui avaient été édifiés au début (je ne suis pas très convaincu par les explications qui m'ont été données) — permet d'éviter de réfléchir (ce qui serait pourtant utile) sur les origines, sur l'idéologie, sur le programme du Parti national-socialiste allemand — je vous rappelle qu'il s'appelait national-socialiste, ça permettrait peut-être d'éviter certains élans passionnels qui ne contribuent pas à élever le niveau de conscience des travailleurs.

Je dis cela parce que l'image de l'homme avec le couteau entre les dents

n'a jamais été ma façon d'aborder les problèmes liés à la révolution russe. Je vais peut-être en scandaliser quelques-uns, mais Pierre Lambert a dit : "Pas de tabous." Alors, levons les tabous. Je dirai que la révolution russe a commencé pour moi à s'engager dans une voie difficile à partir de Brest-Litovsk. Attention, ce n'est pas un jugement moral, mais un jugement politique. Je ne dis pas qu'on pouvait éviter cela. A partir du moment où le gouvernement russe, le gouvernement des soviets — mais on sait que si les bolcheviks ont pris le pouvoir en même temps que les soviets, ceux-ci ont été remplacés après par les organes du parti et les organes de l'Etat — s'est assis à la table des "brigands impérialistes" et qu'il a conclu un accord avec ces brigands impérialistes, qu'ils soient anglais ou allemands, à partir de ce moment-là, l'Etat reprenait tous ses droits, et l'Etat en tant qu'expression de la nation russe.

D'ailleurs, les stipulations de Brest-Litovsk consacraient les conquêtes allemandes dans les pays Baltes et le fait que la Turquie reconnaissait la possession d'Ardébil, de Kharg et de Batoum, et il y a eu ensuite un accord disant que la Russie récupérait un des territoires. Plus tard, il y a eu le traité de Rapallo, qui me rappelle un souvenir personnel. Mon père était zyromkiste, c'est-à-dire crypto-stalinien de la SFIO de l'époque. Et moi, dans ce même parti, je soutenais la "Gauche révolutionnaire" de Marceau Pivert. Je lisais *La Révolution prolétarienne*, où Robert Louzon avait écrit un article qui faisait scandale et qui disait, bien avant le pacte germano-soviétique, qu'il devrait y avoir normalement un accord entre les Allemands et les Russes, ça découlait du traité de Rapallo.

Ça m'avait semblé, eu égard à ce que Pierre Lambert me reproche parfois et qu'il appelle la pensée analogique, que c'était logique, tout simplement. J'avais expliqué ça à mon père, qui m'avait quasi-injurier. Il trouvait scandaleux que je puisse soupçonner un seul instant que Staline pouvait s'allier un jour avec Hitler. Il ne pensait pas qu'il pourrait y avoir un accord entre Molotov et Ribbentrop. Et pourtant, il a bien eu lieu, et il y eut un dépeçage de la Pologne et un

partage qui ressemblait fort à un brigandage impérialiste.

Alors, mon souci n'est pas polémique. Je vous rappelle qu'avec Pierre Lambert ici présent, il y a presque un demi-siècle qu'on s'est mis d'accord ; on ne manquait pas de culot compte tenu des forces que l'on représentait à l'époque, on avait envisagé de reconstruire purement et simplement la Première Internationale. Notre ambition se limitait à ça.

En ce qui me concerne, j'ai rompu avec la social-démocratie en 1938, après l'exclusion de Marceau Pivert, et ma rupture avec le stalinisme date des procès de Moscou, parce qu'il me semblait invraisemblable que les membres du bureau politique de Lénine, du parti de Lénine, soient devenus d'un seul coup des traîtres, des vendus au Mikado ou à je ne sais plus qui. Et donc en aucun cas je ne pouvais collaborer et me rendre complice des agissements staliniens. Malheureusement, nous n'étions pas nombreux à avoir alors cette analyse et je dirai même qu'à certaines périodes historiques, il fallait un certain courage pour oser l'affirmer. Lorsqu'on s'affrontait au stalinisme, c'était même parfois dangereux physiquement.

Il n'est pas inutile de se replonger dans l'époque et de voir quelle était la teneur des discussions. Ça m'a donné l'occasion de relire le discours de Blum au Congrès de Tours, car, camarades, une des conséquences de la révolution russe a quand même été la scission du mouvement ouvrier, scission politique et syndicale. Je n'ai pas de mythe, le mythe de l'unité ne m'impressionne pas. Je ne pense pas qu'il faille à tout prix être unitaire. Il y a des moments où il vaut mieux rompre quand l'unité consiste à bafouer les intérêts ouvriers. Il n'empêche qu'à l'époque, il y a eu les vingt et une conditions, qui, je le dis sans souci polémique, sont un modèle de bureaucratie.

Le jugement qu'on porte sur les militants ouvriers qualifiés d'opportunistes, c'est-à-dire qu'on les prenait pour des imbéciles, qu'il fallait les remplacer par des gens purs et durs désignés par le parti, à mon avis, c'est une conception que, fort heureusement, en tout cas les trotskystes

que je fréquente ont abandonnée. Car avec cette méthode-là, on risquait non pas d'exclure les autres, mais parfois de se faire exclure soi-même, ce qui n'est pas le but poursuivi.

C'est curieux, parce que, avec Jean-Jacques Karman, on a la même méthode de pensée, même si on n'est pas d'accord. C'était le débat entre les anarchistes et les marxistes : est-ce qu'on peut faire la révolution sociale par la conquête du pouvoir ? Quel pouvoir ? A l'époque, le pouvoir d'Etat ; aujourd'hui, c'est plus compliqué, parce que l'Etat national est un peu disloqué. Et comme le disait Daniel Gluckstein, est-ce que la réponse à la demande des masses est celle-là ? Ou y en a-t-il une autre ? C'est pourquoi je n'accepte pas le mot "confisqué". Il n'y a pas eu confiscation ; les masses, aujourd'hui encore, font confiance à ce que Fernand Pelloutier qualifiait comme les "*illusions mensongères des promesses politiques*". Aujourd'hui encore, les masses sont moutonnierres et préfèrent suivre des mots d'ordre faciles plutôt que de prendre elles-mêmes leur destin en main, ce que nous espérions après la Commune de Paris.

Et c'est ce qui explique que les soviets ont fini par disparaître ; ce qui restait, c'était une caricature de soviets.

Les comités de grève élus, expression de la volonté populaire, ont fini par disparaître et, à ce sujet, venons-en aux débats entre les différentes fractions de la social-démocratie.

Je rappelle que les mencheviks et les bolcheviks étaient membres d'un même parti social-démocrate : les uns étaient majoritaires, les autres étaient minoritaires et les majorités changeaient même de camp, contrairement à maintenant, où c'est plus figé, y compris sur le plan syndical. Alors, la question de la conquête du pouvoir a été discutée par Blum. Il était entre les deux, lui, entre les bolcheviks et les réformistes. La preuve, c'est que ses mandats se sont abstenus au Congrès de Tours, ils n'ont pas voté contre les vingt et une conditions. Mais Blum a fait un discours — je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'il a dit et encore moins avec ce qu'il a dit par la suite — dans lequel il a

expliqué : notre doctrine à nous, socialistes, c'est que la transformation révolutionnaire de la propriété ne peut s'accomplir que lorsque nous aurons conquis le pouvoir politique. Et comme cela soulevait quelques réactions, il en vint à dire que si un délégué à un congrès socialiste, ayant nécessairement cinq ans de présence dans le parti, en venait à contester des assertions comme celles que je viens d'émettre, il n'y avait plus de discussion possible.

Donc, il y a accord sur la conquête du pouvoir politique — pas la destruction de l'Etat bourgeois, mais la conquête du pouvoir, les mots doivent toujours avoir un sens. Et Blum n'escamote pas la question de la dictature du prolétariat.

Je vais vous lire ce passage, qui est un morceau d'anthologie :

"Où est, par conséquent, le désaccord ? Il n'est pas non plus dans le fait que la dictature du prolétariat soit exercée par un parti."

C'est Blum qui parle là, ce n'est pas Staline.

"En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les soviets, mais par le parti lui-même."

Ce qui me semble à l'époque exact.

"Nous avons toujours pensé en France que, demain, après la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du Parti socialiste devant, en vertu d'une fiction à laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier."

Après, il expose quelques divergences de détail avec les bolcheviks.

Moi, je fais une différence entre le prolétariat et la classe ouvrière. Il n'y a pas identité : le prolétariat, c'est beaucoup plus large, d'ailleurs les travailleurs se constituent en classe par l'organisation ; le prolétariat et le lumpen-prolétariat, comme disait Marx, c'est une autre caté-

gorie et nous aurions intérêt à ne pas confondre les choses à un moment, surtout, où l'existence de la classe ouvrière est rudement remise en cause par les représentants de l'Etat et des bureaucraties.

Une remarque supplémentaire : Léon Blum explique que la conquête des pouvoirs publics n'est pas une fin en soi, ce qui est plutôt bien. Mais il dit que ceux qui pensent ça épousent des thèses anarchistes. J'avoue que je n'avais jamais compris la pensée anarchiste sous cet angle-là. Blum était pourtant un intellectuel de haut niveau, mais je pense qu'il avait mal lu ce qu'avaient écrit les penseurs anarchistes.

Et à ce sujet, les anarchistes ont participé à la révolution russe. Ils y ont même participé activement et ont même parfois été un peu naïfs. Par exemple, Pierre Pascal, qui faisait partie du noyau de Français se trouvant à Moscou ayant rejoint les bolcheviks, dit dans une lettre à Monatte que les anarchistes avaient tellement foi dans les bolcheviks qu'en avril 1918, lorsque ceux-ci assiégeaient leur local, ils les prirent pour des gardes blancs. Détrompés, ils ne se défendirent pas, comme ils auraient pu le faire (ils avaient à Moscou 14 000 hommes armés). Croyant à un malentendu, ils détournèrent les ouvriers de les défendre.

Ça fait partie des erreurs que l'on peut commettre et qui peuvent s'expliquer dans le contexte. Je ne veux pas discuter de ça. Je ne dis pas que l'attitude des anarchistes espagnols devant la liquidation par les staliens des camarades du POUM soit exemplaire, je dirai même qu'elle a été criminelle. Je ne dis pas que la participation des anarchistes au gouvernement de Front populaire en Espagne a été une idée géniale.

Mais il y a eu des erreurs sanglantes et dangereuses. Si on veut en éviter la répétition, mieux vaut qu'on ne ferme pas les yeux là-dessus. Cela dans la perspective de faire mieux et de ne pas apporter de l'eau au moulin de ceux qui pratiquent une politique anti-ouvrière. Quatre-vingts ans se sont écoulés, il a passé de l'eau sous les ponts de Paris et sous ceux de Nantes, et peut-être conviendrait-il de voir ce qui se passe maintenant.

J'ai apprécié l'intervention de Daniel Gluckstein tout à l'heure. Maintenant, le capitalisme financier est triomphant. Les bourgeoisie nationales comme les classes ouvrières nationales sont remises en cause. Nous ne sommes plus dans le type d'Etat-nation qui avait émergé à partir de la Renaissance. On assiste à un formidable retour en arrière, certains ne cachent pas qu'ils veulent rétablir le Saint Empire romain germanique. Les problèmes sont liés à l'Europe et aux institutions mondiales. Je ne parle même pas de la révolution, espérons qu'elle aura lieu et que, cette fois-ci, ce ne sera pas la révolution avortée dont parlait Koestler.

Nous sommes confrontés à des problèmes réels, qui posent celui de l'existence de la classe ouvrière organisée.

Je suis syndicaliste à la CGT-FO, je suis inquiet pour mon organisation syndicale, qui semble de plus en plus, en vertu du principe de subsidiarité, s'adapter à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui n'est pas une Internationale ouvrière, qui est un syndicat supranational au service de la bureaucratie de Bruxelles. On mène le combat avec d'autres dans le syndicat, j'espère qu'on réussira à empêcher ça.

Et puis, à côté, historiquement, la CGT, je dirai l'ancienne CGT-Û. Elle est contre Maastricht, semble-t-il, tenant des propos comme ceux que tenaient encore il n'y a pas longtemps Jospin et Chevènement. Et en même temps, elle apparaît prête à tout pour entrer à la CES. Et puis Robert Hue fait son cinéma.

Ces problèmes, il faut que nous reprenions l'habitude d'en discuter démocratiquement entre nous. Il y a deux jours, à Nantes, Marc Blondel est venu. C'est un vieux copain à moi. Sauf qu'il y a des glissements "sémantiques", comme on dit maintenant, dans ses discours, inquiétants. Et ça m'a amené à lui poser la question publiquement : comment se fait-il qu'on ne parle plus de la CSG, que tu rencontres Gabaglio ? En plus, il y a une opération de la CES à Nantes ! Il y a tout le monde : Bruno Trentin, l'homme du compromis historique, beaucoup d'autres, et aussi un secrétaire confédéral de Force ouvrière. Blondel m'a répondu un peu piteusement

qu'il était là au titre du Conseil économique et social européen, mais que, malgré tout, pour me faire plaisir, il allait lui demander de ne pas y aller. Ce qui ne répond pas au fond du problème.

Je pose la question : pour lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ou contre la domination de l'homme sur l'homme, comment faire ? Il faut travailler à reconstruire ou à conserver des organisations de classe indépendantes, non seulement de la bourgeoisie, mais surtout de l'Etat supranational, qui ressemble comme un frère à l'ordre nouveau ou à la "nouvelle Europe", dont j'ai entendu parler pendant l'occupation allemande.

Si on n'y prend pas garde et si on se contente de discours d'anciens combattants, on risque de se retrouver dans une société mondialement totalitaire et d'avoir le sort du peuple irakien.

S'il y avait une révolution, en vertu du droit d'ingérence, nous risquons fort de voir débarquer les marines.

Les erreurs que nous avons commises durant la Commune de Paris, pendant la révolution russe, ensemble ou séparément, en Espagne, il faut les étudier pour en éviter la répétition ; mais, surtout, il ne faut jamais oublier que ce qui est déterminant, c'est la lutte des classes, parce que c'est elle qui continuera à être le moteur de l'histoire.

Discussion

• **Pierre Lambert :** Le problème qui est posé est intéressant. J'apprécie beaucoup de choses dites par le camarade Hébert, et il le sait. Je commencerai par nos différends. La théorie est indispensable pour la pratique, mais c'est quand même la pratique qui décide. Sur le terrain de la pratique, depuis un demi-siècle, on s'est à peu près toujours retrouvé en-semble.

J'ai dit tout à l'heure qu'on devait discuter sans préjugés et sans tabous, parce qu'il y a une effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, je crois qu'on n'a jamais connu ça auparavant. Cette crise du mouvement ouvrier mondial, c'est la crise de la civilisation humaine. Trotsky a dit cette phrase, qui nous est commune à tous, à savoir que l'industrialisation, c'est le levier de la civilisation humaine. Aujourd'hui, nous assistons à l'échelle mondiale à la destruction de l'industrie par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Union européenne. Et là, nous sommes au cœur du débat, ou plutôt d'un problème qui est celui de l'avenir de l'humanité. Par exemple, vous savez que se discutent actuellement des traités comme l'ALENA, etc. Eh bien, l'ALENA, pour les Etats-Unis, c'est déjà 400 000 emplois industriels qui ont disparu. C'est la destruction des bases mêmes de la civilisation humaine, qui entraîne d'ailleurs la destruction de l'enseignement, de la protection sociale, de toutes les réformes qui ont été arrachées par la lutte de classe.

Et sur ce terrain-là, les divergences qui existent entre les révolutionnaires et les réformistes ne portaient pas sur le fait qu'il ne fallait pas arracher des réformes, mais sur cette question : est-ce que, par des réformes successives, on peut aller au socialisme ? Les faits ont tranché.

Il est vrai que, depuis des années, je dis à mon camarade Hébert qu'il a une pensée analogique. Et je crois, en effet, que toute

une partie des choses qu'il dit le manifeste. Prenons le problème de la Première Internationale. Il est évident que, dans ma jeunesse, pour moi, la III^e Internationale, celle de 1919 à 1924, était en fait la seule Internationale communiste, la seule Internationale possible. Bien entendu, il y a eu dégénérescence et, avec Trotsky, plus tard, j'ai conclu que l'Internationale communiste était passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois. C'est la raison pour laquelle je me suis prononcé pour la IV^e Internationale.

La tradition est une chose concrète et pratique. Il est évident, par exemple, qu'aujourd'hui, dans cette effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, les principes qui ont guidé la Première Internationale reprennent toute leur importance. Les principes qui ont guidé la II^e Internationale, c'est-à-dire la lutte pour les réformes, reprennent toute leur importance. Les principes qui ont guidé au départ l'Internationale communiste et la révolution russe, à savoir la République des conseils, la démocratie, reprennent toute leur importance, ce qui ne veut pas dire qu'il faille répéter les choses mécaniquement.

Aujourd'hui encore, je continue à penser que la IV^e Internationale et son programme permettent de mieux comprendre les événements pour agir. Je suis même enclin à le dire plus que jamais.

Cela dit, camarades, il est clair que tout est soumis à la discussion. Tout est soumis à la discussion, parce qu'il y a un bilan, qui doit intégrer toutes les expériences, toute la lutte des classes, sur la ligne qui est évidemment fondamentale, qui a fondé le mouvement ouvrier mondial et dans chaque pays : abolition de la propriété privée des moyens de production.

Par exemple, pendant des années, nous avons, étant donné ce qui se passait en

URSS, hésité à dire propriété d'Etat. Alors, on a dit : il y a eu expropriation de la propriété sociale, qui a été confisquée par Staline pour les intérêts de la caste bureaucratique. Il est clair qu'aujourd'hui, le problème de la propriété d'Etat est un problème mondial. En France, sommes-nous pour la destruction des nationalisations ? Les nationalisations n'étaient pas notre idéal. Aujourd'hui, nous défendons ces nationalisations, nous défendons tout ce qui a été arraché. Nous sommes contre la destruction des services publics.

C'est-à-dire que, dans notre analyse à l'échelle mondiale, nous avons ce problème en face de nous, qui a été soulevé par la Première Internationale, dans la Première Internationale par tous les courants, et il y en avait. Ils étaient tous unis là-dessus. Et sur ce terrain-là, c'est cela qui nous guide. D'ailleurs, là-dessus, nous sommes tous ici d'accord. Si nous avons mis en avant la constitution de l'Entente internationale des travailleurs, c'est que nous sommes conscients que tous les courants, groupes, tendances, etc., qui se dégagent de l'effroyable crise du mouvement ouvrier mondial ne font pas leur programme de la IV^e Internationale, il y en a qui sont loin d'être marxistes. La condition que nous posons, c'est l'indépendance. Mais cette indépendance n'est pas idéologique, elle est pratique et, sur ce terrain-là, les leçons de l'histoire sont indispensables, ce qui ne veut pas dire qu'on entend par "leçons" qu'il faille répéter tout ce qui s'est passé. Et dans la pratique, le camarade Hébert fait comme moi, malgré sa pensée parfois analogique.

Ces problèmes-là sont vitaux. Par exemple, on a parlé de Léon Blum. Il s'est opposé avec fermeté aux néo-socialistes, à ceux qui allaient faire la Charte du travail. Il a été extrêmement net sur cette question. Et ensuite, pendant la guerre, il a écrit un livre dans lequel il propose ce que Mendès et Mitterrand feront. Nous sommes obligés de tenir compte de tout cela pour la bataille pratique et concrète.

Mais oui, une organisation peut dégénérer. Tout à l'heure, on a posé une question : "Est-ce que, si le Parti des travailleurs prend le pouvoir, il dégénérera ?" Je n'en sais rien, j'espère que ça ne sera pas le cas. Mais cela dit, rien ne le garantit. La

preuve, rien n'a garanti les anarchistes, qui étaient contre, d'entrer dans un gouvernement ; rien n'a garanti les bolcheviks, qui avaient constitué un gouvernement ouvrier et paysan avec des conseils, d'empêcher la dégénérescence stalinienne.

Il y a une question qui est posée par Alexandre Hébert : c'est celle de Brest-Litovsk. Eh oui, des compromis pour essayer de préserver l'essentiel, on en fait. Ils sont justes ou faux, cela se discute, mais la notion du compromis est reliée à la lutte des classes. A chaque étape, il faut toujours regarder concrètement la justesse du compromis. Personnellement, je pense que les bolcheviks ne pouvaient pas faire autrement. Mais le nier, c'est remettre en cause un élément qui est l'essence même de la lutte des classes. Qu'est-ce qu'on fait d'autre que de faire des compromis pour essayer de préserver l'essentiel ? Toute la discussion qui se mène actuellement entre nous repose sur la question du processus en cours, mais inachevé, en voie d'achèvement. Ce qui signifie que le prolétariat peut retourner la vapeur. Le processus n'est pas achevé. On ne commémore pas la révolution d'Octobre en disant : voilà, c'est beau, c'est grand, c'est généreux. Ce serait stupide. Le marxisme est étranger à cela. Il est évident que c'est un œil critique qu'il faut avoir. Ni préjugé ni tabou, tout peut être discuté, à la condition qu'on reste sur le terrain des principes, c'est-à-dire la lutte de classe, l'indépendance. Et c'est là qu'est le problème.

Pour ma part, j'estime que la seule façon d'être conséquent dans le combat pour l'indépendance, c'est d'appartenir à la IV^e Internationale. Mais attention, je ne fais pas de la IV^e Internationale une chose en soi. Ce n'est qu'un instrument et, aujourd'hui, il n'est pas contradictoire, bien au contraire, de construire l'Entente internationale des travailleurs, des partis ouvriers indépendants, dont la forme aujourd'hui est le Parti des travailleurs. On verra bien pour demain.

La seule chose, c'est qu'il faut avancer. Ainsi, la tradition de la Révolution française est vivante dans notre pays. C'est en référence avec notre révolution que, dans la charte du Parti des travailleurs, on a écrit : "La démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu." Ce

qui veut dire qu'on assume tous les éléments progressistes de la démocratie, tout ce qui a permis au prolétariat de se constituer en classe. Par exemple, en 1929, 1930, 1931, 1932 et 1933, Trotsky polémiquait avec ceux qui disaient : le fascisme hitlérien, c'est l'Etat bourgeois ; l'Etat démocratique, c'est l'Etat bourgeois. Il disait : oui, mais dans l'un ou dans l'autre cas, les conditions du prolétariat ne sont pas les mêmes.

Il ne s'agit pas pour autant de s'assujettir à la bourgeoisie, car ce que nous défendons dans la démocratie, c'est le droit à l'organisation indépendante. Aujourd'hui, il est clair que sans révolution mondiale, il n'y a pas d'autre voie pour sauver l'humanité, pas d'autre voie que l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Y a-t-il une autre voie pour sauver l'humanité que de se battre contre ceux qui veulent nous imposer l'économie de marché, qui n'est pas autre chose que la généralisation des privatisations, la destruction définitive du prolétariat comme classe ? Comme classe, non seulement organisée avant tout, mais comme classe physique. En France, il y a sept millions de personnes qui sont déjà officiellement passées "dans l'exclusion", comme ils disent.

C'est ça, l'avenir, si la propriété privée des moyens de production est maintenue. Et en même temps, pour défendre cet objectif, il faut défendre pied à pied ce que le prolétariat a conquisé. Il faut lutter pied à pied contre ceux qui veulent nous inféoder à la CES, qui veulent, à l'aide de cette institution européenne, intégrer les organisations à la destruction des conquêtes sociales. Ce n'est pas facile, mais y a-t-il une autre issue ?

Pour conclure, je dirai : si la révolution ne vient pas... Je ne parle pas de délais, je n'en sais rien : plus vite elle viendra, mieux ça vaudra. Pour ma part, qui suis d'un âge certain, quand j'étais très jeune, je suis venu aux Jeunesses communistes, en 1934, parce que je pensais que le socialisme international serait construit de mon vivant.

Je suis devenu trotskyste en 1935, qualifié d'"hitléro-trotskyste" par les staliniens. Je ne savais pas qui était Trotsky. J'ai pensé alors : je verrai la révolution mon-

diale, ensuite, la révolution dans mon pays. Maintenant, j'ai un avantage : avec mon âge, comme j'ai un âge certain, j'ai l'éternité devant moi.

De toute façon, l'humanité trouvera sa voie, la révolution mondiale sera victorieuse. C'est une nécessité.

• **Alexandre Hébert** : Quand je parle de processus en voie d'achèvement, je ne pense pas, bien sûr, que mon organisation syndicale soit intégrée, qu'elle soit devenue une organisation du type Charte du travail. Bien évidemment, je ne pense pas ça, sinon j'aurais déchiré ma carte et essayé de faire une scission et de reconstruire une CGT maintenue, ce que j'ai fait avec plus ou moins de bonheur en 1947.

Quand je dis qu'il y a un processus en voie d'achèvement, ce n'est pas sur ce terrain-là. C'est sur le terrain des institutions politiques européennes, qui, elles, sont un processus en voie d'achèvement, même si c'est avec des hauts et des bas.

Je constate une chose : on peut aller trouver tous les ministres qu'on voudra, ils pourront nous faire toutes les promesses qu'ils voudront, il suffira d'une directive — j'allais dire un oukase, mais puisqu'on a parlé de la révolution russe, ce n'est peut-être pas le bon mot — de la Commission européenne pour tout fouter en l'air. Car aujourd'hui, ceux qui dirigent, ceux qui commandent, ils se trouvent à Bruxelles, et cela pose le problème que pose Pierre Lambert à juste titre : le problème de la démocratie.

Et là aussi, il faudra que, comme disent les cagots, nous fassions notre examen de conscience. On a parfois confondu les choses, c'est vrai : par exemple, on a parfois confondu internationalisme et universalisme ; mais l'universalisme est une idéologie tout à fait en dehors du temps et de l'espace — si j'ose dire, elle est d'ailleurs. C'est d'ailleurs notre Sainte Mère l'Eglise qui représente le mieux cette idéologie ; d'ailleurs, comme vous le savez tous probablement, catholique signifie universel, donc eux ont une vision universelle des choses.

Les hommes se sont construits des espaces, juridiques, géographiques, ils ont

construit des organisations sur la base de la défense de leurs intérêts, ce qui est remis en cause aujourd'hui. C'est remis en cause et c'est ce qui nous amène à être confrontés avec le renouveau des théories corporatistes telles qu'on les avait connues chez Salazar, Franco, Mussolini, et aussi chez les nationaux-socialistes.

Alors, et ce sera ma conclusion, je pense qu'on rediscutera de tous ces problèmes-là. D'abord, on aime ça, j'ai passé en ce qui me concerne plus de soixante ans à le faire, je ne vois pas pourquoi on arrêterait maintenant. Cela étant, camarades, j'attire votre attention sur une chose : aujourd'hui, nous avons le choix entre essayer de reconstruire une société démocratique, même avec les acquis de la bourgeoisie, ou de nous laisser enfermer dans une société organique, dans un ordre mondial où les hommes ne seraient plus séparés par des intérêts divergents qui seraient niés, mais où ce serait le conflit éternel entre les bons et les méchants.

Lambert a raison, entre les intérêts divergents, parfois, des compromis peuvent se conclure, mais la lutte entre le Bon Dieu et le Diable ou entre les bons et les méchants ne peut se terminer que par l'extinction d'une des parties en présence. J'ai bien peur que, dans ce combat-là, tel qu'il est engagé, nous ayons des soucis à nous faire pour notre existence, je ne parle pas individuellement, mais en tant que classe. Voilà quel est le souci politique essentiel aujourd'hui, en ce qui me concerne.

• **Daniel Gluckstein :** Il y a deux questions auxquelles il peut être répondu dans un même mouvement, qui ont un rapport avec la discussion qui s'est déroulée avant la coupure. Je les lis :

— “*Les bolcheviks russes ont-ils pensé à protéger Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ou personne dans les rangs révolutionnaires n'a-t-il estimé le risque encouru par ces deux dirigeants ?*” (je suppose : lorsque le pouvoir a été pris en novembre 1917).

— Deuxième question, qui recoupe partiellement celle-ci : “*Quelles sont les conditions qui ont concouru à la dégénérescence de la révolution d'Octobre ?*”

Pourquoi ces deux questions ont-elles un rapport ? Lorsque vous lisez l'ensemble des textes des dirigeants bolcheviques, tout particulièrement de Lénine et de Trotsky, dans la période qui va de février à octobre 1917, quand vous lisez tous les procès-verbaux du Parti bolchevique, il y a une chose qui s'impose d'évidence : c'est que le sort de la révolution allemande et plus généralement le sort de la révolution mondiale sont au premier rang des préoccupations qui amènent les dirigeants bolcheviques à mettre à l'ordre du jour la prise du pouvoir le 25 octobre 1917.

Comme vous le savez sans doute, il y a tout au long des semaines d'août, et surtout septembre et octobre 1917, une intense polémique qui se développe dans la direction même du Parti bolchevique. Une partie de cette direction et de son encadrement estime qu'il n'y a pas lieu de mettre à l'ordre du jour l'insurrection et la prise du pouvoir par les soviets. Or parmi les arguments sur lesquels Lénine revient en permanence pour justifier la nécessité de préparer l'insurrection, il y a précisément celui de la révolution allemande. En effet, septembre et octobre 1917 voient un premier soubresaut en Allemagne — je vous rappelle que l'Allemagne comme la Russie sont des pays en guerre : un premier soulèvement a lieu dans la marine et dans l'armée allemandes contre la guerre impérialiste, pour la paix, en partie d'ailleurs influencé par les développements révolutionnaires en Russie. A cette époque, la répression s'abat contre les soldats et les marins allemands. Liebknecht lui-même, bien qu'étant en prison, lance depuis sa cellule un appel au soulèvement du prolétariat, des soldats, des marins, pour en finir avec la guerre et pour suivre, dit-il, l'exemple de la révolution russe en Allemagne.

Et c'est précisément cet argument que Lénine prend comme le premier. A ceux qui ne sont pas d'accord avec lui dans son parti, il explique : en Allemagne, où il y a la pire répression, où les syndicats sont interdits, où les partis sont interdits, où il n'y a aucune liberté d'expression, malgré cela, les marins, les soldats donnent un extraordinaire exemple d'héroïsme et de courage en se soulevant contre le régime

du Kaiser. Et nous, qui, en Russie, bénéficiions de toutes les libertés politiques, des soviets, du droit de nous organiser, nous qui avons la majorité du peuple derrière nous, nous pourrions hésiter à accomplir le mandat qui nous a été donné par le peuple ? Si nous agissions ainsi, nous étranglerions non seulement la révolution russe, mais nous porterions un coup fatal à la révolution allemande !

Par conséquent, au premier rang des préoccupations qui conduisent à ne pas différer la prise du pouvoir par les soviets en octobre-novembre 1917, il y a la révolution allemande. D'ailleurs — et il faudra à mon avis les republier —, l'ensemble des premiers décrets pris par le pouvoir des soviets après le 25 octobre, sans exception, qu'il s'agisse de la terre donnée aux paysans, du contrôle ouvrier sur les usines ou de la paix, comprennent tous dans leur premier considérant : nous avons ouvert la voie à la révolution prolétarienne mondiale.

Rien n'est plus étranger à la conception des bolcheviks que l'illusion criminelle que la révolution — et a fortiori le socialisme — pourraient triompher en un seul pays. Et à ce sujet, comme il a été question tout à l'heure de compromis — je parle des compromis anciens d'il y a quatre-vingts ans, sur les plus récents le débat se poursuivra —, je crois en effet qu'il est juste — alors là, sans aucune analogie — de parler de la paix de Brest-Litovsk comme d'un compromis ; mais il faut préciser que ce qui guidait ce compromis du point de vue de Lénine, qui l'a défendu, c'est précisément la révolution mondiale et particulièrement la révolution allemande.

Lorsque vous lisez les résolutions qui s'opposent au sein du comité central du Parti bolchevique sur cette question, celle présentée par Lénine commence précisément par le considérant suivant : l'insurrection est au bord de s'imposer en Allemagne ; nous, en Russie, nous sommes un peuple arriéré, nous ne pouvons en aucune manière triompher, faire triompher le pouvoir ouvrier enfermés dans les limites de la Russie : nous avons besoin de l'aide fraternelle et révolutionnaire du prolétariat allemand, qui maîtrise les techniques les plus développées, qui est un prolétariat

qualifié ; nous avons besoin de son irruption sur la scène de la révolution pour que la révolution s'étende à l'Europe et pour sauver la révolution russe.

Aussi la paix de Brest-Litovsk est-elle présentée par Lénine et par ceux qui partagent son point de vue comme un compromis nécessaire pour gagner du temps, pour permettre à la révolution ouvrière de se développer et de l'emporter en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe.

Ce contenu est précisément celui de la révolution russe. On pourrait multiplier à l'envi les citations et les moments de débats politiques les plus intenses. En permanence, la question posée est de comprendre que le sort de la révolution russe dépend avant tout de sa capacité à se développer sur l'arène internationale, tout particulièrement allemande, française, anglaise, dans les pays capitalistes les plus développés. Camarades, lorsqu'on lit les reportages sur la vie en Russie dans les années 1917, 1918, 1919 et 1920, avant que l'élan révolutionnaire ne vienne à s'essouffler, durant toute cette période il y a, parmi la masse des ouvriers, parmi la masse des délégués dans les soviets, une tension pour comprendre ce qui se passe à l'ouest de l'Europe, une tension pour voir si la classe ouvrière des autres pays va être en mesure de faire sa jonction avec la révolution russe parce qu'existe la compréhension que c'est de cela que dépend l'issue de la révolution.

On peut dire qu'aucun segment de la classe ouvrière internationale n'a été à ce point autant intégré à la révolution russe que la classe ouvrière allemande, au cœur même de ses préoccupations. D'autres raisons historiques que je n'ai pas le temps de développer ici ont certes joué. Mais les conditions qui ont abouti à ce que la révolution allemande soit amenée à refluer, à ne pas déboucher, ont été un élément déterminant dans la constitution de l'Opposition de gauche. C'est précisément l'appréciation des conditions qui ont vu le reflux et l'échec des tentatives de développement révolutionnaire en Allemagne qui en est à l'origine. J'attire l'attention des camarades sur le fait que la lutte contre les premières manifestations de déformations bureaucratiques en URSS datent de 1921 et surtout de 1922. Cette

lutte est menée par un bloc qui a du mal à se constituer en raison de la maladie de Lénine, mais elle est conduite, encouragée par Lénine et, progressivement, prise en charge par Trotsky.

La première manifestation d'une prise de position publique se fait dans un appel de 46 membres du comité central à l'automne 1923 ; elle donne naissance à des textes magnifiques de Trotsky : celui qui s'appelle *Cours nouveau* et celui qui s'appelle *Leçons d'Octobre*, qui précisément relient la compréhension des conséquences tragiques de l'isolement de la révolution russe à l'extérieur avec les premiers processus de dégénérescence bureaucratique.

Je terminerai en disant que, bien sûr, personne ne peut réécrire l'histoire, personne ne peut savoir, compte tenu de ce qui s'est passé, ce qu'il aurait été amené à dire. Nous serons nous-mêmes confrontés à d'autres circonstances, qui nous amèneront à nous prononcer à chaque étape. Mais il y a une chose indiscutable : toute la politique des bolcheviks — et je dirai des bolcheviks dans toutes leurs nuances et leur diversité, y compris ceux qui avaient un autre point de vue que Lénine sur Brest-Litovsk — était reliée à la compréhension que la révolution ne pouvait se développer et triompher qu'à l'échelle internationale. A l'inverse, la rupture introduite par Staline, qui en a donné la concrétisation, le drapeau sous lequel il a réussi à ranger les éléments de conservatisme bureaucratique, c'est la théorie fallacieuse du socialisme dans un seul pays, qui justifiait la cristallisation bureaucratique à l'intérieur de l'URSS, la politique de répression contre les éléments ouvriers d'avant-garde de toutes tendances et, à l'échelle internationale, la politique de trahison de la révolution.

S'il y a une leçon que nous devons en tirer, c'est que, précisément, plus encore aujourd'hui, mille fois plus encore aujourd'hui qu'à l'époque de la révolution d'Octobre, ce serait une illusion criminelle que de croire qu'il est possible de contribuer à reconstruire un mouvement ouvrier indépendant dans notre propre pays sans relier cette tâche essentielle à la participation à la reconstruction du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

Ces questions que nous nous posons se posent sous des formes différentes dans tous les pays et il y aura encore moins en 1997, je ne parle même pas de victoire du socialisme dans un seul pays, mais même simplement de combat conséquent et emportant des résultats de préservation de la classe ouvrière et de ses organisations si celui-ci est limité à un seul pays. Le camarade Alexandre Hébert a posé tout à l'heure une question qui est parfaitement d'actualité : dans quelles conditions peut se mener le combat ouvrier dans chaque pays face aux institutions supranationales de Bruxelles et de Maastricht ? Pour ma part, je répondrai ceci : le combat du mouvement ouvrier pour la défense de l'indépendance de ses organisations dans chaque pays ne prend toute sa dimension et son efficacité que s'il se relie au combat d'ensemble mené dans chaque pays d'Europe, à l'échelle du continent, et, au-delà, à l'échelle internationale, pour réaliser le rassemblement des travailleurs sur le terrain de l'indépendance de classe. Cela implique la confluence de militants d'origines diverses se regroupant sur le terrain de l'action indépendante.

C'est cela l'Entente internationale des travailleurs et des peuples à laquelle nous participons, ce sont les conférences de Berlin, de San Francisco et le tribunal international pour désigner et juger les responsables des désastres qui frappent aujourd'hui l'Afrique, c'est-à-dire que c'est la compréhension que la lutte en France est une composante de la lutte de classe internationale.

• **Alexandre Hébert :** Je suis de ceux qui pensent que, effectivement, face au caractère international de l'offensive dont nous sommes victimes, s'impose une riposte de même nature. Et de ce point de vue, j'ai participé à quelques conférences de l'Entente internationale ; je me réjouis que cela ait été un grand succès sur le plan du rassemblement des militants et des organisations, et surtout grâce à la méthode appliquée pour rassembler tous ces groupes, de tendances parfois diverses. Cette démarche de rassemblement face, disons, à un certain impérialisme mondial, cette démarche peut, à mon avis, aussi être appliquée à l'échelle nationale.

Et c'est ce qui explique et justifie ma participation au Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht. Je vais être plus précis : au début, c'était le traité de Maastricht, mais je dirai des traités de Rome, de Maastricht et d'Amsterdam et de ceux qui, éventuellement, pourraient suivre. Là, je crois qu'il y a une démarche qui a été initiée, qu'il faut mener avec persévérance, mais aussi avec quelques précautions. Il ne s'agit pas de sombrer dans l'idéologie nationaliste, mais il s'agit quand même de faire bien prendre conscience à nos camarades que les organisations de classe, et même, plus largement, démocratiques, qui se sont construites dans le cadre de traditions nationales dans tous les pays, notamment avancés, mais aussi du reste du monde, ces organisations-là, il faut s'efforcer de les préserver et leur existence est incompatible avec l'idéologie mondialiste et ce qu'ils appellent la construction européenne. Et je pense que, dans les semaines et les mois à venir, ce genre de clivage sera important. Je lisais, dans une petite revue que je ne connais pas, que Marchais aurait dit qu'il avait commis une erreur en votant le Programme commun et qu'il était viscéralement contre Maastricht. Je ne connais pas personnellement Marchais, je n'ai pas de sympathie particulière pour lui, mais au moins, sur ce plan-là, nous nous retrouvons. Et je pense que, dans les semaines et les mois qui viennent, il y aura par la force des choses — pas par sympathie ou antipathie, par la force des choses — des regroupements sur la base d'une résistance, l'organisation d'une résistance à toutes les tentatives liberticides qui tentent notamment à remettre en cause le droit pour les travailleurs, et plus largement les citoyens, de s'organiser pour la défense de leurs intérêts ou de leurs idées.

• Jean-Jacques Karman : Un camarade a posé la question suivante : "Marx pensait que la révolution éclaterait dans les pays industrialisés — Angleterre, France, Allemagne — et elle a éclaté en réalité dans le maillon le plus faible. Est-ce que cela contredit le marxisme, était-ce inévitable ?" Je crois qu'il y a les conditions conjoncturelles et les condi-

tions structurelles, c'est-à-dire que la révolution n'est pas automatique du fait que le capitalisme arrive au bout de sa crise, il y a nécessité de l'intervention des hommes pour que le régime se transforme. Le capitalisme ne tombera pas de lui-même, il y aura forcément intervention. Donc, Marx avait analysé la philosophie allemande, l'économie anglaise et le mouvement ouvrier français, pour servir de base à la constitution du marxisme ; du fait du développement du capitalisme, les conditions matérielles étaient créées, mais encore une fois, sans intervention consciente des hommes et en particulier à travers une avant-garde révolutionnaire, il n'y a pas de fatalité dans ce processus. Et c'est tout le génie de Lénine qui fait qu'il considère que la Russie, qui, apparemment, économiquement, ne dispose pas des conditions requises, mais se trouve dans les conditions créées par la guerre, constitue le maillon faible et qu'on peut y aller. C'est là qu'on peut considérer que l'intervention d'un homme comme Lénine a été déterminante.

Deuxième question que je voulais aborder : c'est un peu en réaction par rapport à ce qu'a dit le camarade Hébert, je trouve qu'il fait un peu la part belle à Léon Blum. Il dit qu'il ne s'est pas opposé aux vingt et une conditions et qu'il s'est prononcé pour la dictature du prolétariat au Congrès de Tours, en 1920. Alors, il faut se remettre dans le climat de l'époque : il y avait peu de gens, dans le parti socialiste SFIO, qui s'opposaient à la révolution d'Octobre, et le problème qui a été posé pour la direction de l'Internationale communiste, c'était de créer des conditions pour qu'il y ait un parti communiste véritablement communiste et donc faire que la scission se fasse entre les centristes et la partie qu'elle considérait comme la plus révolutionnaire.

Longuet, le petit-fils de Karl Marx, avait une place assez importante dans le Parti socialiste pendant la guerre ; il était centriste, se prononçant pour la paix, mais n'appelant pas à la lutte contre la guerre ; il avait eu une certaine liberté pour propager ses idées, et donc il était très populaire. C'est par la présence de Clara Zetkin au Congrès de Tours que la coupure s'est faite, en refusant la position de Longuet.

Et celui-ci a dû pratiquement accepter les vingt et une conditions et se déclarer pour la dictature du prolétariat. La motion qui l'a emporté de loin avec plus de 3 000 voix, celle de Frossard et de Cachin, était positive, mais les deux hommes étaient eux aussi discutables : Frossard, on l'a vite vu, puisque, deux ans après, il a quitté le parti ; Cachin avait eu pendant la guerre un rôle plus que discutable, puisqu'il était rentré au gouvernement dans un secrétariat d'Etat et, sur plusieurs points touchant à la question de la révolution prolétarienne, on peut discuter sur Cachin.

Mais Léon Blum, qui ne représentait même pas 500 voix, a été complètement balayé. Je crois que, d'abord, il a quitté le congrès et a facilité toutes les scissions ; c'est lui qui a créé les conditions de la reconstitution du Parti socialiste et qui a favorisé d'autres scissions, par exemple syndicales, au Congrès de Marseille. Alors moi, je serai plus sévère pour Léon Blum. Sur la question de la dictature du prolétariat, il était sur les positions défendues par Kautsky au plan international. C'est-à-dire qu'à l'époque, du fait de la révolution russe, peu de membres du Parti socialiste s'opposaient à la question théorique de la dictature du prolétariat, mais ils la déformaient.

Il faut bien voir que l'impulsion était très forte pour l'adhésion à l'Internationale communiste — à la base, c'était incroyable ; dans ma ville, j'ai étudié les choses : à Aubervilliers, l'adhésion est unanime, sauf un qui n'est pas là, qui s'est absenté, qui n'est pas venu ; et celui qui n'est pas venu s'appelle Pierre Laval. Il était membre du Parti socialiste de l'époque ; il disparaît et

on ne le voit réapparaître que trois ans plus tard, quand il y a eu cette fameuse rupture par le départ d'un certain nombre de maires de la région parisienne, qui ont quitté le Parti communiste. Donc, il faut bien voir la pression énorme devant la trahison des chefs socialistes en 1914, devant la réalité de la guerre, cet espoir né par la victoire de la révolution d'Octobre, et tous les dirigeants sociaux-démocrates de l'époque essaient de se replacer d'une manière un peu opportuniste par rapport à cette question.

Sur la question à laquelle le camarade Daniel Gluckstein a répondu, je reviens simplement sur un aspect par rapport à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. J'ai été surpris en lisant les textes : par exemple, Lénine ne parle jamais de Rosa Luxemburg du temps de son vivant, elle devient réellement quelqu'un d'important après sa mort et les écrits que j'ai lus, à moins que les Editions de Moscou aient révisé aussi cela, sont exclusivement des écrits datant d'après la mort de Rosa Luxemburg.

Sur la question de la paix de Brest-Litovsk, dans un texte datant du début 1918, Rosa Luxemburg aborde cette perspective de la paix d'une manière très critique, et Lénine, quand il fera son article dans la *Pravda* pour rendre hommage à Rosa Luxemburg, notera entre autres l'erreur qu'elle a commise sur cette question-là et sur d'autres points où elle s'était trompée. Mais il conclut en disant : il reste que c'est une des plus grandes marxistes et il considérait que le prolétariat international avait beaucoup à apprendre de ses enseignements.



Une manifestation en Russie en octobre 1917.

La signification des procès staliniens

**Contribution de Vadim Rogovine,
professeur à l'Institut de sociologie de Moscou**

• **Jean-Jacques Marie** : Camarades, je vais vous présenter brièvement Vadim Rogovine. Vadim Rogovine est communiste depuis très longtemps, il est professeur à l'Institut de sociologie de Moscou et, depuis 1991, il consacre l'essentiel de ses efforts à éclairer la lutte de l'opposition, en particulier de l'Opposition de gauche, contre l'instauration et le développement du stalinisme en Union soviétique.

Il a, à ce jour, publié en russe cinq ouvrages. Les titres de ces cinq livres sont les suivants : *Y avait-il une alternative ?*, c'est-à-dire au stalinisme, et Vadim Rogovine démontre que, effectivement, il y avait une alternative au stalinisme : la politique proposée par l'Opposition de gauche ; *Le Pouvoir et l'Opposition*, *La Néo-NEP de Staline*, *L'Année 1937* et *Le Parti des fusillés*.

Ces travaux sont uniques en Russie par deux caractères : premièrement, la richesse de l'information : Vadim Rogovine utilise toutes les sources accessibles (archives, etc.) ; deuxièmement, par rapport au flot infâme de calomnies, de propagande, qui rendrait roses de timidité toutes les officines anticomunistes ayant pu exister dans ce pays et ailleurs dans les années 1950-1960, ce sont les seuls ouvrages dans ce pays, aujourd'hui, qui se placent sur le terrain de la vérité historique et de la défense du bolchevisme.

Nous publierons en français le quatrième de ses ouvrages, qui s'intitule *L'Année 1937*, dont la traduction a déjà commencé, et nous lancerons une souscription pour l'acquisition de ce livre, dont je dois préciser à nouveau qu'il est unique, non seulement par rapport à ce qui se publie en Russie, mais par rapport à ce qui se publie en France, qui, tout en étant plus raffiné dans la présentation de tout ce qui peut tenter de disqualifier le bolchevisme, se situe tout de même dans la même ligne, celle de tous les défenseurs de la propriété privée.

• **Vadim Rogovine** : Au cours de ces dix dernières années, alors qu'en ex-URSS et dans les pays de l'ancien bloc soviétique, la restauration du capitalisme est en cours, toute la propagande antisoviétique

affirme qu'elle est persuadée que le communisme est mort et que la révolution d'Octobre est une expérience utopique, qui ne pouvait apporter que du mal. Pourquoi, dans ces conditions, aujour-

d'hui, à Paris, dans cette salle, se réunissent des centaines, et même plus, de personnes qui vont consacrer un week-end à réfléchir aux questions liées au 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre ? Il ne fait aucun doute que des réunions de ce genre (peut-être dans des salles moins importantes), ce mois-ci, le mois prochain, vont se dérouler dans presque tous les pays du monde.

Cela s'explique par le fait que la révolution d'Octobre est en fait, réellement, le plus grand événement du XX^e siècle, bien qu'en définitive elle ait finalement apporté aux travailleurs des autres pays plus qu'aux travailleurs de l'Union soviétique elle-même. La révolution d'Octobre a été une des causes principales de l'effondrement du fascisme, de l'effondrement du système colonial et des reculs auxquels ont dû consentir les milieux dirigeants des pays capitalistes. Le défi que représentait le régime socialiste a contraint les classes dirigeantes des autres pays capitalistes, devant la peur de voir la révolution éclater dans leur propre pays, à accorder à la classe ouvrière de nombreuses revendications qu'elles n'auraient pas accordées autrement.

De la même façon, la dégénérescence de l'Union soviétique est un coup, pas seulement pour les travailleurs russes, mais pour les travailleurs de tous les pays, et ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique est un coup porté à la classe ouvrière du monde entier.

Dans les pays capitalistes, en particulier dans les plus riches d'entre eux, les pays de "l'ordre capitaliste", en quelque sorte, se développe une offensive importante contre tous les acquis de la classe ouvrière. Dans cette lutte, le facteur idéologique joue un rôle important. Il m'est arrivé de rencontrer des trotskystes à la fin des années 1980, qui avaient l'illusion que la simple publication des livres de Trotsky en Union soviétique allait y susciter un développement du trotskysme. C'est vrai que, effectivement, des livres, des articles de Trotsky, dans les années 1990-1991, ont été publiés en Union soviétique, avec des tirages de 100 000 à 120 000 exemplaires. Cela peut paraître beaucoup, mais pour l'Union soviétique de l'époque, ce n'était pas des tirages extraordinaires.

Aujourd'hui, des ouvrages de Trotsky continuent à être publiés, mais avec des tirages bien inférieurs, ce qui reflète d'une façon générale la dégénérescence de la vie intellectuelle en Russie. Processus de dégénérescence qui a lieu également dans toutes les républiques qui ont surgi des ruines de l'Union soviétique. Néanmoins, le fait de pouvoir enfin prendre connaissance des ouvrages de Trotsky n'a pas suscité, ni en Union soviétique ni dans les pays du bloc soviétique, une montée du trotskysme.

L'influence des idées de Trotsky a été noyée sous le flot de l'anticommunisme et, de toute façon, dans toute l'histoire du trotskysme, il n'y a pas eu de période où les plus infâmes calomnies n'aient été répandues sur Trotsky et sur son mouvement. Aujourd'hui, cette vague de falsifications est dirigée non seulement contre Trotsky, mais aussi contre tout ce qui est lié au bolchevisme.

Ces dernières années, les falsificateurs ont comme "oublié" les crimes du stalinisme. Mais en revanche, le flot des calomnies contre les années héroïques du Parti bolchevique, contre les années de la révolution, ne cessent de se développer. Il faut prendre en compte le fait que, ces dernières années, les méthodes de manipulation des masses se sont modifiées. Dans le contexte du développement extrêmement rapide des grands moyens d'information, et donc, notamment, des moyens électroniques, l'influence des médias, des télévisions, qui sont aux mains d'un petit nombre de possédants, noient complètement l'influence même de dizaines de journaux d'opposition. En restant assis plusieurs heures par jour devant son écran de télévision, l'individu moyen crée ses stéréotypes. Il est difficile de surestimer l'influence néfaste qu'ont la radio et la télévision totalitaires aujourd'hui en Russie.

Aujourd'hui, dans les pays capitalistes avancés, pour lutter contre le trotskysme, il n'est plus indispensable d'utiliser les méthodes de la répression, il suffit d'utiliser la conspiration du silence. Il serait intéressant de savoir si, aujourd'hui dans cette salle, il y a des représentants de la radio, de la télévision, de journaux importants, s'il y aura une ligne dans les jour-

naux sur ce fait important qu'est le rassemblement d'autant de gens aujourd'hui, dans cette salle, sur ce sujet. C'est la même chose chez nous.

Dans les journaux qui appartiennent aux deux principales forces politiques de la Russie, ceux qu'on appelle les "démocrates" comme ceux qu'on appelle les "national-patriotes", parmi lesquels se trouvent des forces qui se donnent le nom de "communistes", dans tous ces journaux, depuis dix ans, il n'y a pas eu une mention favorable à Trotsky. En revanche, des calomnies, nouvelles et anciennes, pleuvent par centaines. Trotsky a écrit que le mensonge a toujours été l'arme de la réaction, et on n'a jamais autant menti qu'à notre époque.

Il faut en venir aux mystifications, aux tromperies, ce qui, bien entendu, est une manifestation de faiblesse, mais les forces dirigeantes de notre pays et d'autres pays ont besoin de cela. Ils comprennent que ceux qui contrôlent le passé contrôlent en partie le présent. C'est pourquoi la propagande officielle en Russie, à l'heure actuelle, martèle que tous les phénomènes auxquels se heurtent les travailleurs, la misère dans laquelle se retrouve l'écrasante majorité de la population, la perte des garanties sociales, la dégénérescence catastrophique de la culture et la dimension gigantesque de la corruption et d'une façon générale de la criminalité, tout cela n'est pas expliqué par le retour de notre pays vers une situation de dépendance ou d'oppression semi-coloniale, mais serait le résultat de soixante-dix années de bolchevisme, comme l'expriment Eltsine et ses alliés anticomunistes.

Ils affirment qu'après soixante-dix ans de totalitarisme, s'épanouissent enfin la démocratie et la liberté. De quelle démocratie et de quelle liberté peut-on parler après les événements d'octobre 1993, après le bombardement au canon du Parlement (de la Maison blanche) ? Cela portait atteinte à toutes les normes internationales, à tous les principes élémentaires de morale et, le plus étonnant, c'est que les milieux dirigeants des pays capitalistes avancés, qui sont prétendument les défenseurs acharnés de la démocratie, ont soutenu sans condition cet acte monstrueux du régime de Boris Eltsine.

Parmi toutes les opérations de diversion idéologiques qui ont lieu à l'heure actuelle, une des idées centrales est celle de la continuité de tout ce qui s'est passé dans notre pays depuis la révolution. Si la révolution d'Octobre elle-même est présentée comme une anomalie historique, en revanche, tout ce qui s'est développé après est présenté comme la conséquence inévitable, fatale, logique, du marxisme et du bolchevisme. De nombreux épigones, comme l'historien Volkogonov, font des recherches sur les origines du stalinisme et les découvrent dans l'enseignement de Marx et dans l'activité de Lénine. Même chez les gens de gauche et certains trotskystes, il y a une tendance à chercher les racines du stalinisme dans la période glorieuse de la révolution d'Octobre.

Hier, on a pu entendre à cette tribune rechercher les origines du régime totalitaire à Brest-Litovsk et à Rapallo. Les discussions les plus passionnées se mènent sur l'année 1921. Bien qu'on en ait déjà beaucoup parlé, je voudrais ajouter quelques mots en m'appuyant sur divers documents, dont ceux de Trotsky concernant Cronstadt, mais également sur des documents qui ont été récemment publiés dans la revue *Questions d'histoire*.

Premièrement, dans les événements de Cronstadt, ont participé, disons, peut-être 10 000 personnes, c'est-à-dire, par rapport à l'ensemble de la population de Russie, un chiffre tout à fait minime. Les mutins ont commencé par arrêter 500 communistes, qui ne partageaient pas leur point de vue. Trotsky rappelle un certain nombre d'éléments, mais je n'en retiendrai que deux. Le premier, pour dissiper la légende maintes fois répétée, notamment dans les livres de Conquest, selon laquelle Trotsky aurait été le principal acteur de l'écrasement de Cronstadt. Trotsky a accordé une grande attention à ces événements.

J'ai retrouvé des lettres qu'il a écrites à l'époque à des camarades de Paris, expliquant qu'il était à Petrograd le 5 mars, c'est-à-dire quelques jours avant la première attaque infructueuse sur Cronstadt, donc avant l'écrasement de Cronstadt.

Trotsky écrit : je ne refuse pas de porter la responsabilité de l'intervention contre

Cronstadt, parce que, en tant que membre du bureau politique, je l'ai approuvée et j'en porte l'entièvre responsabilité. Mais je me suis tenu à l'écart d'une participation directe dans l'écrasement de la révolte et les camarades du bureau politique l'ont compris. Les raisons de cette mise à l'écart étaient compréhensibles. Quelques mois auparavant, Trotsky était intervenu à Petrograd et à Cronstadt pour présenter la plate-forme politique qu'il défendait à l'occasion de la préparation du congrès du Parti bolchevique, notamment en ce qui concerne la question syndicale. Mais la majorité des communistes de Cronstadt avait voté non pas pour sa plate-forme, mais pour celle de Zinoviev, et donc Trotsky ne voulait pas que sa participation directe à l'écrasement de Cronstadt apparaisse comme une espèce de vengeance contre des gens qui n'avaient pas voté pour sa plate-forme.

En ce qui concerne l'importance accordée à Cronstadt, Trotsky pose la question : pourquoi, à la fin des années 1930, a-t-on accordé une telle place à Cronstadt ? Il dit : dans les années de guerre civile, nous avons eu d'autres affrontements avec des ouvriers, des paysans, et la seule différence entre ces affrontements et ceux de Cronstadt était la place qui leur a finalement été accordée, le fait que Cronstadt était un symbole, était entouré d'une auréole révolutionnaire. Les marins de Cronstadt avaient été au premier rang de ceux qui ont réalisé la révolution d'Octobre. En 1921, ce n'était plus du tout les mêmes gens qu'en 1917.

On aurait pu croire que Cronstadt était inépuisable du point de vue des réserves révolutionnaires qu'elle pouvait fournir. Mais en 1921, ceux qui restaient, précisément, n'avaient pas pris part aux combats. Et le mot d'ordre mis en avant : *"Tout le pouvoir aux soviets, sans communistes"* reflétait le désir d'en finir finalement avec le nouveau régime en Russie. Les insurgés ont adressé des appels à des forces qui étaient hors d'Union soviétique, rejetées par l'Armée rouge.

Ils ont reçu des vivres de Finlande, des réserves de la Croix-Rouge américaine. Et les forces de l'immigration blanche se préparaient à venir en aide aux mutins de Cronstadt. Cronstadt est une puissante

forteresse maritime et si la mutinerie n'était pas écrasée avant le printemps, cela pouvait prolonger la guerre civile et amener des milliers de nouvelles victimes.

D'une façon générale, sur la révolution et la guerre civile, Trotsky a dit, reprenant les paroles d'Anatole France :

"Je reconnaiss que la guerre civile n'est pas une école d'humanité, mais de toutes les espèces de guerres, qui sont bien entendu un mal, la guerre civile a au moins un trait positif : c'est la seule guerre où les gens choisissent dans quel camp ils se retrouvent."

Néanmoins, la révolution d'Octobre a subi une grave dégénérescence et, en Union soviétique, s'est manifestée la monstruosité du stalinisme. Dans mon livre, j'essaie de démontrer que cette dégénérescence a commencé en 1923, quand s'est produite la division du parti, d'une part, entre les staliens et, d'autre part, l'Opposition de gauche.

Opposition de gauche qui, sous la direction de Trotsky, a proposé des alternatives sur toutes les questions qui concernaient le développement mondial de la révolution. Je rappellerai seulement quelques points essentiels sur lesquels l'Opposition de gauche a ouvert une alternative à la politique du stalinisme. C'est la crise révolutionnaire en Allemagne, en 1923, c'est la révolution chinoise de 1925, c'est la nouvelle crise révolutionnaire en Allemagne en 1930-1931, ce sont les événements de 1936 en France et, enfin, la révolution et la guerre civile en Espagne, en 1936-1939.

En intervenant à l'étranger devant des groupes de trotskystes qui essaient de comprendre notre histoire, j'entends dire : nous pensions que l'Opposition de gauche n'existe que jusqu'en 1927.

En fait, l'étude des archives, des documents qui ont été ouverts et sont devenus accessibles au cours des dernières années montre que l'activité de l'Opposition de gauche a été beaucoup plus importante qu'on ne le supposait, que cette opposition a continué à avoir une activité dans la clandestinité et à attirer à elle des gens qui s'y étaient opposés. Par exemple, en 1932,

se forme un bloc qui, par le truchement de Léon Sedov, qui vivait à Paris, prend langue avec Trotsky et envisage de collaborer avec lui.

Il n'y avait bien entendu pas de lien direct, mais néanmoins, à l'intérieur du pays, entre les différents groupes d'opposition, les liens se développaient. Lorsqu'après une longue campagne pour aider Victor Serge à sortir du pays, celui-ci arrive en Belgique en 1936, il écrit à Trotsky. Dans une de ses premières lettres, il explique qu'en 1932-1934, il lui est arrivé de rencontrer de nouveaux partisans de Boukharine, qui, dans les années 1920, avaient participé à la lutte contre Trotsky, mais dont l'attitude vis-à-vis de Trotsky et de son groupe s'était modifiée de façon tout à fait positive.

Les groupements antistaliniens se développent à l'époque en Union soviétique d'une façon importante. C'est ce développement de l'influence des idées antistaliennes qui peuvent expliquer la grande terreur de 1936.

Jusqu'à présent, dans de nombreux travaux, on affirme le schéma suivant :

— le peuple soviétique a un passé d'esclave, reste passif, et règne le parti de Staline, monolithique et sans failles ;

— Staline, tout-puissant, sous l'influence d'une espèce de paranoïa ou pour empêcher toute protestation, réalise une terreur de masse comme il n'y en a jamais eue dans l'histoire.

En réalité, la terreur de 1936 était la seule réponse possible pour Staline au mouvement de protestation sociale qui se développait et à l'opposition grandissante à l'intérieur même du parti.

Pour présenter comme coupable tout le Parti bolchevique, les anticommunistes d'aujourd'hui avancent des chiffres absolument fantastiques sur l'ampleur de la répression dans les années 1930.

Conquest avance le chiffre de 50 à 60 millions de réprimés, fusillés ou déportés et certains même, qui ajoutent les victimes de la guerre, avancent le chiffre de 105 millions de victimes, c'est-à-dire une per-

sonne sur deux. Alors, à ce moment-là, on ne comprend pas comment a pu se réaliser le développement industriel et comment la population de l'URSS a pratiquement doublé des années 1930 aux années 1990. Dans mon dernier livre, j'apporte les différentes comptabilisations des victimes de la répression, les données des différents enregistrements de population, les différents comptes tenus dans les camps, la liste des réabilités, et on arrive finalement toujours aux alentours du chiffre que je vais donner : pour la répression politique, dans toutes les années de la période soviétique, notamment pour la répression stalinienne, le chiffre se monte à 4 millions de victimes, dont 700 000 à 800 000 fusillés. C'est un chiffre énorme, mais ce n'est pas celui qu'on est habitué à entendre aujourd'hui quand il est question de la répression stalinienne. À travers les goulags sont passées environ 10 millions de personnes, et les détenus politiques constituaient environ 25 % de ce chiffre. De plus, après la guerre, il faut y inclure les partisans de Vlassov, les collaborateurs avec le fascisme, les membres des groupes de pillards, etc.

Maintenant, il faut également examiner sur quels secteurs s'est porté l'essentiel de la répression organisée par Staline. L'analyse montre que c'était avant tout sur les communistes. Au plenum de février-mars de l'année 1937, qui a ouvert la voie à la Grande Terreur, on a de nombreuses fois répété un chiffre qui inquiétait Staline : à cette époque, 1,5 million d'exclus du parti parmi ceux qui en étaient membres depuis 1922-1926, essentiellement ceux faisant partie de l'opposition à Staline. Ce sont eux qui ont été l'objet de la répression : sur 2 millions de membres du parti à la fin des années 1920, 1 million ont été victimes de la répression.

Les anticommunistes expliquent généralement que la répression a frappé en premier lieu, si l'on se place sur un plan social, la paysannerie et les intellectuels. Mais j'apporte des données nouvelles sur le renouvellement du parti et sa composition sociale, tels qu'ils apparaissent d'après les chiffres officiels :

— jusqu'en 1939, les ouvriers étaient favorisés pour l'adhésion au parti, c'était

ceux qui entraient au parti le plus facilement ; cela a été modifié au congrès du parti en 1939 ;

— de 1934 à 1939, il y a eu les modifications suivantes : la classe ouvrière dans son ensemble a augmenté de 25 % et le nombre de communistes ouvriers dans cette même période a été divisé par deux : on peut donc en déduire que les victimes principales de la politique des purges ont bien et bel été des ouvriers.

Une des conséquences à plus long terme de la grande terreur, qui a encore ses retombées aujourd'hui, a été la disparition de la mentalité, des traditions bolcheviques, de tout ce qui était lié à l'héritage bolchevique. La nouvelle génération qui lui a succédé, qui a remplacé les bolcheviks, celle des nouveaux élus de Staline, s'est maintenue au pouvoir pendant cinquante ans et a éduqué les générations suivantes, dont sont sortis les Gorbatchev, Eltsine, Chevardnadzé. Ils n'avaient plus aucun des idéaux bolcheviques, ils ne partageaient plus rien des idéaux et des traditions bolcheviques.

C'est ce qui explique qu'aujourd'hui, à la tête des républiques qui se sont formées sur les ruines de l'ancienne Union soviétique se trouvent d'anciens membres du bureau politique du PCUS, qui mènent une politique nationaliste, antisociale, réactionnaire. Le Parti communiste de la Fédération russe est aujourd'hui le seul parti de masse. Les autres, qui ont le nom de parti, sont d'étoiles cliques, et ce parti communiste évolue constamment vers la droite, du côté du chauvinisme, du stalinisme, de l'antisémitisme.

Des phénomènes semblables se sont également passés à l'étranger : ont été exterminés hors de l'Union soviétique non seulement les trotskystes, mais aussi tout ceux qui maintenaient la tradition révolutionnaire. Et dans ce processus, la calomnie et les provocations ont joué un rôle considérable. Le remarquable écrivain George Orwell écrivait que dire de quelqu'un qu'il est trotskyste, c'est dire que c'est un assassin, un espion, un agent. Quiconque intervient d'une façon critique vis-à-vis du stalinisme est qualifié de trotskyste et, en raison de l'activité provo- catrice du Guépéou, on a réussi à arracher

à l'influence de Trotsky tout une série de ses partisans de valeur. Parmi eux, le député au Parlement hollandais Sneevel, le remarquable écrivain Victor Serge.

Mais malgré tout cela, après la Grande Terreur, Staline et les dirigeants des pays capitalistes craignaient Trotsky et le trotskysme. J'en donnerai deux exemples.

Après la conclusion du pacte germano-soviétique, Hitler bavardait avec l'ambassadeur français en Allemagne, Coulondre, et celui-ci lui a dit :

"Vous allez vers la guerre, mais qui peut gagner cette guerre, sinon Trotsky ?"

Et Hitler a répondu :

"Oui, je sais cela."

Et pendant ce temps, Staline, qui organisait toutes sortes d'actes terroristes pour en finir avec Trotsky, a dit en 1939 à Soudoplatov, auquel était confié la direction de cette opération :

"Dans la guerre qui vient, le danger essentiel pour nous, ce sont les trotskystes, qui peuvent jouer un rôle, la IV^e Internationale, qui peut jouer un rôle, derrière laquelle les masses peuvent se ranger durant cette guerre. Il faut en finir avec la IV^e Internationale et, pour cela, il faut la priver de sa tête."

Donc, ces événements tragiques des années 1930, de la Grande Terreur, nous permettent d'expliquer, de comprendre de nouveaux événements et la situation qui existe aujourd'hui. Ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique a été prévu par Trotsky. Les événements se sont produits cinquante ans plus tard, mais c'est avec une précision étonnante qu'ils recoupent le pronostic de Trotsky, qui, comme tout pronostic scientifique, comportait de multiples variantes.

Pour l'instant, malheureusement, c'est la variante contre-révolutionnaire qui s'est réalisée, à savoir le retour du capitalisme en Russie. C'est une défaite grave pour le socialisme dans le monde, mais cela ne

signifie pas du tout que le communisme est fini. Ce qui est mort, ce sont les régimes poststaliniens, qui n'avaient de toute façon plus grand-chose de commun avec le socialisme.

Mais tant que se maintient l'effrayante division entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien, ainsi qu'entre les pays développés et les pays pauvres, et à l'inté-

rieur même des pays capitalistes développés, les sentiments anticapitalistes ne peuvent que se développer et les forces politiques qui veulent se mettre au premier rang de ce mouvement devront analyser de la façon la plus détaillée, la plus minutieuse qui soit les aspects tant héroïques que tragiques de l'histoire du Parti bolchevique et de la révolution.

Discussion

Jean-Jacques Marie : Un camarade a posé la question suivante : *“Je voudrais qu'on me donne les éléments politiques qui lient 1905 à 1917 : activités dans la classe ouvrière, évolution des composantes politiques, activités des dirigeants.”*

Il est difficile de répondre en quelques minutes à toutes ces questions. Je voudrais simplement dire deux choses. Premièrement, un historien russe libéral, qui n'a pas grand rapport avec le mouvement ouvrier, a, dans une interview à un journal russe, déclaré, il y a quatre ou cinq mois :

“La révolution de 1905 est toujours vivante dans notre pays.”

Ce qui s'est passé en 1905, c'est le premier mouvement révolutionnaire profond de la classe ouvrière et de la paysannerie pour rejeter, pour mettre à bas l'héritage féodal et le régime monarchique. Et ce mouvement s'est reproduit à un échelon plus élevé en 1917, mais déjà ses principales composantes se trouvent en 1905. C'est la raison pour laquelle plusieurs dirigeants bolcheviks et Trotsky ont considéré la révolution de 1905 comme étant la répétition générale. Elle a déjà dressé massivement la classe ouvrière et la majorité de la paysannerie. Pourquoi a-t-elle échoué ? C'est difficile de parler en quelques minutes de l'évolution des composantes politiques. C'est de cette révolution que Trotsky a tiré sa théorie de la révolution permanente, qui, aujourd'hui en Russie, comme elle l'était déjà sous Staline, est présentée de façon caricaturale, et qui signifie fondamentalement que la révolution se répétera et triomphera en Russie mais qu'elle ne pourra l'emporter de façon définitive que dans la mesure où le prolétariat européen, au moins dans plusieurs de ses pays les plus développés,

prendra le relais et abattra le capitalisme et la bourgeoisie.

Deuxièmement, pour quelle raison, en 1905, ne s'est pas produite la victoire qui s'est produite en 1917 ? Parce qu'en 1905, le régime monarchique a pu encore s'appuyer en partie sur une armée, bien qu'elle fût démoralisée par la guerre contre le Japon. Nicolas II, qui a toujours brillé par sa finesse aristocratique, de la même façon qu'il disait : *“La France, c'est la caisse”*, considérait que les Japonais étaient des “macaques”.

Lorsque la guerre avec le Japon a commencé, il a dit : *“Nous balaierez sans problème ces macaques.”* Le seul problème, c'est que ce sont les macaques qui ont balayé l'état-major russe et qui ont infligé à l'armée tsariste défaite sur défaite. Cependant, le régime a réussi encore à s'appuyer sur cette armée et à écraser la révolution, mais en fait en ne réussissant seulement qu'à la différer.

Contrairement à ce qu'on dit souvent, la guerre n'a pas engendré la révolution *ex nihilo*. Elle l'a d'abord différée, car, en 1914, avant que la guerre n'éclate, un très profond mouvement social dresse la classe ouvrière de Russie, en particulier de la capitale, contre le régime tsariste. Puis la guerre l'interrompt, et ensuite la guerre décuplera ou multipliera tous les problèmes qui se posaient à cette société.

Juste une remarque supplémentaire en passant, par rapport à Cronstadt. Il n'y a pas de métaphysique dans la lutte des classes. Vadim Rogovine est longuement revenu sur Cronstadt en 1921. Le soviet de Saint-Pétersbourg, en novembre 1905, avait lancé une action de masse pour défendre les marins de Cronstadt, dont plusieurs étaient condamnés à mort pour s'être dressés contre l'effroyable discipline que faisait régner le corps des officiers. C'est une tradition dans tout l'empire,

étant donné la façon dont on recrutait ces marins : on les enlevait, on les mettait de force sur les bateaux, on faisait régner une discipline effroyable ; donc les marins se sont dressés, se sont insurgés et ont balancé quelques officiers à la mer, après leur avoir percé le ventre ! Le soviet a donc pris la défense des marins de Cronstadt et c'est la raison d'ailleurs pour laquelle son premier président a été arrêté. Mais six mois plus tard, la révolution a reculé après l'écrasement de la grève générale de Moscou et du soviet de Moscou en décembre 1905.

Les paysans de Lettonie se sont soulevés en avril 1906 contre les "barons gris", c'est-à-dire les propriétaires terriens d'origine germanique dans ce territoire. Les marins de Cronstadt d'avril 1906 étaient physiquement les mêmes que ceux de novembre 1905. Mais comme la révolution refluait et était écrasée, ce sont ces mêmes marins de Cronstadt qu'on a envoyé écraser les paysans lettons et qui ont obéi aux ordres. Ce n'est pas une question métaphysique, il n'y a pas de mérite éternel, c'est une question de lutte de classes.

• **Pierre Lambert** : Camarades, voici un certain nombre de questions :

« La scission entre bolcheviks et mencheviks s'est faite sur la question de "quel parti construisons-nous ?" Aujourd'hui, des militants ayant des conceptions différentes sur cette question se retrouvent dans le Parti des travailleurs en France ou dans l'Entente internationale. La scission des bolcheviks et des mencheviks était-elle inévitable ? Pour quelle raison ? »

Cette question est une question historique et pratique d'une très grande importance. En 1902, quand Lénine a rédigé *Que faire ?*, certainement un des ouvrages les plus difficiles qu'on puisse lire, ce livre était celui d'un homme qui, de son expérience, de l'expérience du mouvement ouvrier, de l'expérience qu'il avait du marxisme et de la signification du marxisme, dégageait pour la première fois l'expression pratique achevée du marxisme, le bolchevisme. Il n'en avait pas conscience. En 1903, au moment de la scission, Lénine avait-il une claire

conception de l'enjeu ? Certainement pas. Lui-même émigré, il ne comprit pas du tout en 1903 pourquoi la scission eut lieu. Je ne veux pas m'étendre sur des données historiques, je rappelle que la scission s'est opérée sur un article des statuts, qui disait en substance :

"Est membre du parti celui qui milite dans le parti."

Martov et les mencheviks disant :

"Est membre du parti celui qui soutient, même à l'extérieur, le parti."

Il y avait là une divergence dont ni Lénine ni Martov ne comprenaient la portée. La preuve, c'est qu'il y a eu dans les années qui ont suivi des réunifications. Et pourtant, cette divergence s'est avérée capitale, car sans organisation la classe ouvrière ne peut vaincre. La classe n'est classe qu'organisée dans ses syndicats indépendants, ses partis ouvriers indépendants, organisée par les conquêtes sociales arrachées par sa lutte de classe...

Dans les discussions d'hier, se sont posées des questions sur les masses, sur leur mouvement. C'est toujours quelque chose de très complexe. En 1905, la première grande révolution russe a débuté par une manifestation à Petrograd, derrière un pope qui était plus ou moins provocateur, Gapone. Ce pope a entraîné une centaine de milliers d'ouvriers, de familles russes de Petrograd derrière les icônes pour aller voir le tsar, pour lui demander le pain. Le tsar a répondu à ces demandes en ordonnant le massacre des manifestants. Et ces mêmes masses, ce même prolétariat qui allaient déposer humblement leurs revendications, quelques semaines après, ont constitué les soviets, les conseils, renouant le lien avec la Commune de Paris.

Pour ma part, qui suis un vieux militant, j'ai vu la classe ouvrière complètement désintégrrée en 1940, j'ai vu cette même classe ouvrière se reprendre et je l'ai vue en 1944, dans toutes les usines, en France, à Paris, en région parisienne, s'organiser sur la base des commissions ouvrières à la

production, qui étaient plus ou moins des embryons de conseils. La lutte de classe n'a rien d'idyllique. C'est avec les matériaux du vieux monde que les masses doivent reconstruire un nouveau monde. Les prolétaires n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes. Et c'est par le combat organisé contre l'exploitation que les prolétaires peuvent arracher et conquérir droits, garanties, conquêtes sociales, qui peuvent les hisser au niveau de la solution qui est celle de l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Mais ils ne peuvent perdre leurs chaînes que s'ils ont un parti, c'est cela l'apport du bolchevisme. Et cette question n'a pas trouvé, nous le constatons, de solution définitive.

A Zimmerwald, en 1915, Lénine s'est retrouvé avec des députés sociaux-démocrates allemands, des anarchosyndicalistes et Trotsky, que pourtant il combattait durement dans les années d'avant-guerre, par le mouvement même de la classe ouvrière, le mouvement même de la construction du parti. Mais Trotsky et bien d'autres ont été conduits à reconnaître que chez Lénine, ce qu'on appelait l'intransigeance n'était pas autre chose que celle qui découle de la nécessité de l'organisation pour aider les masses dans leur lutte de classe révolutionnaire. Et pour réaliser cet objectif, pour délimiter les intérêts du prolétariat, en toute circonstance, il faut un parti.

Mais les formes que peut prendre la lutte organisée pour la construction d'un parti peuvent être diverses. Par exemple, à la conférence de fondation de la IV^e Internationale, en 1938, sous l'impulsion de Trotsky, le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste, fondé par Andrés Nin) et le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan, fondé par Marceau Pivert) ont été invités. Ils ne sont pas venus. Le POUM et le PSOP n'étaient pas sur les positions de la IV^e Internationale, mais, pour Trotsky, il était important de bien marquer que le bolchevisme dont il se réclamait n'était pas par principe opposé au regroupement des tendances ouvrières indépendantes organisées. De même, en 1939, quand a débuté la discussion dans le parti américain sur l'URSS, la nature de l'URSS, etc., Trotsky disait à ceux qui avaient sa position dans la IV^e Internationale qu'il fallait tout faire

pour éviter la scission, il acceptait même d'être minoritaire à condition qu'il y ait, bien entendu, un parti délimité, un parti ouvrier indépendant de l'impérialisme et du stalinisme.

Ces questions ont une énorme importance, elles sont bien réelles. Je le disais hier, et je le répète, il est évident que, dans l'effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, nous avons toute cette tradition, qui nécessairement prendra des formes particulières. La Première Internationale groupait diverses tendances, toutes les tendances : le marxisme — qui était déjà, bien que ce ne soit pas formulé, une fraction, un parti fondé sur le centralisme démocratique — et d'autres tendances, les prudhoniens, les syndicalistes, les anarchistes, et même des représentants de la démocratie révolutionnaire.

Il faut comprendre que ces problèmes ne peuvent que resurgir aujourd'hui, sous d'autres formes historiques. Cela pour la raison essentielle que, tant que la révolution n'aura pas construit une nouvelle société, les mutations économiques, après l'abolition du système de la propriété privée des moyens de production, prendront nécessairement des formes politiques.

C'est à partir tout à la fois de la réflexion sur le mouvement historique de la classe ouvrière, de la situation concrète de la lutte des classes et de notre propre expérience que nous avons pris acte, dans les années qui ont suivi la guerre, des conditions de la crise du mouvement ouvrier. Nous en avons déduit pas à pas ce que nous avons qualifié comme la stratégie de la "Ligue ouvrière révolutionnaire". Qu'est-ce que cela voulait dire ? Cela voulait dire que, dans la situation dans laquelle étaient la IV^e Internationale et sa section française — et pas seulement elle —, il fallait ouvrir la discussion sur la question de la construction des sections en échappant et au dogmatisme stérile et à l'opportunisme sans principe. En 1947, au moment d'une grande scission dans le parti français, nous avons formulé dans un amendement :

"Il est certain que le parti ouvrier révolutionnaire ne pourra se construire que sur la base du programme de la IV^e Internationale, mais rien ne dit que le PCI en sera la forme organisationnelle."

Pas à pas, en relation avec les événements, nous avons dès lors sur cette base élaboré, avec d'autres courants indépendants, les conditions qui ont conduit au Parti des travailleurs en France et à l'Entente internationale des travailleurs. Nous avons déclaré : avec des courants indépendants, nous sommes prêts, comme courant de la IV^e Internationale, à construire un parti ouvrier indépendant, parce que l'essentiel, c'est l'indépendance de classe du parti.

Revenons, y compris, sur l'intransigeance de Lénine. Celle-ci était combinée avec la stratégie du front unique. Le front unique, c'est la lutte pour l'unité de la classe contre la bourgeoisie, contre la société bourgeoise, contre l'impérialisme. C'est l'action menée, en s'appuyant sur les masses en lutte, pour faire rompre la coalition des partis sociaux-démocrates, des appareils avec la bourgeoisie. On l'a expliqué dans une *Lettre de La Vérité* : après la tentative contre-révolutionnaire de Kornilov, en 1917, lorsque cette possibilité d'aller à la rupture a été ouverte, lorsque le gouvernement Kerenski avait armé les ouvriers contre Kornilov, Lénine a dit : s'il y a une chance d'un développement pacifique de la révolution, il faut la saisir. Il a proposé l'envoi d'une délégation auprès des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires pour leur dire : "Prenez le pouvoir, rompez avec la bourgeoisie, constituez un gouvernement sur la base des soviets, et nous sommes prêts à être minoritaires dans les soviets."

Cela, c'était la position classique du bolchevisme, la rupture avec la bourgeoisie, avec l'impérialisme. Aujourd'hui, dans d'autres conditions historiques, sous d'autres formes, parce que rien n'est jamais identique dans l'histoire et dans la lutte de classes, nous estimons correcte cette politique.

C'est cette politique que nous exprimons en nous associant à la préparation de conférences continentales, décidées dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs. Pour nous, la IV^e Internationale s'intègre dans la reconstruction du mouvement ouvrier mondial. C'est pourquoi nous avons participé à la Conférence mondiale ouverte, qui a débouché sur l'Entente internationale des travailleurs. Nous avons ainsi agi sur la

ligne de la rupture. Aujourd'hui, cela passe par la rupture avec le FMI, la Banque mondiale, avec l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam, et, sur cette base-là, pour la défense des acquis conquis par la classe ouvrière, nous sommes prêts à réaliser tous les accords possibles

Avec d'autres courants du mouvement ouvrier, nous participons au comité "pluraliste" (je n'aime pas trop ce terme depuis qu'il est dévoyé en "pluriel" par l'actuelle majorité gouvernementale) pour l'abrogation du traité de Maastricht, sans poser d'autres conditions que l'exigence de l'abrogation de Maastricht, de la non-ratification du traité d'Amsterdam. Nous déclarons ouvertement que nous sommes la section française de la IV^e Internationale, le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs. Avec le Courant anarchosyndicaliste, le Courant socialiste et le Courant communiste, nous combattions avec tous les adhérents du Parti des travailleurs, affiliés ou non à un courant, pour un parti ouvrier indépendant. Chacun des courants constitutifs, dans le respect des principes de la démocratie ouvrière et de la libre discussion, conserve sa propre physionomie politique et son programme.

Le Parti des travailleurs et tous ses courants combattent pour assurer le succès de la convention nationale des délégués pour l'abrogation du traité de Maastricht-Amsterdam, avec d'autres courants du mouvement ouvrier qui estiment devoir œuvrer au redressement des partis existants (PCF ou PS). C'est leur droit, comme c'est le nôtre de ne pas partager ce point de vue. Cela est évidemment valable pour les 41 initiateurs qui composent le Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht. Nous respecterons nos accords, tout en demeurant nous-mêmes, c'est-à-dire en présentant nos propres positions.

C'est la même méthode qui guide l'action des organisations constituant l'Entente internationale des travailleurs. On voit l'importance que représente aujourd'hui la stratégie et la tactique mises en place par Marx, que Lénine a développées jusqu'au bout dans la révolution russe.

Il va y avoir une conférence continentale ouvrière des Amériques, les 15 et 16

novembre prochains, contre le traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (ALENA), contre les privatisations. Dans cette conférence, il va y avoir des tendances, des partis divers, des groupements divers, des dirigeants syndicaux. Nous nous rassemblons tous à San Francisco, sur la base de l'indépendance — et donc de la rupture avec l'ALENA, comme avec tous les instruments de la destruction de la société mis en place par l'impérialisme. Sur cette base-là, nous sommes prêts à agir ensemble.

Nous allons proposer de lier ce combat au tribunal pour juger les crimes qui frappent l'Afrique aujourd'hui. Sous la direction de l'impérialisme américain, en relation avec les contradictions des différents impérialismes, l'impérialisme envoie au massacre, à la mort, des millions d'Africains, qui sont considérés comme constituants "*l'Afrique inutile*" aux yeux des spéculateurs.

En Afrique, dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs, une conférence continentale se tiendra, pour préparer ce tribunal international, qui désignera et jugera les responsables de la situation faite à l'Afrique.

En Afrique, les Etats ne se sont pas constitués de la même manière que dans les pays capitalistes industrialisés, les classes sociales n'ont pu se constituer pleinement. Mais la classe ouvrière a commencé à émerger en Afrique, elle lie la lutte pour l'émancipation nationale au respect de Codes du travail qu'aujourd'hui le FMI et la Banque mondiale, l'Union européenne détruisent, cette politique visant à détruire la colonne vertébrale des nations.

Une délégation d'Afrique, comprenant des responsables syndicaux importants, va se rendre aux Etats-Unis. Là-bas, il y a 30 millions de Noirs. Il y a une bourgeoisie noire, mais il y a une large majorité d'ouvriers noirs. La perspective que Trotsky avait ouverte d'un Labor Party aux Etats-Unis ne peut se réaliser sans qu'une partie constituante en soit le parti ouvrier noir. Nous avons été témoins, avec la grève des camionneurs de l'UPS, de la vigueur de la lutte de classe du prolétariat américain pour la défense, la sur-

vie de tout un continent. Le prolétariat américain, qui subit tous les coups de la déréglementation, n'a pas dit son dernier mot. C'est là un aspect de l'internationalisme. Ces questions, la question du front unique, sont donc très actuelles.

Le bolchevisme, tel qu'il est exposé dans le livre de Lénine *Que faire ?*, c'est d'abord la diffusion du journal — le journal comme facteur central d'organisation. Ce journal, aujourd'hui, a la forme de tribune libre de la lutte des classes, *Informations ouvrières*, organe du Parti des travailleurs. Ce n'est pas seulement l'organe des trotskystes, mais celui de tous les courants du parti. Quand nous insistons sur la nécessité de le vendre, c'est aussi parce que, par 10 francs, par 5 francs, s'accumulent des sommes importantes, qui aident à l'action de l'Entente internationale des travailleurs. Parce que, dans l'Afrique dévastée d'aujourd'hui, le tribunal ne peut pas être financé par les militants africains eux-mêmes. L'expression la plus élevée de l'internationalisme prolétarien en France, c'est que, chaque semaine, soit publié ce journal, qui permette d'ouvrir une perspective au combat du prolétariat français, un journal qui, aujourd'hui, combat sur le terrain de l'indépendance de classe et aide ses frères plus durement exploités et opprimés à résister.

On a posé une question à propos des informations : "Pourquoi le Parti des travailleurs n'a-t-il pas de radio émettrice telle que Radio libertaire, qui sont peut-être moins nombreux que nous ?"

C'est peut-être là l'hommage du vice à la vertu. Il est clair que nous avons des rapports particuliers avec les médias. Ils ne nous aiment pas beaucoup, n'est-ce pas ! Qu'y pouvons-nous ? Cela dit, nous ne céderons pas sur ce type de question, car ce serait céder sur notre indépendance.

Par ailleurs, nous sommes prêts à participer à toute émission, nous sommes prêts à donner des interviews. Mais, reconnaissons-le, l'occasion se présente rarement. Il y a quelques années, un journaliste de *Libération*, qui était correct — c'est rare dans ce milieu-là —, me dit : "Est-ce que vous voulez que je vous interviewe ?" Je réponds : "D'accord, mais à une seule

condition : vos commentaires seront ce qu'ils sont, mais ce que je dis doit passer intégralement." Ce journaliste, qui était correct, me dit : "Je ne peux pas vous répondre, je vous téléphonerai demain." Le lendemain, il m'a dit : "Ce n'est pas possible."

Nous n'acceptons rien qui mette en cause notre indépendance. Comme vous le savez, la loi impose le financement des partis politiques par l'Etat. Nous sommes le seul parti politique qui refuse d'utiliser cet argent pour les dépenses de fonctionnement du parti. Cet argent est donné au Fonds de solidarité internationale (géré par des militants et personnalités de toutes tendances). Il est utilisé pour l'aide aux familles de ceux qui, comme au Bangladesh, par exemple, sont tombés victimes de la répression, il est utilisé pour la solidarité ouvrière, la solidarité prolétarienne.

On ne nous donne pas accès aux grands médias, à la radio, à la télévision. Mais camarades, les grandes choses se font tou-

jours à partir de peu de moyens, les grandes choses se sont toujours faites ainsi, l'histoire en témoigne. En 1940, on était peut-être quelques centaines dans ce pays à dire non, à dire non à la Charte du travail, qui, pour édifier un ordre corporatiste, alienait l'indépendance des syndicats. C'était petit et c'est devenu grand. Encore une fois, en restant indépendants, fermes, intransigeants, tout en respectant les règles de la démocratie ouvrière, comme Lénine nous l'a appris, nous pourrons aider la classe ouvrière à s'émanciper.

Je donne la parole à la camarade Marika. Certains d'entre vous la connaissent. C'était une jeune membre du Parti communiste hongrois, qui a été en 1956 à la pointe de la révolution ouvrière des conseils. Aujourd'hui, au moment où l'on commémore la révolution russe et Octobre 1917, Octobre 1956 est une date parmi les plus importantes, et je crois être votre interprète pour nous féliciter de l'apport de sa contribution.

Contribution sur la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956

• **Marika :** Le début de la révolution hongroise, révolution ouvrière contre la bureaucratie, a été la manifestation du 23 octobre. Cette manifestation a été décidée la veille, le 22 octobre, par des étudiants et des intellectuels qui se réunissaient dans le cercle Petöfi.

Ce cercle avait adopté une plate-forme en seize points, qui a été à la base du soulèvement et dont on s'est revendiqué pendant toute la révolution commencée le 23 octobre.

La manifestation a d'abord été interdite, puis a démarré à 3 heures de l'après-midi. On était environ 10 000 ou 20 000 jeunes, mais comme la manifestation s'est mise en marche plus tard, elle défilait dans les

rues de Budapest au moment où les ouvriers sortaient des usines. Le soir même, cette manifestation comptait déjà des centaines de milliers de participants. Le parcours était fait de telle manière qu'il posait déjà la question de l'internationalisme : de la statue de Petöfi, héros de la révolution de 1848, à la statue de Bem, combattant polonais de la révolution de 1848.

Quand la manifestation s'est dissoute le soir, on aurait pu penser que c'était terminé. Mais le soir même, quelques heures après, un groupe de jeunes ouvriers et d'étudiants s'est retrouvé devant le bâtiment de la radio pour y faire diffuser les seize points de la plate-forme.

Un autre groupe, surtout des syndicalistes, s'est retrouvé sur la place Staline, où il y avait une énorme statue de celui-ci et, pendant la nuit, ils ont scié la statue à partir de la botte. Pendant un certain temps, cette statue a été surnommée la statue "des bottes" ! Ils ont démolie cette statue, qui personnifiait la domination de la bureaucratie du Kremlin et de ses représentants en Hongrie.

Le groupe situé devant le bâtiment de la radio était peut-être moins nombreux, mais c'est de là qu'est parti le soulèvement et tout ce qui s'est passé après. Il y avait une dizaine ou une vingtaine de camions pleins de soldats, qui gardaient la place, et les gens attendaient le retour de la délégation de la radio. Par provocation, un premier coup de feu est parti, on n'a jamais su d'où. Les soldats ont reçu l'ordre de tirer sur la foule. Mais ils n'ont pas bougé. Soudain, une femme a commencé à chanter une chanson révolutionnaire de 1848 et, là-dessus, les jeunes soldats, qui étaient des fils d'ouvriers et de paysans, sont descendus des camions et ont rejoint les manifestants. Ils ont commencé à donner des armes aux manifestants. C'est à partir de ce moment-là, les 24 et 25 octobre, que la classe ouvrière, surtout celle de Csepel, qui était le Billancourt de la Hongrie, s'est mise en grève générale illimitée.

Pendant ce mouvement, dès le 25 octobre, se sont constitués les conseils, qui ont pris en main effectivement les biens, les usines. Ils prenaient en main tout ce qui était dans l'usine, ils maintenaient le matériel en place, toutes les machines, toutes les installations.

De plus, ils prenaient en charge tout ce qui était vital pour les ouvriers : ils intervenaient pour les vivres, ils remettaient leur salaire aux ouvriers, ils organisaient toute la classe ouvrière. Les conseils se sont organisés dans toute la Hongrie : même le plus petit village avait son conseil, son conseil révolutionnaire, d'organisation.

Toute la Hongrie était alors couverte de conseils, le conseil des étudiants, le conseil de soldats, et cela était extrêmement important, parce qu'il n'y avait plus de force de répression du côté du gouver-

nement. Ni l'armée ni la police n'avaient plus de lien avec le gouvernement, mais étaient passées du côté de la révolution.

Au début du mois de novembre a commencé la deuxième intervention de l'armée soviétique. Puisqu'il n'y avait plus de force de répression, le gouvernement avait dû donner l'ordre, par le biais de Moscou, aux soldats soviétiques qui étaient sur place de marcher contre la révolution. Mais comme il s'agissait de troupes qui étaient installées en Hongrie depuis un certain temps et qui connaissaient donc le peuple hongrois, ces militaires constataient que c'était les femmes, les jeunes, les ouvriers qui avaient pris les armes. Ils ne croyaient pas que c'était effectivement une contre-révolution. Il a fallu replier cette armée et en envoyer une autre. Le 4 novembre, le grand Budapest était encerclé par 5 000 chars et d'importantes forces venues d'URSS.

Cependant, les conseils ouvriers commençaient à se centraliser et, au mois de novembre, il y avait une situation de double pouvoir entre l'état-major soviétique et les conseils ouvriers.

Tout était dans les mains des conseils ouvriers, qui concentraient la volonté des travailleurs, de tout un peuple. Tout un peuple était derrière les conseils. Les conseils des paysans approvisionnaient les ouvriers, les jeunes étudiants. Je me souviens qu'on n'a jamais aussi bien mangé que pendant cette période. Quelques étudiantes et moi-même habitions dans le bâtiment qui est actuellement celui de la télévision hongroise. Au dernier étage, il y avait des terrasses, et sur ces terrasses, nous avions des oies vivantes, que les paysans nous apportaient. C'était comme cela partout.

La révolution des conseils a été écrasée, mais je crois que, dans l'histoire de la Hongrie, les conseils sont très vivants, comme ils ont été vivants en 1956. Ces conseils n'ont pas surgi d'un seul coup dans l'histoire de la Hongrie. Il y a eu des conseils dès 1918 pour sortir de la guerre. Justement, le 23 octobre 1918, il y a eu une grande manifestation à Budapest sur les mots d'ordre de la paix, des droits et du pain. Et avec cela, la constitution partout de conseils ouvriers.

Comme à ce moment-là, il y avait des milliers de prisonniers de guerre qui ont pu rentrer, ils se sont constitués aussi en conseils. Dans la police aussi. Et quand le gouvernement s'est retrouvé en 1918 sans aucune force de répression, il a été obligé de constituer des groupes de mercenaires pour empêcher le développement des conseils et le développement de la révolution. En octobre 1918, il y avait, peut-on dire, une révolution démocratique bourgeoise, mais le 21 mars 1919, c'était la révolution des conseils, qui a constitué la République libre des conseils.

Cette révolution des conseils était extrêmement puissante, elle a essayé de résoudre les questions sociales et l'un des problèmes les plus importants de ce moment-là, la question nationale. La Hongrie d'alors comptait 282 000 km² et 18 millions d'habitants. Le traité de Versailles, en 1920, dans la partie du traité de Trianon, concernait entre autres la Hongrie. Par le traité de Trianon, la Hongrie a perdu plus des deux tiers de son territoire et, de ses 18 millions d'habi-

tants, il n'en restait plus que 7,5 millions. Pourquoi cette question nationale ? Avant le traité du Trianon, la Hongrie était un pays où vivaient plusieurs minorités nationales : Roumains, Slovaques, Ukrainiens, Yougoslaves, Autrichiens. Pour pouvoir empêcher le mouvement qui avait déjà commencé pendant la révolution des conseils, la constitution des conseils de ces minorités nationales dans le cadre de la République des conseils, il fallait empêcher que la question nationale soit résolue par les travailleurs.

Je pense que c'est une réflexion qu'il faut sans doute approfondir : le traité de Trianon signifiait une intervention de l'extérieur pour empêcher que cette question soit résolue, pour empêcher que la révolution puisse se poursuivre. Le fait que le gouvernement de la terreur blanche ait accepté sans aucune réticence ce traité signifie que le traité de Trianon était dirigé contre la révolution des conseils, contre la résolution de la question nationale d'une façon équitable.

Discussion

• Vadim Rogovine : Première question : *“Comment s'exprime aujourd'hui la résistance de la classe ouvrière en ex-URSS et quelles sont les formes d'organisation de cette résistance face à la remise en cause du principal acquis de la révolution d'Octobre : la propriété sociale des moyens de production ?”* Une autre : *“Est-il vrai que le prolétariat russe est moins combatif, aujourd'hui, qu'en Occident ? Si oui, est-ce dû aux coups qu'il a reçus du stalinisme ?”*

On a donc regroupé ces questions sur la situation de la classe ouvrière en Russie aujourd'hui. Je pense effectivement qu'aujourd'hui, on peut dire que la classe ouvrière russe est moins combative qu'elle ne l'est en Occident. La classe ouvrière se résigne aux conditions absolument intolérables qui lui sont faites. Par exemple, il y a ce fait extraordinaire que, pendant des mois, on ne paye pas les

salaires. Donc, quand la situation devient complètement insupportable, il y a des grèves locales. A ce moment-là, on envoie des représentants des autorités locales ou centrales. On décide de payer ne fût-ce qu'une partie des salaires des mois précédents. Et la grève s'arrête.

Il y a différentes formes de protestations : des grèves de la faim, ou alors des travailleurs s'enchaînent à un bâtiment pour obtenir telle ou telle chose. Les dirigeants syndicaux et les autorités sont étonnés, stupéfaits de la passivité de la classe ouvrière.

Cela fait dix ans qu'on parle du soulèvement social inévitable. Mais ce mouvement n'a pas encore éclaté. Il y a différentes raisons, en particulier d'ordre économique. En Russie comme dans les autres républiques de l'ancienne Union soviétique, il y a eu une chute de l'activité économique sans égal dans une période de paix. La produc-

tion industrielle aussi bien qu'agricole a été divisée par deux. Des usines entières sont fermées, ne travaillent pas pendant des mois entiers. D'autres produisent, mais n'arrivent pas à vendre. Et donc, ce sont les produits de l'entreprise qui sont donnés en guise de salaire aux ouvriers. On leur donne des casseroles ou du matériel médical, enfin, ce qu'ils produisent, pour qu'ensuite ils se débrouillent pour les vendre et survivre. Et la propagande affirme sans arrêt que chacun doit se débrouiller par ses propres moyens, individuellement, et explique les événements sociaux comme quelque chose ressemblant à un tremblement de terre, contre lequel on ne peut rien. Donc, l'évolution de la classe ouvrière, actuellement, est un processus de déqualification, de marginalisation, et même de criminalisation de couches données de la classe ouvrière.

L'économie du pays est détruite dans des proportions colossales, mais la conscience de la classe ouvrière est encore détruite d'une façon plus terrible. Il y a beaucoup de partis, de mouvements d'opposition, mais personne ne peut avancer une alternative politique crédible, convaincante, et donc la classe ouvrière reste sans direction et ne peut que se livrer à des actes de protestation spontanés.

Une autre question était formulée d'une façon courte : "La nomenklatura soviétique peut-elle se constituer en classe ?"

Bien sûr, à l'heure actuelle, d'une façon très rapide, se déroule un processus de constitution de la nomenklatura en nouvelle classe bourgeoise, en particulier avec les dirigeants corrompus de l'économie de l'ombre. C'est une bourgeoisie criminelle par nature. Même les journaux bourgeois sont pleins d'exemples de la corruption monstrueuse de cette nouvelle bourgeoisie, de ses actes criminels. Ce sont donc ceux qu'on appelle "*les nouveaux Russes*". Mais, pour l'essentiel, c'est une bourgeoisie qui s'enrichit sur la base de machinations financières.

Il y a deux fractions de la bourgeoisie, qui représentent les deux types d'intérêts : d'une part, la bourgeoisie compradore, qui souhaite être à la rencontre du capital international et du marché russe, être l'échelon intermédiaire entre le capital international et le marché russe. Ses inté-

rêts sont reflétés par le gouvernement actuel et par certains partis d'opposition. D'autre part, une autre partie de la bourgeoisie considère qu'elle doit garder le monopole sur les richesses russes et qu'elle ne doit pas laisser le capital international mettre la main dessus.

Un certain nombre de partis d'opposition, dont le Parti communiste, constituent leur représentation idéologique. Ils disent que le changement des relations, des fondements sociaux en Russie est déjà réalisé, que s'ils viennent au pouvoir, ils ne toucheront pas à la propriété privée :

"Nous prendrons des mesures simplement contre ceux qui, de la façon la plus exagérée, ont commis des crimes économiques."

On peut dire que toute l'ancienne nomenklatura s'est tout à fait confortablement installée dans la nouvelle situation.

La troisième question portait sur ce qui a été dit sur la baisse de la proportion d'ouvriers dans le PCUS entre 1929 et 1939, et est ainsi formulée : *"Cela peut-il s'expliquer par la promotion des ouvriers restés membres du parti stalinisé à des postes non ouvriers, ou les statistiques font-elles seulement état de l'origine sociale des membres du parti ? Donc, est-ce que ça ne pouvait pas être des ouvriers, mais nommés à des postes de direction ?"*

Oui. Je voudrais à nouveau souligner que ce n'est pas seulement proportionnellement que le nombre d'ouvriers a diminué, c'est le chiffre absolu d'ouvriers membres du parti qui a été divisé par deux. Bien entendu, dans une certaine mesure, cela s'explique par le fait qu'avec la liquidation de tous les anciens dirigeants, de tout l'ancien appareil dirigeant, y compris au plan économique, les places devenues libres, vacantes, ont été occupées par des gens qui venaient d'en bas. Par exemple, dans un grand nombre d'usines, y compris des usines importantes, on comptait sur les doigts d'une seule main les ingénieurs qui n'avaient pas été arrêtés, et donc des ouvriers occupaient des places de spécialistes.

Mais ça n'explique pas tout. Bien sûr, la présence d'ouvriers aux postes dirigeants n'est pas une garantie absolue contre la dégénérescence. Pendant la Grande Terreur et les premières années qui ont suivi, il y a eu plusieurs appels à la jeunesse pour intégrer les rangs du NKVD. Ils suivaient des cours, ils ont mené les interrogatoires et ils se sont conduits d'une façon bestiale vis-à-vis des gens arrêtés.

Peut-être certains d'entre vous ont-ils lu le roman de Rybakov, *Les Enfants de l'Arbat*, et les autres qui ont suivi, *L'Année 1937*, etc. Il y a un personnage du roman, Charok, qui est tout à fait caractéristique. Il était issu d'une famille de la petite bourgeoisie, qui haïssait le pouvoir soviétique. Il va un an en usine pour sa carrière et, très vite, il monte dans l'appareil du NKVD. Il fait une carrière brillante et il éprouve une joie bestiale à interroger et à torturer les bolcheviks. Et donc, au nom du pouvoir soviétique, il prend sa revanche sur le pouvoir soviétique.

Question : « *Vadim Rogovine peut-il nous dire jusqu'à quel niveau les archives du Kremlin, du KGB, du NKVD sont-elles consultables ? Peut-on tout lire ? Découvre-t-on de nouvelles vérités sur la répression stalinienne ? Y a-t-il de la censure de la part des dirigeants russes ?* »

Il est vrai que, dans les années qui ont précédé, de nombreuses archives ont été ouvertes, archives du parti, tant au niveau central qu'en province. Des documents d'archives sont publiés, y compris dans des journaux, des revues, beaucoup sont des publications honnêtes, avec des commentaires honnêtes. En revanche, des chercheurs qui généralisent sont plus rares. Mais en ce qui concerne les archives plus secrètes, celles de Lénine, celles de Staline, celles-ci sont réunies dans ce qui s'appelle les archives personnelles de la présidence, du président. Et seuls des anticomunistes choisis ont accès à ces archives. Du type de Volkogonov ou de Latychev, dont a parlé Jean-Jacques Marie hier. C'est lui qui a publié ce fameux livre, *Lénine secret*. Ce qui intéresse ces gens, ce n'est pas l'analyse du stalinisme, c'est de trouver des documents compromettants contre Lénine

et contre les bolcheviks. Et effectivement, une partie des documents de Lénine n'ont pas été publiés. Ils sont publiés un petit peu comme ça, à tort et à travers, avec des commentaires très tendancieux. Bien que, sur le fond et l'essentiel, ils n'apportent rien de complètement nouveau ou de différent de ce que nous savons de par tout ce qui a déjà été publié. Mais ces gens n'ont aucun sens moral, ils publient par exemple, avec des ajouts de leur cru, les textes les plus personnels. Par exemple, la correspondance de Lénine avec Inès Armand. Et ils font de grands développements sur : « *Lénine a-t-il aimé, n'a-t-il pas aimé telle ou telle femme ?* », etc. Donc, c'est le goût du sensationnel qui domine également dans l'essentiel de notre presse.

La question suivante : « *La révolution inconnue, la "makhnovstchina"* (1), trouve depuis quelque temps de larges échos dans des émissions télévisées. L'objectif affirmé étant bien entendu de condamner les positions de Trotsky, en particulier, comme de la direction du Parti bolchevique. Peux-tu donner quelques éclaircissements sur cette période de la guerre civile ? »

Je pense que la nature de la « makhnovstchina » est bien reflétée dans des écrits de Trotsky. Donc, il n'y a rien de nouveau dans tout ce qui est présenté comme des nouveautés sensationnelles, les accusations restent les mêmes que celles qui étaient portées dans les années 1920. Et la « makhnovstchina » est bien sûr un sujet qui s'y prête. C'était un aventuriste, ses troupes étaient des troupes de koulaks, de paysans riches. Leur conduite, on ne pouvait pas la deviner à l'avance. Ils pouvaient se battre contre l'armée blanche et puis porter un coup sur les arrières de l'Armée rouge. Ils étaient aussi connus pour les pogroms antisémites qu'ils organisaient.

Mais en liaison avec cette question, je voudrais dire quelques mots sur les relations du Parti bolchevique avec les anarchistes. Il y a eu des révolutionnaires anarchistes aux côtés des bolcheviks pendant la

(1) Mouvement paysan anarchiste ukrainien, dirigé par Makhno.

guerre civile. Trotsky raconte que, dans ses conversations avec Lénine, il se disait que peut-être, quand il y aurait une période plus calme, on pourrait proposer aux anarchistes un territoire où ils pourraient mener leur expérience antigouvernementale, agouvernementale, si, bien entendu, la population locale était d'accord. En même temps, des anarchistes commettaient des actes terroristes contre les bolcheviks. Ils ont jeté des bombes sur un club de discussion à Moscou en 1919. Il y a eu des victimes, notamment le secrétaire du parti de Moscou. C'est vrai que de nombreux anarchistes se trouvaient en prison, mais je rapporte un épisode intéressant. Quand Kropotkine est mort, tous les anarchistes qui étaient en prison ont eu l'autorisation de sortir de prison pour participer à l'enterrement de leur dirigeant et puis, ils sont retournés en prison.

Une question sur le comportement de Zinoviev, qui, dans les jours qui ont précédé l'insurrection de Cronstadt, serait une des raisons de l'arrestation des communistes par les mutins. Qu'en est-il en réalité ?

Non, bien sûr, ce n'est pas à cause de Zinoviev que les mutins ont arrêté les communistes. Mais un examen attentif montre qu'effectivement, Zinoviev était un des personnages les moins attractifs de la direction bolchevique. Il paniquait facilement et, quand tout allait bien, il ne voyait pas plus loin que le bout de son nez, il ne voyait pas venir les difficultés. Trotsky disait que, pour lui, "ou bien tout va trop mal, ou bien tout va trop bien".

Question suivante : "N'y a-t-il pas d'autres chercheurs en Russie qui se situent sur le même terrain que notre historien — je suppose donc qu'il s'agit de Vadim Rogovine — et inconnus de lui ?"

Je ne parlerai pas des historiens, mais, d'une façon générale, des chercheurs en sciences sociales qui ont de la sympathie pour le trotskysme. C'est très difficile,

aujourd'hui, d'être trotskyste quand on est un chercheur, parce que l'opinion publique de nos milieux intellectuels est contre le trotskysme. Néanmoins, récemment, à Moscou, a eu lieu la troisième conférence internationale consacrée à Trotsky depuis ces trois dernières années. Cinq, six professeurs d'université ont participé à ces journées.

Par exemple, le professeur Slavine, qui est quelqu'un de fondamentalement dévoué aux intérêts du communisme, il publiait largement, notamment dans la *Pravda*, avant qu'elle devienne ce qu'elle est aujourd'hui. Mais il a suffi qu'il publie quelques lignes favorables à Trotsky pour que, devant un auditoire aussi important que celui de cette salle, c'est-à-dire le noyau actif des militants du PCUS, après le discours violent d'un antitrotskyste, la salle s'est déchaînée contre lui. Et donc, il a participé pendant trois jours à cette conférence, activement, et nous avons des positions assez proches avec lui.

Je peux encore nommer le général et professeur Kirchine, à l'Institut d'histoire militaire. C'était le remplaçant, l'aide, l'adjoint de Volkogonov. Et il lui a communiqué des documents d'archives pour ses livres sur Staline ; Volkogonov a utilisé les travaux de ses collègues sans mettre lui-même les pieds dans les archives. Mais dans le processus d'étude de ces archives, Kirchine s'est persuadé que Trotsky avait été un immense stratège militaire. Donc, il vient d'écrire un livre sur la pensée et l'activité militaires de Trotsky, mais il ne trouve pas d'éditeur.

• **Pierre Lambert** : Nous faisons une pause. Le camarade Daniel Gluckstein ouvrira la discussion et, ensuite, le camarade Lucien Gauthier fera une communication sur le congrès du Parti des travailleurs d'Algérie. Il était le représentant du Parti des travailleurs de France au congrès du Parti des travailleurs d'Algérie.

Pourquoi nous revendiquons-nous du bolchevisme ?

**Contribution de Daniel Gluckstein,
militant de la IV^e Internationale**

• **Pierre Lambert** : Voici une rectification que la camarade Marika m'a demandé de vous lire :

"Les traditions exprimées en 1956 dans les conseils ouvriers et dans les conseils en général peuvent s'expliquer aussi en Hongrie, je le crois, par ce fait historique : Léo Frankel, un des dirigeants de la Commune de Paris, fut à l'initiative de la construction du Parti social-démocrate de Hongrie, qui lui-même a fondé le mouvement syndical. Je l'avais oublié dans mon intervention et je le regrette."

• **Daniel Gluckstein** : Camarades, quelle est la signification pour nous, militants de la IV^e Internationale, de ces journées d'études ? Quelle est la signification, tout particulièrement, de la référence qui est faite ici aux soviets, au bolchevisme, à la démocratie ouvrière ? Dans un texte écrit quelques semaines avant la prise du pouvoir par les soviets, Lénine décrit en ces termes la signification des soviets : il s'agit, dit-il, d'un nouvel appareil d'Etat, d'une force qui n'est pas détachée du peuple, mais qui est étroitement liée à lui. C'est un appareil, écrit-il, qui assure avec la majorité du peuple un lien si étroit, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable que rien de semblable n'a jamais existé. Et il ajoute que ce nouvel appareil d'Etat, en raison de son caractère électif et de la possibilité de modifier sa composition au gré du peuple sans formalité bureaucratique, est beaucoup plus démocratique que les précédents. Il assure un lien avec toutes les professions et, enfin, il est une forme d'organisation de

l'avant-garde, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes opprimées, paysans et ouvriers. C'est un appareil au moyen duquel l'avant-garde peut éléver, éduquer, instruire et entraîner derrière elle toute la masse énorme des classes, celle qui, jusqu'à présent, a été hors de la vie politique et de l'histoire.

C'est donc, écrit Lénine, un nouvel appareil d'Etat, qui permet d'allier les avantages du parlementarisme et ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire d'allier dans la personne des représentants élus du peuple à la fois la fonction législative et l'exécution ; c'est, par rapport au parlementarisme bourgeois, un pas en avant dans le développement de la démocratie, qui a une portée universelle.

Nous sommes par conséquent fondés à dire que le combat pour les soviets ne s'oppose pas au combat pour la démocratie. Le combat pour les soviets, quels que

soient leurs noms, le combat pour le pouvoir des conseils ouvriers, pour la République universelle des conseils, intègre le combat pour la démocratie et lui assure son développement au-delà même des formes traditionnelles de la démocratie. Ce combat a-t-il une actualité ? Le mouvement par lequel les opprimés, les exploités cherchent à désigner leurs représentants, à définir leur mandat, ce mouvement s'inscrit-il aujourd'hui, en 1997 ? Deux éléments de réponse, camarades, très partiels, mais à mon sens significatifs.

Dans une entreprise, voilà quelques jours, en France, un service est en grève. Assemblées, piquets devant la porte, première séance de négociations. Le service doit disparaître. Les ouvriers savent que leurs emplois sont supprimés par la direction. La délégation des ouvriers est composée de 10 grévistes élus par secteur en grève et des syndicats. Ils font une déclaration liminaire, expliquant la chose suivante : puisque vous avez décidé de vendre le secteur d'activité où nous travaillons, nous n'avons plus de travail. Ce que nous demandons est simple : un travail, un vrai travail, un travail durable. La direction enregistre et indique que la situation n'est plaisante pour personne.

La délégation :

"C'est vous qui avez détruit notre emploi, c'est à vous de nous en fournir un autre dans l'entreprise."

La direction répond qu'elle a mis sur pied une structure d'aide à la recherche d'un emploi, que c'est un bon outil.

La délégation :

"Nous ne voulons pas entendre parler de votre outil. Nous ne voulons pas d'un outil pour chercher du travail. Les erreurs de gestion auxquelles vous faites référence, ce sont vos erreurs de gestion. Nous, nous voulons discuter de notre futur. Vous avez détruit notre emploi, trouvez-nous un emploi."

La direction :

"Avez-vous des solutions ?"

La délégation :

"C'est à vous de trouver les solutions. Jusqu'à présent, vous avez fait un plan pour nous mettre en dehors de l'entreprise, mais vous n'avez pas cherché de solutions pour nous. Vous voulez des solutions ? Nous, on va vous en proposer, par exemple : arrêtez tout le travail en sous-traitance, rapatriez les activités en sous-traitance dans l'entreprise ; nous sommes prêts, nous, à nous adapter à ces nouveaux travaux que vous nous confiez, à condition de disposer du même salaire et de la même qualification."

Les représentants syndicaux présents :

"Avec tous les élus du personnel, nous sommes prêts à négocier avec vous sur une base : faire l'estimation du nombre de postes nécessaires et les qualifications."

La délégation des ouvriers en grève :

"Nous voulons aussi des formations, trouvez-nous un emploi durable dans l'entreprise."

La direction dit :

"Bien, nous allons examiner vos propositions, faire un chiffrage."

La délégation des ouvriers :

"Nous acceptons ce rendez-vous. Toutefois, n'espérez pas gagner du temps. Jusqu'à ce rendez-vous, notre grève continue. Sachez également que nous acceptons de vous faire confiance, mais nous ne vous croirons qu'une fois."

Camarades, y a-t-il un rapport entre cet événement limité concernant un nombre limité d'ouvriers, qui, par leur délégation, disent à la direction : vous avez supprimé notre emploi, il vous revient de nous en trouver un autre dans l'entreprise et nous ne lâcherons pas, y a-t-il un rapport entre cela et le mouvement vers les soviets, vers les délégués, élus et révocables sur un mandat ?

Autre information : voilà quelques jours aussi, mais à l'autre bout du monde, en Equateur, une marche organisée par les représentants de toutes les confédérations des nationalités indigènes d'Equateur se dirige sur la capitale. Près de 5 000

d'entre eux, représentant des mouvements sociaux, sont arrivés à Quito. Le journal qui rapporte cela est le principal journal du capital financier d'Equateur. Le dirigeant de la province de Zamora, face à une charge de la police, déclare :

"Les dirigeants nous ont trahis, ils nous ont laissés seuls ; ce qu'il nous faut, ce sont des dirigeants qui comprennent notre lutte, qui soient courageux. S'il faut changer les dirigeants de la commission préparatoire, nous les changerons."

Les marcheurs, mandatés par toutes les nationalités opprimées d'Equateur, exigent l'autodissolution du Congrès, c'est-à-dire du Parlement local, la démission du président de la République, la destitution des juges de la Cour suprême. Un des travailleurs du pétrole qui est là dit :

"Maintenant, nous allons être écoutés et entendus. Les politiciens doivent nous accepter parce que nous sommes un peuple, nous sommes la majorité. Le 5 février dernier, il y a eu un petit soulèvement. S'ils ne nous acceptent pas, c'est une révolution qu'il y aura. Il y a trop de misère dans le peuple équatorien."

Les 300 délégués représentant toutes les nationalités opprimées se sont constitués en Assemblée constituante. Ils ont dégagé cinq thèmes à soumettre à l'Assemblée nationale existante : la forme de l'Etat, la forme du gouvernement, droits constitutionnels et économiques, droits et garanties de ce que doit être l'Etat. Ils affirment en particulier la nécessité de mettre en avant une nouvelle façon de concevoir

"la partie économique de l'Etat, mettre sur un pied d'égalité l'économique et le social, pour qu'il existe une planification, une évaluation, une programmation des besoins sociaux du peuple".

Alors, camarades, d'un côté, une grève dans un atelier en France ; de l'autre côté, ce mouvement de délégués vers l'Assemblée constituante en Equateur ; et dans les deux cas, un élément commun, du moins à nos yeux : ces demandes sont-elles légitimes, ces délégations sont-elles légitimes, sont-elles l'expression de la démocratie, doivent-elles être satisfaites ?

Et si l'on répond oui à cette question, cela nous ramène au bolchevisme. Qui sommes-nous ? Trotskystes ? Nous ne l'avons pas choisi. C'est l'appareil stalinien qui nous a désignés comme "trotskystes". Marxistes, nous l'avons choisi.

Marxistes inscrivant notre compréhension du marxisme dans ce qui a été débattu ici depuis hier, dans l'héritage d'Octobre 1917, nous sommes, nous revendiquons le titre de bolcheviks.

Nous revendiquons le titre de bolcheviks pour une raison qui peut être résumée fort simplement : ils ont osé.

Ils ont osé prendre la responsabilité de dire que les revendications vitales du peuple travailleur devaient être satisfaites. Ils ont osé combattre pendant des mois et des mois pour faire en sorte que les partis majoritaires parmi les ouvriers et les paysans fassent ce à quoi ils s'étaient engagés. Et lorsque ces partis se sont dérobés, ils ont osé dire : si personne n'est candidat à le faire, nous sommes candidats à le faire. En ce sens, nous revendiquons d'être bolcheviks.

Nous revendiquons d'être bolcheviks parce qu'ils ont osé dire : il n'y a aucun argument — que ce soit celui de la crise mondiale, celui de la guerre ou celui du retard économique de la Russie — qui puisse justifier que l'on continue d'imposer à des millions d'hommes, de femmes, les pires souffrances qu'on leur impose, et qui ont été décrites ici.

Ils ont osé le dire, ils ont osé le faire.

En ces temps où cette notion n'est — malheureusement — pas du tout du domaine quotidien, il faut dire une chose simple : à quoi reconnaît-on l'exercice de la démocratie ? On reconnaît, notamment, l'exercice de la démocratie au fait qu'un mandat est respecté.

Et s'il est un domaine où un mandat est rarement respecté, c'est bien celui de l'action gouvernementale. Personne ne peut nier que la caractéristique de l'action des bolcheviks à la tête des soviets en

novembre 1917, c'est qu'ils ont commencé par accomplir le mandat. Et quels que soient les développements ultérieurs, quelle que soit l'effroyable dégénérescence de la bureaucratie stalinienne, il reste inscrit dans l'histoire de ce siècle que le seul gouvernement qui a été mandaté par le peuple travailleur et qui a accompli ce mandat, c'est celui d'Octobre 1917. Comme l'avait fait avant lui la Commune de Paris. Comme l'avaient fait avant eux les révolutionnaires constituants de 1793.

C'est la démocratie. Il faut parler concrètement. Les soviets ont pris le pouvoir le 25 octobre 1917, ancien calendrier. Ils ont établi la paix, sous la forme où ils l'avaient dit, une paix démocratique, sans annexion, sans indemnité. Ils ont proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier reconnu l'indépendance de la Finlande et de nombreux autres pays. Ils ont aboli la démocratie secrète. Ils ont adopté le décret sur la terre à partir des 242 textes préparés par les soviets des paysans, en commençant par l'abolition sans indemnité de la grande propriété foncière. Ils l'ont fait alors que ce n'était pas le programme bolchevique, c'était le programme du Parti socialiste-révolutionnaire. Mais Lénine a dit : ce qui compte, c'est que les paysans s'emparent de la terre sous la forme où ils l'ont décidé, même si cette forme n'est pas celle que nous, Parti bolchevique, nous avions prévue, et ils ont pris le décret élaboré par les comités sous influence socialiste-révolutionnaire. Ils ont aboli la peine de mort, limité la journée de travail à 8 heures, qui était auparavant de 12 heures à 14 heures de travail.

Une déclaration spécifique des droits des peuples de Russie a été adoptée : libre autodétermination, droit de créer des Etats indépendants, suppression de tous les priviléges ou restrictions d'origine nationale ou religieuse, libre développement des minorités nationales.

Ils ont instauré l'assurance contre les accidents, notamment les accidents du travail, supprimé les grades et les inégalités de rang dans l'administration et l'armée. Toutes les entreprises de plus de cinq salariés ont été placées sous contrôle

ouvrier, le système judiciaire a été réorganisé, ils ont organisé l'élection des juges, instauré l'assurance chômage, nationalisé les banques, tous les avoirs, les actions des banques ont été confisqués ; ils ont instauré le mariage civil (le seul mariage qui existait jusque-là était le mariage religieux), établi la séparation de l'Eglise et de l'Etat, laïcisé l'état civil, organisé la légalisation du divorce, adopté un décret sur l'égalité entre l'homme et la femme.

Tout ce que je viens d'indiquer, camarades, a été adopté très exactement durant les neuf semaines qui séparent le 25 octobre 1917 du 1^{er} janvier 1918. Neuf semaines dans un pays exsangue, disloqué, détruit par la guerre, dans un pays arriéré, neuf semaines pour prendre dix fois plus de décrets démocratiques, progressistes, qu'aucun gouvernement dans les pays capitalistes développés n'a été capable d'en prendre dans les dix années qui ont suivi.

Et il faudrait ajouter, après janvier 1918 : l'interdiction du travail des enfants, l'interdiction de toutes les inégalités entre le travail des hommes et le travail des femmes, tous les droits sociaux pour les femmes, le droit de conserver leur emploi durant la grossesse et de le retrouver après l'accouchement, le droit à l'avortement, l'interdiction du travail de nuit des femmes — sans commentaire, janvier 1918 en Russie ! —, l'ouverture sans condition de l'enseignement supérieur à tous les jeunes de plus de 16 ans, l'instauration d'un Code du travail. Autant de conquêtes sociales et démocratiques aujourd'hui soumises à destruction.

Non seulement ils l'ont fait, mais l'avantage de la publication des *Oeuvres complètes* de Lénine — même par les Editions de Moscou —, c'est que ça permet de voir ce qu'ils disaient avant. Eh bien, camarades, tout ce que je viens de décrire est annoncé mot pour mot dans un article de Lénine, écrit plusieurs mois avant Octobre 1917, intitulé "Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?" Je n'ai pas le temps de le lire ici, vous pouvez le vérifier par vous-mêmes, et vous vous poserez à vous-mêmes la question : y a-t-il eu souvent, dans l'histoire, un gouvernement

ouvrier qui, par avance, ait dit ce qu'il ferait et qui, après coup, a fait ce qu'il avait dit ? En ce sens, nous revendiquons d'être bolcheviks. Nous revendiquons d'être bolcheviks non pas parce qu'il y aurait une abstraction du combat pour le pouvoir ouvrier, une abstraction du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, une abstraction du combat pour la démocratie, mais au contraire parce qu'il y a aujourd'hui un besoin brûlant de ce combat.

On l'a dit, cela a été répété ici : Octobre 1917, c'est l'accomplissement du mandat "*Pain, paix, liberté*". Bien sûr, quatre-vingts ans ont passé. Les problèmes ne se posent pas dans les mêmes termes.

Mais au fait, camarades, quatre-vingts ans après Octobre, le pain, est-ce une question réglée ? Selon les chiffres officiels de l'Organisation des Nations unies, un milliard d'individus vivent actuellement dans le dénuement le plus total. Selon les chiffres officiels des Nations unies, chaque année, les 20 % les plus riches de la population voient leurs revenus croître, tandis que les 20 % les plus pauvres voient leurs revenus diminuer. Année après année, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser. Officiellement, dans les vingt-neuf pays les plus riches du monde, qui composent l'OCDE, on compte 26 millions de chômeurs, 80 millions en situation précaire. En France, vous connaissez les chiffres : 3,4 millions en situation de chômage, 7 millions en situation de précarité ; en fait, un Français sur cinq est déjà dans une situation de précarisation engagée.

Dans le cas de la France, il y a pire : les "emplois jeunes". Une loi de discrimination, qui sépare les couches les plus jeunes de la population de tous les autres secteurs ; une loi qui vise, si elle allait à son terme, à la destruction de toutes les garanties collectives arrachées par près de deux siècles de lutte de classe, qui s'attaque aux conventions collectives, aux statuts, dans le seul but d'abaisser le coût du travail.

Jamais le combat pour le pain n'a été, malheureusement, un combat aussi uni-

versel, non seulement dans les pays les plus dominés, les plus affaiblis de la planète, mais même de plus en plus dans les pays développés où nous vivons, où ce qu'on appelle "exclusion" touche des secteurs grandissants de la population.

Le combat pour la paix ? Il y a aujourd'hui officiellement plus de quatre-vingts pays en guerre de par le monde. Leur nombre augmente d'année en année. Les causes des guerres sont connues : les prétextes organisés artificiellement. Quel conflit ethnique y a-t-il aujourd'hui au Congo-Brazzaville, camarades ? On nous a inventé qu'il y avait une ethnie du Nord et une ethnie du Sud, ce qui est sans doute vrai. Mais enfin, ce qu'il y a surtout, c'est une "ethnie" des compagnies pétrolières américaines et une "ethnie" des compagnies pétrolières françaises. C'est pour la raison de la défense de leurs intérêts respectifs qu'ils assassinent l'ensemble du peuple congolais, quelles qu'en soient les origines. Jamais le combat pour la paix, depuis cinquante ans, n'a été autant présent comme une nécessité pour l'ensemble des peuples du monde.

Et le combat pour les libertés ? Certes, les libertés existent, du moins dans nos pays. Elles existent comme libertés garanties par la Constitution. Mais, camarades, nous savons très bien, y compris en Europe, qu'une pression considérable est exercée au nom de la pensée unique, c'est-à-dire au nom de la nécessité d'appliquer les plans du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Union européenne (et on l'a vu dans la récente "conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail"). La seule liberté qui semble devoir être laissée, par exemple, aux organisations syndicales, serait la liberté de devenir les instruments des plans de destruction des garanties collectives. Mais on sait très bien que, dans tous les domaines, dans le cadre du respect apparent des libertés, c'est une remise en cause de l'ensemble des libertés fondamentales, y compris de la liberté de représentation démocratique de la population ; il n'y a qu'à voir le rôle de nos Parlements respectifs dans les différents pays.

Alors, camarades, cette situation, pour nous qui nous revendiquons du bolchevisme, a un rapport avec la question du mode de propriété des moyens de production. Cela est contesté, j'y reviendrai dans un instant. Mais enfin, qu'est-ce qui a donné aux bolcheviks l'audace qui fut la leur ? Beaucoup de gens, aujourd'hui, qui ne sont que des fabricants d'icônes, ont transformé Guevara en icône et en support publicitaire pour des campagnes médiatiques. Les mêmes sont prêts à reconnaître aujourd'hui, comme je l'ai lu dans différents documents, que Lénine était un politicien génial.

Mais ce qui a donné l'audace aux bolcheviks, ce n'est pas simplement le génie individuel de Lénine, bien qu'il existât ; ce qui leur a donné l'audace, c'est le fait précisément de considérer que la défense du peuple travailleur exige de ne pas rester prisonnier, de ne pas se subordonner aux limites du régime de la propriété privée des moyens de production.

Cette question se pose-t-elle aujourd'hui, oui ou non ? Le camarade Rogovine, ce matin, a expliqué qu'en Russie, aujourd'hui, se constituait une classe capitaliste, c'est vrai. Précisons (d'ailleurs, il l'a dit lui-même) : une classe capitaliste d'un genre particulier, à l'image de ce qu'est le capitalisme aujourd'hui. Une classe capitaliste compradore, au service des intérêts impérialistes et d'abord américains. Une classe capitaliste de mafieux, qui n'investit pas dans la production, mais qui investit dans tout ce qui permet d'accumuler au plus vite les profits sur les terrains de la spéculation, de la destruction des richesses du pays, du pillage généralisé. Cette situation, si elle prend des traits accentués en Russie, camarades, est quand même une image du système d'ensemble dans lequel nous vivons.

Deux cents entreprises multinationales ont un chiffre d'affaires qui à lui seul représente un tiers du produit intérieur brut mondial. Ce que l'on appelle les fusions et acquisitions par lesquelles les entreprises restructurent et licencent à tour de bras progressent de 15 % par an, régulièrement.

La grande différence entre aujourd'hui et 1917, c'est qu'aujourd'hui les profits qui s'accumulent vont de moins en moins dans les investissements productifs. En France, dans les cinq dernières années, les investissements productifs ont baissé d'un tiers. Et pourtant, jamais les profits n'ont été aussi importants sur les places boursières. Durant la même période, + 240 % sur la place boursière de New York, + 330 % sur celle de Zurich, + 140 % sur celle de Londres, + 100 % sur celle de Paris.

C'est-à-dire que, dans un même mouvement, on désinvestit de la production — c'est-à-dire concrètement que, lorsqu'il y a un tiers en moins d'investissements dans la production, cela veut dire qu'on ferme les usines, on démonte les machines, et les profits grimpent en flèche sur toutes les places boursières — et la capitalisation boursière mondiale, c'est-à-dire la valeur de tout ce qui est sur les places boursières, grimpe en flèche, au point qu'elle est aujourd'hui supérieure au produit intérieur brut de tous les pays du monde réunis. C'est-à-dire que la valeur de toutes les actions sur toutes les places boursières est supérieure à la valeur de tout ce que produit l'humanité tout entière en une année, camarades. On évalue — ce chiffre est astronomique — à 46 000 milliards de francs rien que pour les Etats-Unis, 8 000 milliards de francs rien que pour la France, le montant de la capitalisation boursière.

Permettez-moi une parenthèse : nous n'accordons pas une importance excessive aux récompenses, surtout qu'elles nous concernent assez peu ; nous n'accordons pas une importance excessive au prix Nobel, qui a récompensé des causes extrêmement douteuses dans tous les domaines. Mais enfin, camarades, on pouvait supposer qu'un prix Nobel de l'économie récompensait des gens qui avaient fait progresser les sciences économiques, par exemple dans le sens du développement de l'industrie. C'est un symbole de cette époque que le prix Nobel de l'économie ait été décerné pour 1997 à trois professeurs pour les récompenser, je cite

"de leur célèbre formule de valorisation d'options sur actions, qui a entraîné un

formidable développement des marchés dérivés : ainsi, près de 800 millions d'options et de contrats à terme négociés en 1996 sur les seules Bourses américaines".

Qu'est-ce que cela veut dire ? Les produits dérivés, comme on les appelle, c'est purement et simplement de l'escroquerie, puisque des gens investissent non pas sur la production de marchandises, mais investissent sur le fait de savoir si les actions vont monter ou baisser (les actions des autres). C'est une espèce de pari : si ça marche, je gagne, si ça ne marche pas, je perds. Ce sont donc des garanties sur des garanties sur des garanties... Spéculation pure. Aujourd'hui, le marché des produits dérivés représente, tenez-vous bien, 33 000 milliards de dollars par an, c'est-à-dire 1,3 fois le produit intérieur brut de tous les pays du monde réunis.

Là où on investit le plus aujourd'hui, c'est dans ce qu'on appelle les marchés dérivés. Mais qu'est-ce que cela veut dire, investir dans les marchés dérivés ? Cela veut dire une chose simple : tout cet argent qui s'investit là doit se désinvestir d'ailleurs. On ferme Renault pour investir sur les marchés dérivés. On ferme les industries sidérurgiques pour investir sur les marchés dérivés. On exige des entreprises qu'elles baissent le coût du travail, qu'elles diminuent les salaires des ouvriers pour que les profits qu'elles rendent soient comparables aux profits sur les marchés dérivés. Les marchés dérivés sont le plus formidable instrument de destruction des richesses d'un pays. C'est le plus formidable outil de destruction des industries, du travail, de l'emploi : des millions d'hommes et de femmes perdent chaque année leur emploi, en quelque sorte victimes d'une bataille perdue sur le terrain des marchés dérivés contre l'industrie.

Et ce sont ces gens-là qui reçoivent un prix Nobel ! Il est normal qu'ils aient un prix Nobel. Parce que le régime de la propriété privée des moyens de production, dans sa phase de déliquescence et de décomposition, récompense ce qui rapporte le plus ; et ce qui rapporte le plus, c'est la destruction de l'industrie, la destruction de toutes les conquêtes collectives.

Alors, camarades, dans ces conditions, faut-il remettre en cause ou non le régime de la propriété privée des moyens de production ? Là est l'actualité d'Octobre 1917.

Bien sûr, les conditions sont effroyablement plus difficiles aujourd'hui. Lénine, à de nombreuses reprises, a écrit que les ouvriers russes vivant dans les pires conditions de l'esclavage, de la dictature, de l'absence de toute liberté, apprenaient cependant dans l'usine la discipline de l'organisation de la production capitaliste. Et parce qu'ils apprennent cette discipline de l'organisation de la production capitaliste, expliquait Lénine, ils sauront la retourner demain contre leurs maîtres, ils sauront demain la transformer en une discipline de l'organisation ouvrière s'émancipant de l'exploitation. C'était, je crois, une remarque parfaitement fondée en 1917.

Les choses sont plus complexes aujourd'hui. Aujourd'hui, le chômage de masse, la déréglementation, l'individualisation des statuts aboutissent, c'est vrai, à une tendance non pas à l'organisation commune de la classe ouvrière, mais au démantèlement et à l'atomisation. Faut-il pour autant renoncer ? Nous connaissons la réponse, camarades, du côté de la II^e Internationale, de tous les partis dits socialistes, à commencer par celui que nous connaissons en France. Ils sont les plus grands artisans des privatisations, de la déréglementation, etc.

Et puisqu'on parle d'Octobre 1917, force est de constater que, sous des dehors très abstraits, on cherche à justifier la politique qui est menée un peu partout contre les travailleurs. J'ai lu il y a quelques jours, dans *L'Humanité*, un article théorique de compte rendu d'un colloque d'un monsieur qui s'appelle Lucien Sève, un responsable du secteur philosophie-recherche du Parti communiste français. Je vous le lis :

"L'orateur commence par perquisitionner la question piège (drôle de façon de s'exprimer, n'est-ce pas ?) : quel type de propriété pour les moyens de production et d'échange ?"

Camarades, en principe, quand on se réclame du mouvement ouvrier, ce n'est pas là une question piège, c'est même en principe une question assez facile. Lucien Sève commence par écarter la

"réponse caractéristique du ci-devant socialisme scientifique".

Cela veut dire quoi, "*ci-devant socialisme scientifique*" ? "*Ci-devant*", c'est le terme qu'on utilisait sous la Révolution française pour désigner les anciens nobles et aristocrates à qui il fallait couper la tête. Lucien Sève, membre du comité central du Parti communiste français, parlant du "*ci-devant socialisme scientifique*", faut-il en conclure qu'il faut lui couper la tête ?

Le fait est que, pour lui, il faut remettre en cause "*la réponse du ci-devant socialisme scientifique*", qui voyait la question de la propriété privée des moyens de production comme "*le préalable de tout processus de socialisation*".

Essayez de suivre, parce que c'est compliqué. L'idée, c'est qu'il peut y avoir un processus de socialisation sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production. D'ailleurs, Lucien Sève déclare :

"Ce qui est mort à l'Est est proprement le socialisme."

Non, camarades, ce qui est mort à l'Est, ce n'est pas le socialisme, c'est le processus de dégénérescence jusqu'au bout du stalinisme.

Mais à quoi ça sert de dire cela ? Pour Lucien Sève, on ne doit pas "*juger comme excessif le projet d'une socialisation réelle*", mais on ne peut se satisfaire "*d'un pur transfert de propriété*".

Certes, camarades, certes, un "*pur transfert de propriété*" ne résout pas à lui tout seul les problèmes. Mais enfin, comme dit l'autre, ça peut aider, quand même.

Sève explique :

"La pensée socialiste traditionnelle n'a pas vraiment assimilé la différence si profonde entre titres de propriété et conditions d'appropriation."

C'est-à-dire que vous avez un titre de propriété d'une entreprise, mais ce n'est pas pareil que son appropriation.

Alors, vous allez vous poser la question : à quoi sert tout ce galimatias ? Nous y arrivons. Lucien Sève explique que

"la déprivatisation des moyens de production ne peut plus être tenue en elle-même pour la condition décisive de dépassement du capitalisme".

Si on traduit, "*déprivatisation des moyens de production*", ça doit vouloir dire quelque chose comme "*socialisation*". Ce n'est plus la condition décisive de dépassement du capitalisme ? Sève explique :

"Il faut que chaque salarié apprenne à gouverner l'entreprise."

Dans ce système, camarades ? C'est ça, la socialisation ? Sève ajoute :

"Qu'entendre par "sociale" dans "propriété sociale des moyens de production" ?"

Réponse : "*l'appropriation sociale*", c'est "*l'ouverture du capital aux salariés de l'entreprise (...), l'ouverture aussi à d'autres partenaires sociaux (...), associations d'usagers, collectivités locales, entreprises, etc., (...) car tant qu'il y aura un marché capitaliste*", il y aura toujours "*une mixité conflictuelle*".

Alors, camarades, vous savez à quoi sert ce type de discours, pratiquement ? Par exemple, France Télécom. Une entreprise publique qui appartient à la nation, qui doit rendre un service public. Vous la privatisez, vous vendez pour 42 milliards de francs de titres.

Qui achète ? Aux deux tiers, les fonds de pension américains. Pourquoi achètent-ils ? N'importe quel travailleur le sait : si

les fonds de pension américains achètent pour 42 milliards de titres de France Télécom, c'est pour que cela rapporte. Comment cela va-t-il rapporter ? En faisant en sorte que les usagers, c'est-à-dire la population, sous toutes les formes, payent plus cher pour un téléphone qui fonctionnera moins bien et que les salariés eux-mêmes soient payés moins cher pour travailler plus pour l'entreprise. Sinon, on ne voit pas pourquoi les capitalistes investiraient 42 milliards de francs. Eh bien, camarades, contrairement à ce que vous pensiez et à ce que je pensais aussi, ce n'est pas cela. La privatisation de France Télécom est la forme moderne de l'appropriation sociale, puisqu'elle permet, à en croire Lucien Sève, aux usagers de pénétrer dans l'entreprise. En clair, la propriété privée des moyens de production doit rester intacte — avec toutes ses conséquences.

Pour conclure, je voudrais aborder la question qui a été posée à propos d'autres formations se réclamant du trotskysme et de leur politique. Je dirai donc quelques mots de la LCR.

La LCR est une organisation qui a deux avantages sur nous : elle attire beaucoup plus l'attention des médias (le camarade Lambert vous a expliqué ce que ça lui coûtait personnellement) et, par ailleurs, elle a des moyens luxueux. Elle a donc sorti récemment un numéro de sa revue *Critique communiste*, consacré à Octobre 1917. Il y a des articles tout à fait intéressants, mais il y a un absent dans ces articles, un seul absent : c'est le peuple de Russie. La révolution russe est réduite à

un théâtre d'ombres, d'hommes géniaux, moins géniaux, etc., de choses très complexes, de concepts très difficiles à concevoir, mais enfin, je vais vous résumer cela en vous lisant la conclusion de l'article de Daniel Bensaïd, qui est le principal dirigeant du Secrétariat unifié, consacré aux leçons d'Octobre. Ça tient en une phrase :

"La révolution constitue le vrai événement, dont la portée ne dépend pas de la victoire ou de la défaite."

Un fossé sépare cette conception et la nôtre. Le vrai événement, c'est précisément la victoire ou la défaite... Le vrai événement, pour des millions d'ouvriers, de paysans russes, le vrai événement, pour des millions de communistes, de socialistes, d'anarchistes, qui sont morts dans les camps, le vrai événement a été la défaite infligée à la révolution par Staline.

Un autre vrai événement aurait été sa victoire. Et des militants ouvriers qui sont attachés à la défense et à l'aide nécessaire à la mobilisation des travailleurs et des peuples pour se sortir des conditions effroyables que leur impose un système décomposé ne peuvent pas dire d'un claquement de doigts : peu importe la victoire ou la défaite, ce qui compte, c'est la révolution. Non ! Importe la victoire ! Et importe l'aide que nous pouvons apporter au combat d'émancipation, en nous appuyant sur l'expérience du bolchevisme et des problèmes tragiques qu'a connus la révolution russe, pour avancer vers la victoire.

Discussion

• Question de Marie-Thérèse Cousin : *"Tu nous as expliqué le système de la spéculation en Bourse, sur le marché des dérivés. Tu indiques que ce système se détruit lui-même. Comment vois-tu la place du Parti des travailleurs dans ce mouvement-là ?"*

• Pierre Lambert : La question que pose la camarade Marie-Thérèse Cousin rejoint le dilemme fondamental de notre époque, à savoir : "socialisme ou barbarie". Il est exact que le système de la propriété privée se décomposant entraîne le monde à la barbarie.

Il suffit, et j'y reviendrais tout à l'heure, de regarder à quelle vitesse est en train d'être détruit dans ce pays tout le système de la protection sociale. Il suffit de regarder ce qui se passe dans les hôpitaux aujourd'hui dans ce pays, alors qu'en 1945 la crise révolutionnaire, la crainte de tout perdre de la grande bourgeoisie, du grand capital, les avaient contraints à céder, ce qui a conduit à la construction dans ce pays d'un système de protection sociale qui était certainement un des meilleurs du monde.

Le système de la propriété privée des moyens de production est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'extorsion de la plus-value. Mais dans ce que le marxisme dénomme la phase ascendante du capitalisme, le prolétariat s'est constitué comme classe dans les rapports sociaux de production édifiés sur la base de la propriété privée des moyens de production.

Puisque ces journées d'études sont consacrées à la révolution d'Octobre 1917, je ferai référence à Lénine. Quand la classe ouvrière se constituait au début du siècle dans la Russie tsariste, quand se constituait la grande industrie dans un pays où régnait un système semi-féodal,

Lénine écrivait et disait aux ouvriers russes, aux paysans qu'on chassait de leurs terres : vous allez souffrir mille morts, on va vous mettre dans des bagnes industriels. Mais là, vous vous regrouperez, et en vous groupant, vous acquerrez une conscience de classe. Et avec cette conscience de classe, vous arracherez au capital des droits, des garanties.

Aujourd'hui, c'est un processus inverse, à l'échelle internationale. Le système capitaliste, la propriété privée des moyens de production, ne groupe plus les ouvriers, il les disperse. Vous avez ici un livre écrit par notre camarade Denis Laval sur la mondialisation et la désindustrialisation, avec les chiffres, avec les faits. Je vous invite à lire ce livre. C'est un livre objectif, qui vous donne exactement la situation de ce mouvement, qui est un mouvement mondial.

Alors, la question qui se pose est claire. Aujourd'hui, le prolétariat est toujours debout, car, comme le camarade Daniel Gluckstein l'a expliqué, l'extorsion de la plus-value reste encore à la base du système financier international, de la spéculation, qui détruit la base même de l'industrie. Alors, le prolétariat est-il à même d'enrayer la marche à la barbarie, car ce système détruit les bases de la civilisation ? Il suffit de regarder ce qui se passe dans ces quatre-vingts pays dont a parlé tout à l'heure le camarade Gluckstein. Il suffit de regarder ce qui se passe aujourd'hui en Russie, ce qui se passe en Algérie, ce qui se passe au Congo, ce qui se passe au Bangladesh, ce qui se passe en Amérique latine.

Il est évident que ce mouvement, qui amène à la désintégration de la civilisation capitaliste, conduirait à la désintégration de la seule classe capable d'ouvrir une solution. Mais c'est un processus qui n'est pas encore arrivé au bout. Il y a encore un prolétariat, qui cherche sa voie.

Par exemple, on l'a vu avec la grève de l'UPS, aux Etats-Unis. Bien que le prolétariat américain est placé dans une situation où le gouvernement Clinton et le Congrès ont programmé la liquidation de 400 000 emplois, la lutte des classes reste le moteur du développement de l'histoire.

Mais les appareils dirigeants, nous le voyons par exemple avec la conférence sur l'emploi, ne demandent aujourd'hui qu'à contrôler la destruction des garanties arrachées par la lutte de classe.

C'est là un processus complexe, un processus difficile. Mais le prolétariat reste debout. Y a-t-il encore un espoir ? Oui. Cet espoir, c'est la recherche par des millions d'hommes, des centaines de millions d'hommes, d'une issue. Est-ce que le capitalisme, la propriété privée, peut ouvrir une issue ? Est-ce qu'il peut donner une issue aux jeunes générations ? Est-ce que le capitalisme peut donner une issue à ces bac + 8, à qui on propose 2 500 francs par mois ? Est-ce qu'il peut donner une issue à ces médecins, qui, depuis des dizaines d'années, exercent une médecine découpée en morceaux et qui bientôt ne seront plus médecins ? Est-ce qu'il peut donner une issue à cette infirmière, qui, avec deux aides-soignantes, est obligée de contrôler de 8 heures du soir à 8 heures du matin des dizaines de malades grabataires ? C'est cela, la question. Et ce n'est pas une question seulement sentimentale.

Y a-t-il une base objective permettant d'affirmer que les travailleurs, les exploités, les opprimés peuvent s'ouvrir une issue ?

C'est la question posée par Marie-Thérèse Cousin, mais la réponse ne peut pas être univoque. Si, effectivement, sur la base du développement d'une organisation qui cherche à ouvrir une issue aux travailleurs, aux jeunes, si cette organisation se développe, c'est-à-dire s'organise, alors oui, il y a une issue.

Le problème est très complexe. On ne peut pas le régler ici, en aborder tous les aspects. C'est la raison pour laquelle nous appelons ceux qui participent à ce débat à rejoindre le Parti des travailleurs, pour continuer le débat à l'intérieur du Parti des travailleurs, pour que nous continuions ce débat avec la classe ouvrière.

Trotsky, en 1939, au moment de la guerre, écrivait ceci :

"En cas de victoire, Hitler commencera vraisemblablement par demander le retour aux capitalistes allemands de toutes leurs propriétés jadis expropriées. Il garantira ensuite la même restauration de la propriété privée aux Anglais, aux Français, aux Belges, afin de parvenir à un accord avec eux aux dépens de l'URSS. Finalement, il fera de l'Allemagne le commanditaire des entreprises d'Etat soviétiques les plus importantes au profit de la machine militaire allemande. Pour le moment, Hitler est l'allié et l'ami de Staline. Mais si, avec l'aide de Staline, il remportait la victoire sur le front occidental, il tournerait le lendemain ses armes contre l'URSS. Dans des circonstances semblables, Chamberlain (c'était le Premier ministre anglais de l'époque), Roosevelt n'agiraient pas autrement qu'Hitler."

La lutte de classe internationale, le combat des travailleurs et des peuples de l'URSS, malgré le stalinisme, a alors fait échouer ces plans. Le stalinisme, la caste bureaucratique a été jusqu'au bout. Mais il existe encore un prolétariat en Russie, il existe encore des nationalités opprimées, il existe encore des masses de parias qui cherchent une voie.

Je me permettrai de vous livrer ce qui pourrait apparaître comme une anecdote, mais qui n'en est pas une, comme vous le verrez. En 1948, il y a eu le II^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. Dans ce II^e Congrès, il y avait un délégué connu sous le nom de Babenko (son pseudonyme). Je voudrais rappeler son histoire : cet homme était entré au Parti bolchevique dès 1903. Il avait connu les prisons du tsar, il avait fait la guerre, il avait participé à la révolution russe, il était membre du comité central du Parti communiste ukrainien. En 1923, il était l'un des cosignataires de l'appel lancé par Trotsky qui a constitué l'Opposition de gauche. Il a capitulé en 1927. Au moment des procès de Moscou, en 1936, il était professeur. Il fut arrêté. Puis Iagoda, qui était commissaire du peuple à l'Intérieur, c'est-à-dire celui qui organisait, pour le compte de Staline, les procès monstrueux où ont été exterminés les militants bolcheviks, fut

remplacé par Iejov. Mais, nous le savons, Staline ne faisait rien à moitié, y compris le procureur s'est retrouvé en prison. Et un nouveau procureur a été désigné. Ne sachant que faire de Babenko, il l'a condamné à dix ans de camp.

Au moment où l'Allemagne hitlérienne attaqua l'Union soviétique, il y eut un appel (d'ailleurs, il existe un magnifique roman, qui n'a jamais pu être traduit en français, *Room on the road*, d'un correspondant de guerre australien présent à Moscou en 1941, et qui explique comment Staline avait envoyé des émissaires dans les camps) pour dire aux combattants de la révolution qui avaient échappé aux massacres, aux survivants qui avaient fait la révolution :

"C'est maintenant l'URSS, c'est la propriété sociale qui est menacée."

Ils se sont engagés et, devant Moscou, avec un matériel désuet, ont défendu, malgré Staline, contre Staline, la patrie soviétique.

Babenko était ukrainien. Comme vous le savez, il y a eu en Ukraine la collectivisation forcée en 1932, et des centaines de milliers, sinon plus, de morts dans cette guerre civile engagée par Staline contre les paysans.

Quand les Allemands sont arrivés, la population les a regardés, non pas avec amitié, mais avec indifférence. Mais propriété privée et propriété d'Etat sont incompatibles. La vie, les conditions de travail de tous les kolkhoziens étaient liées à la propriété sociale, à la propriété collective. L'arrivée de Hitler, c'était la destruction de la propriété sociale, la destruction de la possibilité de vivre et de survivre ! Et c'est en Ukraine qu'il y a eu les plus grandes bandes de partisans, qui ont défait l'Allemagne hitlérienne.

En 1936, j'ai lu — j'étais tout jeune — *La Révolution trahie*, de Trotsky. Cela m'a convaincu. Sauf sur un point. Trotsky écrit en substance : "Les conquêtes d'Octobre vivent dans la conscience des masses." J'avoue que je pensais que c'était très idéaliste. En 1948, en me rela-

tant ces faits, Babenko, qui lui-même ne partageait pas les positions de Trotsky, m'a convaincu que celui-ci avait raison. Les conditions matérielles d'existence déterminent la conscience, et la conscience de millions d'ouvriers, des centaines de millions qui peuplaient toute l'Europe, les pays de l'Est et l'Union soviétique, a eu raison du fascisme. Et cela est la base de la confiance qu'on doit avoir dans le fait qu'il y a une issue, que cette issue existe ! L'issue, c'est la construction, pas à pas, jour après jour, d'un parti ouvrier indépendant pour la défense des organisations ouvrières, la défense des droits et garanties, la reconquête des conquêtes sociales, la recherche des solutions qu'on propose à la classe ouvrière dans la discussion libre avec les travailleurs, dans les secteurs où l'on travaille.

C'est de cela, dans un cas particulier, que nous avons discuté avec les camarades hospitaliers tout à l'heure : est-il possible, dans tous les hôpitaux, de faire une enquête qui paraîtra dans *Informations ouvrières* ? Est-il possible de désigner des délégués pour faire une conférence de délégués, une conférence de défense de l'hospitalisation, où seraient discutés les moyens et les voies pour aider la lutte unie contre les méfaits organisés, programmés, avec la CSG, contre la santé, une conférence qui proposera les voies de la lutte de classe ? Il n'y a pas d'autre issue que celle-là. Et cette issue, elle a des chances d'aboutir ; pas tout de suite, mais calmement, continuellement, en nous organisant dans ce sens, nous aiderons les travailleurs à s'ouvrir cette issue.

Rosa Luxemburg disait :

"Fais ce que dois, advienne que pourra",

et il ne pourra arriver que de bonnes choses.

• **Jean-Jacques Karman** : Je voudrais dire un petit mot par rapport à l'intervention de Daniel Gluckstein, mais avant je dois rectifier une chose que j'ai dite hier et que j'ai vérifiée en rentrant chez moi, sur la base de l'index des *Oeuvres complètes* de Lénine, Editions sociales et Editions du

Progrès. Je me suis trompé et je l'avoue, puisque j'ai retrouvé des textes de Lénine par rapport à Rosa Luxemburg avant sa mort. Mais malheureusement, dans l'index, ce n'est pas noté. Et Jean-Jacques Marie m'a indiqué que, dans les 45 volumes, en réalité il en manque 8. Voilà.

Donc, je voulais intervenir sur ce qu'a dit Daniel. J'ai applaudi, pas par politesse, mais parce que je pense que ce qu'il a dit est juste. Et on peut se poser la question : pourquoi, alors, est-ce que je reste encore membre du Parti communiste français ?

Il a fait une référence à mon camarade de parti Lucien Sève et cela me fait réfléchir parce que, souvent, le courant trotskyste a une vue du Parti communiste par rapport à son histoire. Il est vrai que le parti de type nouveau a été gangrené par le stalinisme et, pendant toute une période, une longue période, on pouvait considérer qu'il était impossible de le changer. Parce que la discipline intérieure était une seule pensée, qui était celle de la direction. Il était impossible de faire quelque chose à l'intérieur et ceux qui ont essayé ont été la plupart du temps exclus.

Eh bien, aujourd'hui, la situation est tout autre. C'est pour cela que je suis membre du Parti communiste français. Par exemple, il y a plus de courants dans le Parti communiste français que dans le Parti des travailleurs. C'est cela, la réalité. Et pas des courants cachés, puisque le courant de la Gauche communiste, que j'anime avec un certain nombre de camarades, a eu un stand à la Fête de *L'Humanité*. Nous avons publié un certain nombre de brochures, dont une de Trotsky. Et cela ne pose pas de problème *a priori*. Il y a, à l'heure actuelle, débat.

Et le camarade Sève, qui est intervenu (d'abord, il n'est plus membre du comité national, il est sorti au dernier congrès), exprime l'un des courants. Ce n'est pas la position du Parti communiste français qu'il a exprimée là, c'est celle d'un des courants. Je ne veux pas dire que la position du parti soit meilleure, loin de là, mais ce que dit Sève reflète les vues d'un des courants. Il y a à l'heure actuelle le camarade Herzog — moi, je l'appelle le Bernstein moderne — ; même s'il a quitté le parti au dernier congrès, il y a nombre

de ses partisans qui sont à l'intérieur. Il y a ce qu'on appelle les "refondateurs", officiellement, ils s'appellent Communistes démocratiques. Il y a aussi une tendance néostalinienne, qui n'est pas à négliger, qui est assez forte, qui se défend sur des positions qui sont parfois justes, c'est cela qui est assez compliqué, par rapport à la mutation réformiste prônée par Robert Hue.

C'est pourquoi je vous dis qu'aujourd'hui — je ne vous demande pas d'adhérer au Parti communiste français —, il est possible d'être membre du Parti communiste français, de venir dans un meeting comme celui-ci, dans une réunion publique convoquée par la section française de la IV^e Internationale et de donner sa position sans être quelqu'un d'infiltré ou quelqu'un qui est en service commandé, ce dont on est toujours soupçonné.

Je crois que l'avenir le démontrera. L'avenir sera un front unique avec des gens qui sont dans cette salle et avec des gens qui sont dans le parti, et peut-être aussi avec d'autres. Je crois qu'il y a une possibilité. Au dernier congrès de mon parti, officiellement (entre ce qui est officiel et ce qui est réel — parce qu'il y a quand même toujours des vieilles méthodes qui continuent de fonctionner —, il y a toujours une différence), il y a 5 % qui se sont opposés à la ligne de mutation et, en juin, quand il a fallu voter pour la participation au gouvernement, ces 5 % étaient devenus 22 %, officiellement. Cela ne s'est vu jamais dans un parti communiste, jamais vu. Officiellement, *L'Humanité* reconnaît qu'il y a 22 % de ses adhérents qui refusent. Et à la Fête de *L'Humanité*, le secrétaire national, l'ex-secrétaire général, est sifflé. Il est sifflé, non pas par un petit groupe, il est sifflé par de nombreuses personnes. Pas parce que physiquement il ne plaît pas, mais parce que la politique qu'il défend n'est pas la bonne.

Je crois qu'il se passe des choses au Parti communiste, qui ne sont pas à négliger, et je tenais à le dire à l'occasion de cette rencontre.

• **Daniel Gluckstein :** Juste un mot sur cette question, on reviendra à d'autres

après. Pour ma part, je partage ce que vient de dire le camarade Jean-Jacques Karman à la fin de son intervention : il se passe beaucoup de choses au Parti communiste et je crois qu'elles sont extrêmement importantes. Il y a dégagement de courants et différentes positions sont en présence. Cela a une grande importance qu'un militant du Parti communiste français, avec ses positions, puisse participer à nos débats et exprimer ici que, finalement, sur beaucoup de choses, nous sommes d'accord.

Je serais plus nuancé sur la signification respective des courants dans le Parti communiste français et dans le Parti des travailleurs. Parce que — cela fait partie de la discussion, camarades, elle est tout à fait légitime, sereine et fraternelle — je ne crois pas que le caractère démocratique d'une organisation se mesure au plus ou moins grand nombre des courants qu'il y a en son sein. Sinon, le Parti socialiste, à une époque, aurait été le plus démocratique des partis du monde.

Mais je crois surtout qu'entre les courants auxquels Jean-Jacques Karman fait référence au sein du Parti communiste français et les courants du Parti des travailleurs, il y a une différence de nature. Dans le Parti des travailleurs, il y a différents courants, mais qui ont une chose en commun : la défense de l'indépendance de classe des organisations, comme une question centrale. Tous se prononcent donc pour la nécessité pour les travailleurs d'avoir des organisations indépendantes.

Qu'est-ce qu'il y a de commun entre les différents courants du Parti communiste français ?

Ce n'est pas à moi de répondre à cette question. Cela entraînerait un débat, on pourrait avoir des appréciations différentes, mais en tout cas, je crois pouvoir dire que ce que je viens d'évoquer — la défense de l'indépendance des organisations ouvrières — n'est pas le socle commun des différents courants au sein du Parti communiste français. Je ne doute pas qu'il y ait certains camarades qui se situent sur cette position, mais le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le cas de la totalité des courants et disons que, à mon avis, ce n'est pas le cas pour la

grande majorité des courants.

Cela entraîne une différence de nature, car cela a des conséquences concrètes, par exemple sur la position relative à la politique du présent gouvernement. Jean-Jacques Karman a raison : je n'ai évoqué que le point de vue de Lucien Sève. Pourquoi ? Parce que c'est celui qui était publié en bonne place dans *L'Humanité*, comme le point de vue de la direction. C'est vrai que, dans le même numéro de *L'Humanité*, il y avait d'autres points de vue qui étaient donnés. Je les ai lus et soigneusement annotés. Le problème est qu'il n'y en a pas un pour rattraper l'autre, je m'en excuse, puisqu'on me demande de parler des autres courants.

Je lis. C'est le compte rendu d'un colloque organisé par *Actuel Marx*, dans lequel, apparemment, Lucien Sève était le porte-parole du point de vue, disons, de la direction du PCF, mais il y a eu d'autres points de vue dans ce colloque. Qu'est-ce qu'il y est dit ? D'abord, dans le compte rendu officiel de *L'Humanité*, je lis (là, c'est au compte de *L'Humanité*, donc du Parti communiste) :

"Le socialisme a longtemps désigné une transition où seraient changées d'en haut les conditions économiques, là transformation sociale. L'échec de cette étape, modélisée à partir de Staline, pousse aujourd'hui à revoir la notion même d'étape."

Qu'est-ce que cela veut dire, camarades ? Cela veut donc dire, et là ce n'est pas un courant qui le dit, mais la direction du Parti communiste français, que lorsque la classe ouvrière cherche à prendre entre les mains les rênes de la société — c'est cela qu'on appelle "d'en haut" —, cela, c'est l'échec de Staline. Ce qui mène aux mêmes conclusions que celles de Lucien Sève sur le fait que c'est dans la gestion tout de suite des entreprises que les choses peuvent changer. Ensuite, il y a quelqu'un d'autre qui a la parole et qui dit la chose suivante :

"Il y a eu hier une phase de mondialisation maîtrisée. Le problème, c'est qu'on entre aujourd'hui dans une mondialisation débridée."

Personnellement, camarades, je ne considère pas que la "mondialisation maîtrisée" est quelque chose de préférable à la "mondialisation débridée". Surtout, je ne vois pas comment la mondialisation peut être maîtrisée. Mais il ajoute :

"Pour autant, il n'est pas d'avis de faire retour à la thèse d'une révolution socialiste mondiale."

Alors, cela, c'est un autre courant, c'est un courant qui pense qu'il ne faut pas aller vers une révolution socialiste mondiale. Il ajoute ceci, je le cite :

"Il y a une mutation même des rapports de classes."

Je cite, parce que j'ai mis du temps à comprendre :

"Est-ce contrevénir à Marx que d'affirmer qu'une classe se définit davantage par la place qu'elle occupe dans les rapports de production plutôt que par l'appropriation ou non des moyens de production ?"

Qu'est-ce que cela veut dire, camarades ? Une classe sociale se définit par la place qu'elle occupe dans les rapports de production. La place qu'elle occupe est d'abord déterminée par la réponse à la question suivante : est-ce qu'elle possède les moyens de production ou est-ce qu'elle ne les possède pas ? Si elle les possède, elle est propriétaire des moyens de production ; si elle ne les possède pas, eh bien, elle n'en est pas propriétaire et, à ce moment-là, elle est la classe directement exploitée, c'est la classe ouvrière ou d'autres classes dans la société. Et j'apprends là que ce qui compte, ce n'est pas l'appropriation ou non des moyens de production, c'est la place qu'on occupe par rapport aux rapports de production. Mais comment définir cette place de manière séparée de l'appropriation des moyens de production ? C'est bien la même conclusion que celle de Lucien Sève, même s'il s'agit, cette fois, d'autres courants présents dans le débat au colloque *Actuel Marx*.

Un autre encore, dont on m'a dit que c'était un membre d'une autre sensibilité du Parti communiste français. Il parle à juste titre de "*la phase de pourrissement, qui est partie intégrante de la crise générale du capitalisme*". Je partage cette appréciation. Il donne un certain nombre d'indices de cette phase de pourrissement, dans lesquels je lis :

"La tendance à la privatisation des Etats."

Là, camarades, il y a quand même un problème : si la tendance à la privatisation est l'expression du pourrissement du capitalisme, on ne peut pas dire cela et puis justifier par ailleurs la politique du gouvernement dans lequel le ministre Gayssot organise la privatisation de la SNCF et d'autres secteurs ! Il y a un vrai problème pour s'y retrouver pour les salariés. Surtout quand on ajoute que la conséquence de ce pourrissement, c'est qu'il "*affaiblit les luttes plus qu'il ne les suscite*". Camarades, c'est là une perspective que je ne partage pas. Oui, c'est vrai que la décomposition du système capitaliste aujourd'hui joue aussi dans le sens d'une décomposition du mouvement ouvrier. C'est vrai, mais il y a aussi résistance, il y a aussi recomposition.

Alors, on pourrait prendre d'autres exemples dans ce qui est donné ici, je veux simplement attirer l'attention sur le fait que la conclusion de tout ce colloque, et pas seulement de Lucien Sève, c'est qu'il "*faut réfléchir autrement les problèmes de la propriété. Sortir de l'opposition propriété d'Etat-propriété privée*". Camarades, "*sortir de l'opposition propriété d'Etat-propriété privée*" — c'est peut-être un manque d'imagination de ma part, je n'ai pas été invité à ce colloque et j'avoue que j'aurais eu du mal à trouver ma place dans ces débats extrêmement sophistiqués — me semble une tâche ardue : car enfin, l'opposition entre propriété d'Etat et propriété privée (ou, dit sous une autre forme, l'opposition entre propriété sociale et propriété privée) reste une opposition bien sensible. Sinon, je le répète, on ne voit pas pourquoi il faudrait privatiser.

Camarades, il y a quand même un problème : la privatisation est la politique dominante de tous les gouvernements au monde, y compris de ce gouvernement Jospin-Gayssot-Aubry.

Et on nous dit au détour d'un colloque :

"Mais c'est une question secondaire, propriété d'Etat, propriété privée."

Je serais tenté de dire : eh bien, si c'est secondaire, ne privatisez pas.

Camarades, si cette opposition est totalement secondaire, gardons les chemins de fer publics, gardons la poste publique, gardons France Télécom public !

Il faut croire qu'il y a des intérêts derrière pour privatiser. Donc, il ne faut pas nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Et je constate — ce n'est pas pour le camarade Jean-Jacques Karman que je dis cela — que, dans ce débat, toutes les composantes présentes ont en commun de dire qu'il faut dépasser l'opposition public-privé, donc qu'il faut privatiser.

• **Pierre Lambert** : Camarades, il y a une autre question posée :

"La crise de l'humanité se résume à la crise de la direction du prolétariat. D'abord 1917 : le pain, la paix. En Algérie, nous saluons le Parti des travailleurs algérien et son congrès : la paix et la paix tout de suite, mot d'ordre plus que jamais d'actualité. Pour le pain, la IV^e Internationale consacre 30 % à l'aide internationale. Dans cette période horrible en Algérie, la solidarité ouvrière doit s'exprimer plus que jamais. Ce week-end, pouvons-nous aller plus en avant ? Solidarité financière plus largement avec les autres partis démocratiques, qui, comme le Parti des travailleurs algérien, se battent dans des conditions horribles contre l'internationale de l'impérialisme, qui n'hésite pas à engager des armes lourdes et des sommes colossales pour terroriser le peuple algérien. Opposons-lui, à l'issue de cette réunion, une résolution de campagne financière."

Je passe la parole au camarade Lucien Gauthier pour une communication sur le congrès du Parti des travailleurs d'Algérie, qui vient de se tenir.

Communication sur le IV^e Congrès du Parti des travailleurs d'Algérie

par Lucien Gauthier

Les 9 et 10 octobre, s'est tenu près d'Alger le IV^e Congrès du Parti des travailleurs. Plusieurs centaines de délégués sont venus de tout le pays, malgré de très grandes difficultés, d'abord parce que l'Algérie est un grand pays, mais surtout en relation avec la situation de ce pays, qui fait que chaque délégation quittant sa ville et faisant des centaines de kilomètres s'exposait aux barrages, aux provocations et aux massacres qui endeuillent chaque jour l'Algérie. Il est clair que le fait que près de 600 délégués soient venus de trente-huit wilayas (c'est-à-dire départements), sur un pays qui en compte quarante-huit, avec des délégations qui n'ont pas pu venir pour des raisons matérielles, implique un effort financier, un effort humain et un effort politique et, en même temps, traduit un sentiment dans la population algérienne de résistance et d'exigence de la paix, de la paix tout de suite, qui était le mot d'ordre central placé sur la tribune du IV^e Congrès du Parti des travailleurs.

Ce congrès, en même temps, était une nécessité, puisque, il y a plus d'un an, le pouvoir a édicté une nouvelle loi, qui vise à réglementer la légalité des partis. Cette loi exige notamment que, dans au moins vingt-cinq wilayas, soient enregistrés 100 militants. Enregistrer 100 militants, ça veut dire 100 personnes qui donnent leur

nom, leur adresse, leur carte d'identité..., dans un pays où cent mille ou deux cent mille personnes ont été assassinées, des femmes, des enfants, des vieillards, des hommes, n'importe qui, dans la rue, chez eux.

Il est clair que le fait d'avoir au minimum 2 500 adhérents donnant publiquement leur nom, dans le cadre d'une loi totalement antidémocratique, représentait un effort politique considérable pour ne pas être réduit à une situation de clandestinité et de répression.

A l'issue de la III^e Conférence mondiale ouverte, la délégation algérienne présente, qui regroupait des militants du Parti des travailleurs, mais également des syndicalistes, a décidé d'engager cette campagne et s'est fixé l'objectif, pour assurer la légalisation du parti, d'avoir 5 000 adhérents au Parti des travailleurs. Conformément à la loi, un huissier de justice, ou plutôt deux étaient présents, puisque, en plus, il fallait que soient physiquement présents, venant d'au moins vingt-cinq wilayas, 16 délégués représentant au moins 100 militants, avec carte d'identité, bordereau, etc. Le résultat, c'est que l'huissier de justice, après étude du dossier durant plusieurs heures, a rendu compte devant le congrès qu'il avait certifié les papiers enregistrant la présence de

délégations de 38 wilayas et représentant 10 000 militants dûment enregistrés selon la procédure administrative décidée par les autorités algériennes.

Il est clair que c'était là un résultat pour tous les délégués, qui, pendant des mois et des mois, en menant campagne pour la paix, en constituant des listes aux élections législatives, en constituant des listes aux élections municipales, ont combattu dans la situation difficile de l'Algérie, ont obtenu la tenue de ce congrès et le dépôt de la démarche de légalisation auprès des autorités algériennes.

Mais ce parti, le Parti des travailleurs, n'est pas un parti surgi du hasard. Le IV^e Congrès du Parti des travailleurs a rappelé et établi la filiation de ce parti. Il a rappelé tout d'abord que, bien qu'il existe une loi interdisant à tout parti politique algérien d'être membre d'une instance internationale, de par sa tradition, sa continuité, son combat, le Parti des travailleurs estime nécessaire de combiner l'expérience du mouvement ouvrier mondial en général, et plus particulièrement les expériences de la IV^e Internationale, avec les enseignements du mouvement national.

Il a été rappelé cette continuité du combat par le fait que présidait et ouvrait les travaux de ce congrès le camarade Mustapha Ben Mohamed, secrétaire général du parti, député du Parti des travailleurs, que ce n'était pas au titre de député qu'il présidait ce congrès, mais pace qu'exprimant cette continuité du combat des militants trotskystes en Algérie et en même temps de vieux combattants de la cause nationale algérienne, de participants au Parti du peuple algérien de Messali Hadj et du combat comme militants trotskystes pour construire le Parti des travailleurs en Algérie.

En effet, il est impossible de parler du congrès du Parti des travailleurs sans revenir sur les conditions de la constitution du mouvement national en Algérie.

Octobre 1917, c'est le thème de ces journées d'études, mais octobre 1917, c'est la révolution russe et la révolution internationale, c'est l'appel aux peuples et aux classes ouvrières de tous les pays et

c'est, avec le pain, la terre, la paix, la liberté, un appel à tous les peuples et à toutes les classes ouvrières à se dresser contre la bourgeoisie et contre le colonialisme, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Je rappellera à ce sujet que le IV^e Congrès de l'Internationale communiste adopta une résolution sur le Parti communiste français, avant qu'il ne se transforme en parti stalinien, dans laquelle il était demandé que celui-ci rompe avec la politique du parti telle qu'elle était menée jusqu'alors, politique qui, derrière la phraséologie gauche, n'était en fait rien d'autre que l'adaptation au cadre colonial, et qu'il organise et structure les forces anticolonialistes dans un parti communiste en Algérie.

Soulignons que c'est dans la classe ouvrière, dans sa fraction immigrée, parmi ceux qui ont été arrachés à la terre d'Algérie pour être mis en France dans les usines, dans les entreprises, mais qui, par là même, prennent contact avec les travailleurs français, rentrent dans le mouvement syndical, participent aux luttes des travailleurs français, que va se constituer le noyau de militants qui, avec Messali Hadj, va commencer à structurer la force de ceux qui combattent pour l'indépendance de l'Algérie en constituant l'Etoile nord-africaine.

Bien évidemment, le développement de ce mouvement national va se faire en relation même avec le mouvement ouvrier français. Messali Hadj sera membre du Parti communiste français à cette époque.

Le développement de ce mouvement dans la classe ouvrière immigrée en France, la constitution de ce mouvement national algérien vont se heurter très rapidement aux exigences du capital français et à la politique mise en œuvre tant par la direction du Parti socialiste que par celle du Parti communiste français. Juin 1936 arrive : sur injonction des dirigeants du PCF, l'Etoile nord-africaine rentre dans le Front populaire, qui se dresse contre les aspirations nationales du peuple algérien.

Les exigences de la cause nationale se heurtent à la politique du Front populaire

et, plus précisément, aux plans Violette-Blum, qui exigent une politique d'assimilation et d'intégration des Algériens à la nation française.

Dans ces conditions, sur la base du travail d'organisation, quand Messali Hadj va rentrer en Algérie, en août 1936, dans un meeting qu'il va tenir, il va ramasser la terre qui est là et dire : "Cette terre est notre", déclenchant les applaudissements, posant par là la revendication de l'indépendance et du combat pour l'indépendance de l'Algérie.

Bien évidemment, cela va se heurter à la politique du Front populaire, conduisant à l'exclusion de Messali Hadj, à la rupture avec toute cette politique. Pour notre part, nous, comme militants de la IV^e Internationale, nous, comme combattants sur le terrain de l'internationalisme, notre position était celle-là, celle de l'indépendance du peuple algérien et de l'indépendance de l'Algérie, contre le colonialisme et contre la politique mise en œuvre par le Front populaire d'oppression coloniale des peuples du Maroc, de Tunisie, d'Algérie et des autres pays composant l'empire colonial français.

A notre époque, à celle de l'impérialisme — c'était la position et c'est la position de la IV^e Internationale —, les tâches de libération nationale, les tâches de l'émancipation nationale des peuples ne peuvent pas être assurées, comme à une époque antérieure, par une bourgeoisie qui émanciperait la nation de la domination étrangère.

La réalisation des tâches démocratiques, c'est-à-dire notamment l'indépendance nationale, est reliée directement avec la place et le combat de la classe ouvrière pour ses revendications, sur la ligne de l'expropriation du capital.

On a vu comment toute une série d'indépendances formelles ont vu en fait se constituer des régimes où la bourgeoisie de ces pays n'était rien d'autre que le véhicule, l'instrument de la relation avec le marché mondial, avec l'impérialisme, la soumission aux intérêts des impérialistes, qui a été, à une époque, appelé le néocolonialisme.

C'est la conception de la IV^e Internationale, que Trotsky a résumée dans un ouvrage qui s'appelle *La Révolution permanente*, qui montre la combinaison de ces processus. C'était sur cette orientation que, pour notre part, nous soutenions et participions à ce combat pour l'indépendance de l'Algérie contre la politique de soumission à la domination coloniale des appareils dirigeants. C'est important de le préciser, parce que ça fait partie de notre programme, de notre continuité qui recoupe celle du Parti des travailleurs d'Algérie.

A ce sujet, on parle beaucoup, depuis le procès de Maurice Papon, de la nécessité d'ouvrir les archives sur la rafle qui s'est produite le 17 octobre 1961. Les meurtres commis ce jour-là ne devraient pas faire oublier ce qui s'est passé le 8 mai 1945. Le 8 mai 1945, c'est la reddition des troupes nazies, c'est la signature de "l'armistice". Mais le 8 mai 1945, ce sont, face à l'insurrection et au développement du mouvement en Algérie, les troupes françaises, sur décision du gouvernement d'union nationale, qui comprend le PS, le PCF, le MRP, etc., qui, en quelques dizaines d'heures, à Sétif et à Guelma, vont massacrer 45 000 Algériens sous la mitraille coloniale, les dénonçant comme des partisans d'Hitler.

C'est la réalité de la politique coloniale qui a été mise en œuvre, contre laquelle nous, IV^e Internationale, nous combattions. C'est précisément ces processus et leur développement à l'échelle historique et dans le temps qui ont permis le développement du mouvement national algérien, le développement de la révolution algérienne, puis sa confiscation par une couche qui, au compte de l'impérialisme mondial, cherche la soumission, après les accords d'Evian, de l'économie et de la nation algériennes aux intérêts étrangers.

Cette continuité, qui a été établie dans le congrès, était indispensable pour l'ensemble de ces centaines de délégués qui ont adhéré il y a quelques mois au Parti des travailleurs d'Algérie. Parce qu'il est clair que le combat qui a été mené par le Parti des travailleurs, centré principalement sur l'exigence de la paix et qui intègre la

lutte pour la démocratie, la lutte contre les privatisations et pour le contrôle par la nation de ses richesses, a été le levier qui a permis de regrouper l'ensemble de ces délégués, l'ensemble des militants qui ont adhéré à ce parti.

Tous les délégués qui sont intervenus ont abordé la question centrale : l'Algérie est menacée. L'Algérie est menacée de dislocation. L'Algérie est menacée d'explosion. Tous, ils ont indiqué, sur la base du rapport qui avait été fait, comment la politique de généralisation des conflits à l'échelle mondiale et sur le continent africain, dont l'Algérie fait partie — les massacres au Rwanda, la guerre au Zaïre, au Congo, en Somalie... —, le processus de destruction, qui aboutit à "l'Afrique utile" et à "l'Afrique inutile", existent en Algérie. Un délégué disait :

« Mais "l'Algérie utile" et "l'Algérie inutile" existent. Je viens du sud de l'Algérie, des régions pétrolifères et de gaz, il me faut un visa pour sortir de ces zones. Il me faut un visa pour rentrer dans ces zones. Aucun citoyen algérien, s'il n'a pas une bonne raison de rentrer dans ces zones d'exclusion, ne peut y pénétrer. Nous avons combattu pour libérer notre pays, nous avons réalisé l'indépendance nationale, nous avons chassé le colonialisme français. Et les dirigeants d'aujourd'hui disent bonjour aux colons, bonjour au colonialisme. »

Oui, dans un pays comme l'Algérie, l'ensemble des zones riches utiles, le pétrole, le gaz sont des zones d'exclusion, protégées par l'armée ; mais les deux tiers de la population algérienne, dans le reste du pays, sont livrés aux massacres, aux conflits, aux luttes des fractions militaires diverses et variées qui se combattent en liaison avec le combat des différents impérialismes, sur le dos et sur la peau du peuple algérien.

Cette situation est exprimée dans ce que disait ce délégué :

“On ne meurt pas que de balles, on meurt de faim. Je tiens ici à témoigner du fait qu'un militant du Parti des travailleurs de ma ville a demandé que je dise au congrès que, depuis quatre jours, lui et ses enfants n'ont rien mangé. On meurt de faim parce que la privatisation,

les massacres et la guerre conduisent et poussent à la déchéance des millions d'Algériens.”

Un délégué syndical d'une entreprise du textile de Tizi-Ouzou expliquait, comme d'ailleurs cela a été donné en exemple pour la Russie par le camarade Vadim Rogovine, ce matin :

“Dans cette usine de textile, où toute la semaine on travaille, on nous donne pour paye, pour salaire, des coupons de tissu et des bobines de fil pour qu'on les vende à titre de salaire.”

On doit donc être ouvrier la semaine et commerçant le soir et le week-end.

Cette offensive de privatisation, c'est elle qui mène aux massacres, aux guerres. Ainsi, dans ce congrès, s'est exprimée la réalité dramatique que connaît l'Algérie, l'angoisse de millions de travailleuses et de travailleurs.

Dans le même temps, la volonté de résistance se manifestait dans les interventions. Des ouvriers du pétrole disaient :

“Nous refusons la privatisation du pétrole et des gaz. Nous combattons contre cette politique. Nous avons déjà remporté un succès parce que la direction de l'UGTA a tenu son congrès de la fédération du pétrole et que cette direction, qui s'était tout d'abord prononcée pour la privatisation, a été contrainte, par la mobilisation des travailleurs du pétrole, de voter dans ce congrès une motion demandant qu'il n'y ait pas de privatisation du pétrole, que le pétrole et le gaz algériens demeurent propriété de la nation algérienne.”

Cette résistance s'exprime également dans l'action pour la paix :

“Nous luttons pour la paix, il n'y a pas d'autre issue, rien ne sortira des armes. Ce sont les décisions politiques qui peuvent sortir l'Algérie de l'impasse dans laquelle on veut l'entraîner, de la barbarie et du chaos. Oui, ceux qui sont au pouvoir peuvent décider la paix, il ne s'agit pas d'une guerre entre deux partis, il ne s'agit pas d'armistice ou je ne sais quoi : il s'agit du fait que Zéroual doit décréter la paix parce qu'il n'y a pas de solution par le "tout sécuritaire", comme disent les dirigeants algériens.”

Cette action du Parti des travailleurs, cette volonté de lutter pour la paix, de mettre au centre cette exigence de la paix, se traduisait dans ces interventions des délégués qui disaient :

"Camarades de la direction du Parti des travailleurs, restez fermes sur les positions qui sont les nôtres. Nous avons un long combat pour la paix. Nous nous sommes réunis à Rome avec les dirigeants du FLN, du FFS, du FIS, nous avons adopté un appel pour la paix, nous avons créé les conditions d'un combat pour la paix."

"Nous avons ensuite, en Algérie, avec une série de personnalités, lancé un appel pour la paix. Il y a eu la lettre ouverte de Louisa Hanoune à Zéroval pour décréter la paix. Ce combat, c'est aujourd'hui celui qui fait du Parti des travailleurs le levier pour aider la population à s'ouvrir une issue."

Cette volonté, cette aspiration, cette exigence étaient présentes dans le congrès. C'était véritablement une aspiration qui montait d'en bas : développer, amplifier ce combat pour la paix, constituer des regroupements pour la paix dans toutes les villes, dans toutes les localités. Un délégué disait :

"Aujourd'hui, nous sommes 600, 700 dans ce congrès. Retournons dans nos villes, dans nos villages, dans nos wilayas et constituons à partir de nous des regroupements pour la paix, pour exiger la paix, que la guerre s'arrête. Parce que, avec la paix, nous pourrons discuter, avec la paix, nous pourrons comparer les programmes politiques, avec la paix, nous pourrons lutter efficacement contre la privatisation, avec la paix, nous pourrons lutter pour le pain, mais il faut la paix tout de suite."

En ce sens, nous avons vu dans ce congrès la place qu'occupait le Parti des travailleurs pour tous ces militants. Un délégué prenait la parole et disait :

"Il y a les massacres, il y a tout cela... mais nous n'avons pas peur. Nous n'avons pas d'autre solution que de lutter pour la paix. Nous savons que les massacres existent. Mais nous n'avons aucune autre solution que la lutte pour la paix."

Et il indiquait : nous sommes là, traduisant l'aspiration de ces militants à combattre pour construire ce parti.

La conclusion de ce congrès, c'est une série de décisions. Et notamment, c'est cette phrase prononcée par la camarade Louisa, quand elle a conclu :

"Cette terre, un million cinq cent mille Algériens sont morts pour qu'elle soit nôtre. Nous faisons le serment de ne pas laisser partir cette terre, d'arrêter la guerre, de combattre pour la paix et de construire le Parti des travailleurs dans ce combat pour la paix, contre les privatisations, contre la politique de liquidation."

Bien des problèmes se posent. Le fait que des milliers de militants se rassemblent ne règle pas l'ensemble des problèmes, bien évidemment. Il y a la guerre qui continue, les massacres, les menaces quotidiennes, il y a l'instabilité généralisée. Mais y a-t-il une autre issue ? La voie prise, l'orientation dégagée, rechercher le regroupement, l'association de milliers de travailleurs, c'est la voie pour aider le peuple algérien, les travailleurs algériens à s'opposer à la politique de barbarie et de privatisation.

C'est en ce sens, comme un délégué l'indiquait dans le congrès,

"qu'il faut empêcher que l'Algérie devienne un Zaïre ou un Rwanda, et notre parti peut être une aide pour le peuple algérien pour résister en combattant pour la paix, pour empêcher que la barbarie s'installe dans ce pays et ravage ce pays".

Aider les camarades algériens, ce n'est pas de la solidarité abstraite, ce ne sont pas des sentiments. Il y a en France, secteur de la classe ouvrière mondiale, l'immigration algérienne, partie prenante de la classe ouvrière française. Il nous faut vendre *Tribune ouvrière* aux militants, aux travailleurs algériens, pour leur faire connaître le combat du Parti des travailleurs en Algérie. C'est là notre responsabilité première, celle d'un parti qui, en France combat pour la défense des intérêts des travailleurs, qu'ils soient immigrés ou français.

Discussion

Pierre Lambert : Question : *"Je viens d'un pays où règnent la dictature, la torture : le Maroc. J'atterris en France. On m'a dit : là-bas, c'est les droits de l'homme. Avec le temps, j'ai découvert le contraire, vu la façon dont on traite les travailleurs français... Après plusieurs partis, j'ai enfin découvert le Parti des travailleurs. Mais une grande peur me hante : qu'est-ce qui me prouve que le Parti des travailleurs ne changera pas un jour ?"*

Notre camarade a pu constater comment étaient traités les travailleurs français. En effet, et cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas des différences de situations de pays à pays, l'exploitation capitaliste frappe tous les travailleurs et, aujourd'hui, la course à la baisse du coût du travail aggrave les conditions de tous, qu'ils soient Français, qu'ils soient nés au Maroc, qu'ils soient Algériens. Mais si on oppose les travailleurs les uns aux autres, c'est l'impassé. Faudrait-il privilégier les travailleurs français par rapport aux travailleurs marocains ? Faudrait-il privilégier les travailleurs algériens par rapport aux travailleurs marocains ? Certainement pas. Les travailleurs immigrés font partie de la classe ouvrière française. Et toutes les palinodies de tous les gouvernements (Pasqua et maintenant Chevènement), visent non seulement à frapper les travailleurs immigrés, mais à diminuer le salaire de tous, y compris des travailleurs français.

Le camarade pose la question : *"Qu'est-ce qui prouve que le Parti des travailleurs ne changera pas un jour ?"* Nous en avons discuté dès hier et encore aujourd'hui. Pour ma part, je pense que la seule garantie que le parti ne change pas, c'est la pratique de la démocratie. Cela dit, je ne ferai pas d'acte de foi. Je pourrais dire que, pour ma part, je suis dans le mouvement ouvrier depuis l'âge de 14 ans, que

j'en ai 77 et que je n'ai pas changé. Cela ne veut pas dire grand-chose. J'ai connu d'excellents militants qui étaient dans le mouvement ouvrier et qui ont changé. Le problème, c'est par rapport à quoi, par rapport à quelle orientation se déterminer et il faut donc toujours préserver sa liberté de pensée pour préserver la démocratie dans l'organisation.

Je le répète : le centralisme démocratique est pour nous, pour Lénine, la plus haute forme de la démocratie : liberté totale de discussion (il n'y a pas de question qui soit absurde, toutes les questions doivent être discutées, pas de "hiérarchie" de responsables dans la discussion), mais unité dans l'action. Et quelle action ? Quelle unité ? L'unité des travailleurs dans l'action pour changer ce monde, pour abattre le système d'exploitation, l'exploitation de la propriété privée des moyens de production, qui mène l'humanité à la ruine.

Dans ce cadre, il est naturel qu'il y ait bien des nuances et, sur la question de l'Algérie, j'ai des nuances avec ce qui a été dit. Le problème posé en Algérie est plus ample. Il recoupe le contenu de la question qui vient d'être adressée à la tribune.

"Le 8 mai 1945, étiez-vous à Sétif, en Algérie ? Vous êtes-vous renseignés auprès des pieds-noirs et auprès des Arabes immigrés et des harkis ? Il n'y a pas eu 45 000 Algériens tués. Savez-vous combien de Français ont été vraiment massacrés, et comment ? Reprenez vos investigations. C'est la France qui nous a envoyés là-bas." Signé : un pied-noir.

Camarades, cette position conduit à l'impassé, elle a conduit à l'impassé la minorité "pied-noir". Dans la révolution algérienne, il y avait un parti, le parti de Messali Hadj, qui n'était pas trotskyste. Mais ce parti se prononçait pour que la

parole soit donnée au peuple algérien, pour que le peuple décide. Ce parti se prononçait pour une Constituante algérienne, pour une nation algérienne dans laquelle la Constituante élue garantirait les droits des minorités, principalement à la minorité européenne, mais aussi à la minorité kabyle.

Qu'est-ce qui s'est passé ? On a écrasé ce parti. Qui a écrasé ce parti ? Ce sont tous les gouvernements français successifs. J'ai bien connu Messali Hadj. Il était marié à une Française. Il me disait :

"Quand je suis arrivé en France, en 1923, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de changé, que ce n'était plus comparable à ce que j'avais vécu. Camarade Lambert, pensez un peu à ce que peut ressentir un enfant quand son vieux père marche sur le trottoir à Tlemcen et que, lorsqu'il il croise un colon, il doit descendre avec son père sur la chaussée."

On a le droit de penser autrement, mais on ne peut oublier que Messali a payé ce combat de nombreuses années de prison. On peut comprendre la difficulté de cette camarade qui pose la question. Mais il faut aussi se placer du côté des Algériens. Les Algériens voulaient arracher le droit de vivre libres dans leur pays. Que s'est-il passé en 1947, lors des élections algériennes ? Il y a eu le double collège. Le double collège, c'est-à-dire un collège pour les Français, qui monopolisait la représentation politique, un collège pour les Algériens, sans autre droit que celui d'accepter les droits et mesures prises par le gouvernement colonialiste. C'est cela qui s'est passé en Algérie.

Vous n'êtes pas d'accord, c'est votre droit. Mais cela, ce sont les faits, des faits indéniables.

Qu'est-ce qui s'est passé en Algérie ? Avant la guerre, les Algériens n'avaient pas le droit de vote. Après la guerre, ce fut le double collège, c'est-à-dire que la majorité était reléguée au statut de minorité. Mais comme cela ne suffisait pas, comme le mouvement national algérien, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), était majoritaire, alors, on s'est arrangé pour faire des élec-

tions dans lesquelles il n'y avait que deux ou trois députés du mouvement national que l'on laissait élire. Cela est passé dans le vocabulaire politique sous l'appellation "élections à l'algérienne", élections dans lesquelles le gouverneur faisait bourrer les urnes. C'est un gouvernement socialiste-MRP qui a fait cette loi électorale.

Camarades, il est une chose inacceptable. Les êtres humains ne peuvent accepter d'être bafoués, de voir leurs droits et leur dignité foulés aux pieds. Il n'y a pas de démocratie sans égalité en droits. Il est évident que les pieds-noirs ont été trompés, dupés par les gouvernements, les ouvriers pieds-noirs ont été trompés et dupés par ceux qui ont mis en prison Messali et ses camarades. J'ai bien connu tous ces camarades, beaucoup ont été assassinés. J'ai le plus grand respect pour les Français qui ont combattu pour l'égalité en Algérie, parce qu'il n'y avait pas seulement des Algériens, il y avait aussi des Français. Et à leur égard, j'ai la même solidarité qu'avec les Algériens.

J'ai répondu à cette question parce qu'il fallait que je réponde. Vous n'êtes pas d'accord, camarade, c'est votre droit. Mais je voudrais, maintenant, revenir sur la question de l'Algérie aujourd'hui.

Pourquoi le Parti des travailleurs en Algérie lance-t-il le mot d'ordre de la paix ? Ce mot d'ordre de la paix, il le lie au mot d'ordre de la démocratie. Cela pose le problème de la place de l'Algérie dans le Maghreb, dans le bassin méditerranéen.

Il n'y a pas de stabilité possible dans le bassin méditerranéen sans qu'il y ait la paix. Je pense que ce mot d'ordre correspond exactement à la réalité. Je crois qu'il est très important de comprendre la situation et la place du Parti des travailleurs algérien : la place de ce parti est privilégiée et en même temps extrêmement menacée.

Privilégiée, car sa politique exprime les aspirations de millions d'hommes à la paix et à la démocratie. Il répond à un besoin. Mais, bien entendu, il est menacé. Je me suis rappelé que, lors du congrès constitutif du Parti des travailleurs d'Algérie, où j'étais le représentant de la section française de la IV^e Internationale, j'ai marché dans la ville. Il n'y avait pas

encore la guerre actuelle. J'ai visité la ville avec la camarade Louisa Hanoune et je me souviens comment une vieille femme arabe s'approcha d'elle, l'arrêta et lui parla en arabe, puis lui baissa la main. Cette vieille femme avait souffert toute sa vie, elle avait été humiliée, elle avait vu ses enfants tués, massacrés. Et pour elle, cette jeune femme qui lui parlait, qui combattait pour ses droits, exprimait sa revanche.

C'est cela, la IV^e Internationale, c'est cela, le Parti des travailleurs d'Algérie. Il vise à donner leur revanche aux opprimés, aux exploités. Il leur dit : il y a une solution. C'est un parti qui, dans un pays où existe la religion d'Etat, se prononce pour la séparation des Eglises et de l'Etat, qui revendique le droit des femmes à pouvoir avoir tous les moyens de leur liberté. Parce que depuis des siècles et des siècles, y compris pendant la colonisation française, les femmes arabes ont été humiliées. Elles n'avaient pas les mêmes droits. Oui, c'est cela, le Parti des travailleurs algériens.

Certes, la question n'est pas simple. Mais comment aider à y répondre ? Comment aider nos camarades à résoudre ces problèmes, car je crois que même avec notre aide, c'est à eux de le résoudre.

Je terminerai en disant ceci : comme je l'ai dit tout à l'heure, je connaissais bien le camarade Messali Hadj. C'était un révolutionnaire intraitable, d'un courage exceptionnel. Il n'était pas trotskyste, il n'était pas marxiste. Il était nationaliste révolutionnaire.

Quand il est rentré en Algérie en 1937, après quatorze ans où il a construit en France ce Parti du peuple algérien, il a signé l'accord du Front populaire. Pour notre part, nous considérons que ce fut une erreur.

Il était élu au conseil municipal d'Alger en 1937. Un an après, il était jeté en prison. En 1939, la guerre éclate. Le gouvernement Daladier lui envoie un émissaire, qui lui dit en substance : "Monsieur Messali, les Français ne se sont pas très

bien conduits avec vous, mais c'est la guerre, il y a le fascisme, faites une déclaration, on réglera les problèmes après." Il a répondu :

"Libérez-moi, libérez mes amis, nous tiendrons un congrès et nous vous répondrons."

Ils l'ont maintenu en prison.

En 1940, c'est la défaite, c'est Pétain. Weygand est gouverneur général de l'Algérie. Weygand lui envoie un émissaire, qui lui dit : "Vous avez vu comment se sont conduites les démocraties avec vous. Nous allons mieux nous conduire. La guerre va se terminer, faites une déclaration d'allégeance et nous réglerons les problèmes à la fin de la guerre."

Messali fait la même réponse. Et Messali se retrouve au bagne jusqu'en 1943. En 1943, c'est la Libération, avec le gouvernement provisoire à Alger. On convoque une commission des études et réformes musulmanes, où il y avait tout le monde, y compris Billoux, dirigeant du PCF. Messali est sorti de sa prison. Et on lui dit : "Faites une déclaration." Il refait la même réponse. Il se retrouve en Afrique noire, il se retrouve enfermé à Brazzaville. C'est la lutte du peuple algérien qui l'a finalement libéré.

Camarades, Messali était un combattant exemplaire. En 1958, Messali Hadj, à mon avis, s'est trompé. Je le lui ai dit dans une conversation que nous avons eue alors. Nous avons fait une déclaration exprimant pourquoi nous étions en désaccord. Mais cette question appellera une discussion que nous ne pouvons mener dans ces journées d'études.

Messali Hadj, cependant, était un révolutionnaire intraitable. Voilà comment nous, marxistes, nous, révolutionnaires, tenons compte de tous les événements et des nuances, y compris dans nos relations avec un militant qui n'a jamais été marxiste, mais qui mérite le respect et que nous respectons.

Conclusion des journées d'études

par Daniel Gluckstein

Avant de conclure ces travaux, je vais répondre à une question ainsi formulée : **«Comment peut-on faire des profits avec des capitaux fictifs, donc sans investir dans la production ?»**

Il y a apparemment des camarades intéressés par cette question. Pour ceux qui veulent vraiment maîtriser la technique, il y a en librairie ici, à l'extérieur, d'excellents ouvrages : il y a plusieurs articles de la revue *La Vérité* consacrés à cette question, il y a aussi une petite brochure intitulée *L'Economie de A à Z* et si vous voulez vous procurer tous ces matériaux, ce sera expliqué plus longuement, d'une manière plus détaillée que je ne pourrais le faire ici en deux minutes. Je voudrais toutefois répondre sur le fond à la question.

Tout est fait, dans le cadre du système capitaliste déréglementé aujourd'hui, pour permettre à des capitalistes d'utiliser des capitaux qui ne leur appartiennent pas pour pouvoir les investir durant un laps de temps déterminé dans des mécanismes spéculatifs et en retirer les profits que ceux-ci rapportent sans même avoir eu besoin d'utiliser réellement ces capitaux. Il n'y a rien de plus facile, aujourd'hui, pour un capitaliste, que d'emprunter sur le marché qu'on appelle le marché financier pour 30 jours, 60 jours ou 90 jours un million, deux millions, trois millions de

francs. En réalité, il n'emprunte pas cet argent, il emprunte la promesse qu'il peut disposer de cet argent. Avec la promesse qu'il peut disposer de cet argent, il va l'investir dans un placement spéculatif, qui lui rapportera par exemple 1,2 million. Ce qui fait que lui qui s'est engagé à rembourser 1,1 million, va toucher 1,2 million, en utilisant un papier sur lequel est écrit : 1 million. Ça va rapporter 1,1 million à celui qui aura prêté, et lui touche la différence, c'est-à-dire 100 000 francs. Mais celui à qui il le prête, avec 1,2 million, va utiliser ce papier pour en faire 1,4 million ou 1,5 million...

Ainsi, un même capital d'un million, sans même sortir des caisses de la banque ou de l'institution financière où il est au moment où je vous parle, peut-être utilisé simultanément sous forme de bout de papier par cinq, six, dix, quinze ou vingt opérateurs spéculatifs, tout le jeu consistant pour chacun à en tirer un peu plus que ce que ça va lui coûter. Vous me direz, au bout du compte, d'où vient le profit réalisé ? C'est là qu'est la clé du mystère. Il y a bien un moment où il faut que la traite se paye. Eh bien, elle se paye de deux manières différentes, et qui ne sont pas contradictoires.

La première, c'est que si, au bout de la chaîne, au début ou à la fin, se trouve l'Etat — et à un moment ou à un autre se

trouve l'Etat —, celui-ci va payer en bonne et due forme sous la forme du remboursement de la dette. C'est ainsi, par exemple, que tous les Etats du monde depuis quinze ans connaissent un endettement prodigieux. Pour prendre l'exemple de la France, la dette nominale de la France était de 500 milliards de francs en 1981 ; elle est aujourd'hui officiellement d'un peu plus de 4 000 milliards de francs, c'est-à-dire la moitié du produit intérieur brut annuel. Et, bien évidemment, la différence entre ces 500 et ces 4 000 se retrouve à différents endroits de la chaîne, dans les différentes institutions financières et bancaires. Et cette différence, comment se traduit-elle ? Quand on rembourse sur 4 000 milliards d'endettement, c'est-à-dire qu'on rembourse plusieurs centaines de milliards effectivement par an, on les prend sur le budget. Et on les prend sous quelle forme, sur le budget ? Soit sous la forme d'une augmentation des impôts, c'est-à-dire qu'on préleve une part des salaires ; soit sous la forme de la destruction des services publics, c'est-à-dire d'une certaine manière aussi l'abaissement de la valeur de la force de travail.

C'est ainsi que lorsque le prélèvement au début ou en bout de chaîne est opéré par l'Etat, on peut dire qu'au bout du compte, c'est la classe ouvrière qui comble la dette, soit par exemple par la réduction des salaires des fonctionnaires, soit en réduisant l'ensemble des services publics, soit en augmentant les impôts.

Il se produit également que la même chaîne croise non pas seulement l'Etat, mais l'appareil productif lui-même. Dans ce cas, il se passe une chose que Marx avait déjà expliquée, à savoir qu'à un même moment déterminé du système de production capitaliste, il y a une tendance à l'égalisation des taux de profit. Et par conséquent, si la spéculation rapporte 8 % à 10 % — elle peut rapporter d'autant plus que c'est de l'argent qui n'existe pas, qui est totalement immatériel —, il faut que, dans la production, on puisse aligner sur ce taux les conditions de la mise en valeur du capital. Comment fait-on ? Par exemple, on délocalise, on ferme les entreprises non rentables, on flexibilise, on déréglemente, on annualise le temps

de travail. Et ainsi, par ces mille et un canaux, on diminue le coût du travail.

En ce sens, pour répondre à la question qu'a posée la camarade : comment fait-on pour faire des profits avec des capitaux fictifs sans investir dans la production, je réponds, même si cela peut apparaître comme un raccourci, très concentré : on fait une "conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail". Dans cette conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, on explique la chose suivante : messieurs les représentants syndicaux, messieurs les représentants patronaux, il faut être raisonnable, face à la crise mondiale, la mondialisation, etc., les salaires sont trop élevés ; il faut donc, non pas les réduire nominalement, mais par exemple ne plus payer d'heures supplémentaires, ça coûte trop cher. Donc, si on annualise le temps de travail, on fera une moyenne par semaine. Vous savez qu'à l'heure actuelle, on paye 25 % en plus pour toutes les heures de travail comprises entre 39 et 44 heures, et 50 % pour toutes les heures de travail comprises entre 44 et 48 heures, etc. Et cela, c'est calculé sur chaque semaine. Si on annualise, on fait la moyenne entre des semaines à 48 heures et des semaines à 32 heures ; la moyenne, c'est 39 heures, ça tombe bien, il n'y a pas d'heures supplémentaires et nous, les patrons, on gagne sur tout ce qu'on paye à hauteur de 25 %.

On baisse le coût du travail en détruisant la Sécurité sociale, qui est un salaire différé. On baisse le coût du travail en fermant les hôpitaux. On baisse le coût du travail, par exemple, en vendant France Télécom 42 milliards, qu'on va utiliser pour spéculer et que, par ailleurs, on récupérera sur le dos des salariés, sur le dos des travailleurs de France Télécom et sur le dos de l'ensemble des salariés qui sont des usagers. Donc, en fin de compte, pour répondre à la camarade, il n'y a pas de miracle dans ces profits, qui apparaissent avec du capital qui n'existe pas. Il y a l'utilisation de ce capital fictif pour attirer en quelque sorte des intérêts qui ne sont pas fictifs, mais qui, pour pouvoir être produits, le sont par la seule force qui produit des richesses, c'est-à-dire la force du travail de l'ouvrier. Et plus on va vou-

loir du capital fictif, plus il va falloir accentuer la pression sur la force de travail pour exploiter, exploiter, exploiter davantage, de manière à pouvoir en quelque sorte retrouver au bout de la chaîne ces intérêts qu'on a pris avant même qu'ils aient été produits. Tout ça est une anticipation, il faut bien qu'elle soit payée et elle l'est par les conditions d'exploitation des ouvriers.

La crise mondiale est présentée comme mystérieuse, comme un mécanisme invraisemblable fonctionnant on ne sait pourquoi ni comment, un mécanisme qui fait que plus se développent les sciences et les techniques, plus la planète devrait être peuplée de pauvres ; plus on est capable de produire, moins il faudrait produire ; plus on pourrait être riche, plus il faudrait être pauvre. Il n'y a rien de mystérieux : ce mécanisme, c'est celui qui permet de surmultiplier toutes les possibilités d'engranger des profits financiers gagés sur une production de marchandises de plus en plus étroite et donc dans des conditions où l'exploitation doit être de plus en plus grande.

Deuxième question : *"Quand on dit un vrai travail, un vrai salaire, on fait référence à la confiscation des profits capitalistes. Or comment l'appliquer, alors qu'il y a la mondialisation et que les capitaux peuvent fuir en quelques minutes ? Est-ce que, sous une certaine forme, la question s'est posée en octobre 1917, comment répondre aujourd'hui ?"*

Le cœur de la réponse n'est certainement pas technique, mais politique. Elle a été en partie évoquée hier, à propos d'une question posée sur la sophistication des armements hier et aujourd'hui. C'est le même problème. En apparence, c'est un problème technique extrêmement compliqué que de surveiller les mouvements des capitaux qu'on peut, c'est vrai, faire s'envoler en une seconde d'un bout du monde à l'autre. C'est vrai. Soit dit en passant, j'ai discuté avec des gens que je connais, dont le métier intègre la connaissance de ces techniques. Comme toute les choses très sophistiquées, c'est très fragile. Je vous le dis au passage, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le contrôle ouvrier sur la spéculation, le moindre incident technique qui bloque un ordina-

teur peut avoir de lourdes conséquences. Une grande banque française a ainsi perdu plusieurs millions de francs, il y a quelques semaines, simplement parce qu'il y avait un petit dérèglement d'ordinateur... Donc, on peut déjà avancer l'hypothèse, sur un plan strictement technique, que si les incidents techniques peuvent désorganiser tout ça, il peut y avoir autre chose que des incidents techniques pour le bloquer.

Mais la vraie réponse n'est pas là. La vraie réponse porte sur le fond et est politique. Comment contrôler les mouvements spéculatifs à l'échelle internationale ? Je répondrai que je n'en sais strictement rien. Je n'en sais rien et ça n'invaliderait en rien le mot d'ordre. Je ne sais pas comment répondre à cette question, mais je suis convaincu que le mouvement de millions d'hommes et de femmes travaillant dans tous les secteurs, y compris dans celui des activités financières, saura trouver une réponse appropriée à cette question. C'est d'ailleurs l'essence même du combat pour la révolution prolétarienne.

La révolution prolétarienne, ce n'est pas, comme on veut nous le faire croire, un mouvement de millions d'hommes manipulés par quelques intrigants qui disposerait de toutes les réponses et qui s'en serviraient, comme instrument de la réalisation de leurs objectifs. Non, la révolution prolétarienne, c'est la mise en mouvement de millions d'hommes et de femmes, non seulement avec leurs bras et leurs jambes, mais avec leur tête. Non seulement avec leur tête individuelle, mais avec leur tête collective.

Cette question n'est pas nouvelle. Quand les bolcheviks ont été amenés à saisir entre leurs mains le pouvoir des soviets, ils ont pris en quelques semaines un nombre incroyable de décrets. Encore fallait-il les appliquer ! Comment appliquer un décret sur le contrôle ouvrier dans la production dans toutes les entreprises de plus de cinq salariés dans un pays aussi immense et chaotique que l'était la Russie à l'époque ? Lénine répond à cette question. Comment faire ? Allez parmi les ouvriers et écoutez. On lui dit : mais comment va-t-on faire ce contrôle ? Il répond : allez parmi les

ouvriers, discutez-en avec eux. Et on lui dit aussi : mais comment est-ce qu'on va faire — parce qu'il y a des bandes de pillards, etc. — pour organiser la police ? Il répond également : je n'en sais rien, allez discuter avec les ouvriers. Et chaque fois qu'on lui pose une question, il dit : je ne sais pas, allez discuter avec les ouvriers, cherchez ensemble les réponses. A partir de ces réponses, on va chercher à généraliser, pour avancer vers un Etat de type nouveau.

Un élément de réponse a été donné hier. Oui, l'armée des Etats-Unis est la plus puissante du monde. Elle n'a pu pourtant gagner la guerre du Vietnam. Pas pour des raisons exclusivement militaires, mais pour des raisons politiques, liées à ce qui se passait aux Etats-Unis, au mouvement du peuple américain contre la guerre. Et il y a bien d'autres exemples. L'armée est-allemande, c'était, je crois, la deuxième armée d'Europe jusqu'en novembre 1989. Ça n'a pas empêché le Mur de Berlin de tomber.

Par conséquent, la vraie réponse à cette question est celle-ci : pour que des millions de femmes et d'hommes puissent prendre entre leurs mains la confiscation des profits spéculatifs, la réorganisation de la société sur un nouvel axe, y compris la réorganisation de la production, tous ces aspects étant liés, il ne faut pas limiter son propre horizon à la sphère de la préservation du régime de la propriété privée des moyens de production et de l'appareil d'Etat, qui a pour fonction de le préserver.

Il y a des enseignements à tirer de la manière dont les bolcheviks ont abordé la question de l'appareil d'Etat. Avant d'être confrontés à la prise du pouvoir, les bolcheviks disent : nous savons bien que nous ne pourrons pas mettre cet Etat, qui est l'Etat du tsar, des nobles, des propriétaires terriens, au service de l'émancipation des ouvriers et des paysans. Par conséquent, il faudra jeter les bases d'un Etat de type nouveau, et les soviets, parce qu'ils sont l'expression des masses qui renversent le vieil ordre, sont l'ossature de cet appareil d'Etat d'un type nouveau.

Cet élément de réflexion a une grande actualité aujourd'hui. Tout à l'heure, on a

évoqué la question du procès Papon. Je voudrais profiter de cette tribune pour faire une observation. Que Papon soit ce qu'il est n'appelle même pas de discussion. Mais il y a en revanche cette fameuse question récurrente : comment se fait-il que cet homme, qui a déporté des Juifs en 1942, liquidé des Algériens en 1961, fait matraquer des étudiants en 1968, était en même temps ministre ? C'est incroyable, on tombe des nues, personne ne le savait, etc.

Allons, camarades... Deux observations à ce sujet. Papon a parfaitement raison quand il dit qu'il est un serviteur de l'Etat qui a toujours fait son travail de serviteur de l'Etat. Il convient de préciser de quel Etat. C'est quoi, la continuité de l'Etat ? Poser ce problème, c'est mettre en lumière la duplicité de certains. Par exemple, les premières lois prises par Vichy pour interner les Juifs, les premières lois discriminatoires contre les Juifs — ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les historiens américains Marrus et Paxton, qui sont reconnus comme des autorités en la matière — ne sont pas des lois de Vichy, mais des lois prises en 1936, 1937 et 1938 par une Assemblée nationale à majorité de gauche. Et lorsque Vichy est en place, au point de départ, Vichy n'élabore pas de nouvelles lois, Vichy se contente d'appliquer les lois existantes contre les Juifs étrangers, lois votées par une Assemblée nationale de gauche. C'est la continuité de l'Etat.

Le Front populaire, au pouvoir en 1936, avait assuré la continuité de l'Etat. Vichy assurait la continuité de l'Etat. Et puis, ensuite, la continuité de l'Etat dans cette période de crise, de Gaulle l'a dit et Pétain l'a dit aussi à sa façon : "En définitive, on avait chacun notre place." On se rappelle la formule de Pétain à son procès, qui disait :

"De Gaulle était le glaive et j'étais le bouclier."

Pour tous les serviteurs de l'Etat — ça s'est passé comme ça pour Papon et pour Mitterrand et puis pour beaucoup d'autres —, le service de l'Etat, ça a été Vichy et puis, à un moment donné, il fallait que ce

soit et Vichy et Londres, et pour beaucoup ça a été un peu les deux. Et puis, à un moment donné, il fallait que ce soit seulement Londres. Le seul problème, c'est la continuité de l'Etat. Et cette continuité de l'Etat s'est maintenue.

Tout le monde savait qui était Papon. En 1944-1945, après la Libération, il est immédiatement promu comme un élément central du Comité de libération. Sous l'autorité de qui ? Du gouvernement. Mais de quel gouvernement ? Le gouvernement MRP-PS-PCF, présidé par de Gaulle, le gouvernement de Maurice Thorez, Léon Blum, Charles de Gaulle et beaucoup d'autres.

Donc, le vrai problème, c'est la continuité de l'Etat. On ne manipule pas l'Etat. Si on est au service de l'Etat, on est au service de la classe dont les intérêts sont défendus par cet Etat. Si on ne remet pas en cause l'Etat, on se place soi-même au service de la classe qui domine l'Etat. C'est une remarque qui a été faite tout à l'heure sur ceux qui ont des souvenirs sélectifs concernant la répression contre les Algériens. Il faudrait en faire une autre : c'est bien d'ouvrir les archives aujourd'hui sur 1961. En soi, c'est bien. C'est bien d'appeler à des manifestations pour commémorer les massacres d'octobre 1961, comme l'a fait le Parti socialiste à Aubervilliers avant-hier. C'est très bien. Mais il y a un petit problème, camarades.

C'est que la continuité de l'Etat aujourd'hui, c'est quoi ? La continuité de l'Etat, non pas concernant les situations d'hier, mais celles d'aujourd'hui, ce sont les immigrés placés dans les camps de rétention ouverts par le gouvernement de gauche, maintenus par le gouvernement de droite qui a fait les lois Debré-Pasqua, lesquelles sont maintenues par le gouvernement Jospin-Chevènement-Gayssot-Aubry. Ça, c'est la continuité de l'Etat. Et cette politique, aujourd'hui, se fait contre les immigrés comme un secteur de la classe ouvrière, comme elle se fait contre la Sécurité sociale, contre la fonction publique, pour faire baisser les salaires réels, dans la continuité d'une politique anti-ouvrière. Par conséquent, on ne peut pas isoler tel fait, il faut dire les choses clairement : quiconque se place au servi-

ce et dans le cadre du respect de la continuité de l'Etat se place dans le cadre ou au service d'une politique qui est tournée contre les intérêts ouvriers.

En ce sens, les leçons d'Octobre 1917, c'est d'abord que celui qui veut aller jusqu'au bout pour respecter le mandat du peuple, celui qui veut faire prévaloir la démocratie ne peut pas accepter de se subordonner à ce cadre. Ce sont ces questions qui ont parcouru ces journées d'études et elles posent une autre question : quelle issue ? Si nous avons tenu ces journées d'études, si nous nous apprêtons à en tenir dans le plus grand nombre possible de villes de province, c'est parce qu'il est vrai que ce sont des débats difficiles, non dans la forme, mais sur le fond. Personne ne peut prétendre avoir une réponse définitive complète et satisfaisante à toutes ces questions, donc c'est normal qu'il y ait débat. J'en profite pour remercier tous les camarades qui, n'étant pas membres de la IV^e Internationale, en particulier Jean-Jacques Karman, Alexandre Hébert, Vadim Rogovine, ont été partie prenante de nos débats, car je crois que c'est vraiment de cette manière qu'il faut débattre. Pas simplement pour les journées d'études, mais en permanence dans le mouvement ouvrier. Personne ne peut prétendre qu'il sait et que les autres ne savent pas.

Mais c'est vrai que, pour nous, ce débat est relié à une préoccupation politique, qui a été exposée ici : une des leçons d'Octobre, sans doute la principale, c'est que la classe ouvrière, pour pouvoir prendre son avenir entre les mains, a besoin de disposer d'un point d'appui organisé. Ce point d'appui organisé, c'est un parti ouvrier indépendant, dont les formes ne seront pas données par avance, mais qu'il faut construire, car un tel parti est indispensable.

Je voudrais donner une information. Le camarade Lambert a exposé tout à l'heure tout le bien qu'il pensait des médias. Je ne voudrais pas avoir l'air d'affaiblir le propos, mais il se trouve que nous nous avons fait un très grand effort en direction des médias. Vous savez qu'un livre est sorti, il y a quelques semaines, écrit par un dénommé Bourseiller, dont la thèse peut être résumée ainsi : les "trotskystes

"lambertistes" sont une espèce de groupe occulte, qui contrôle l'essentiel de la société française à des fins non pas politiques, mais qui visent à assurer son influence dans tous les domaines de la société. Tout le monde connaît la liste gigantesque des syndicats ouvriers, de la présidence de la République, de la moitié des partis politiques qui sont contrôlés en sous-main par cette bande de comploteurs un peu mystérieux ! L'important n'est pas que ce livre ait été écrit et le flot de calomnies qu'il véhicule. Ce qui est intéressant, camarades, c'est que nous avons répondu : nous avons publié une brochure pour montrer tout simplement que le Bourseiller en question est un truqueur, quelqu'un qui fabrique très maladroitement des constructions qui ne résistent pas devant les faits. Des constructions devant lesquelles n'importe quelle personne de bonne foi, même si elle ne partage pas nos idées, ne peut que se dire — même si elle déteste les trotskystes — que Bourseiller fabrique des démonstrations qui n'en sont pas.

Cette brochure a été largement diffusée, elle a été appréciée par des camarades de toutes tendances. Et puis la presse a commencé à parler du livre de Bourseiller, et elle en a parlé souvent dans des termes reprenant à son compte les propos de Bourseiller. Alors, on s'est dit qu'il y avait quelque chose qui existait en France, qui s'appelle le droit de réponse. Un journal qui s'appelle *Sud-Ouest*, auquel nous avons envoyé un droit de réponse, l'a publié intégralement. Un droit de réponse où il était écrit : Christophe Bourseiller est un truqueur, voilà pourquoi, etc. Voilà qui, au moins, respecte les règles démocratiques. D'autres journaux ont refusé notre droit de réponse. Ils nous ont dit : nous ne le passerons pas. Pourquoi ? Réponse : parce que c'est à vous de prouver que ce que dit Bourseiller est faux...

C'est quand même extraordinaire : Bourseiller nous calomnie, invente et truque ; on demande le respect du droit de réponse, qui est inscrit dans la loi, pour rétablir la simple vérité des faits. Réponse : vous ne l'aurez pas

On nous a ainsi refusé le droit de réponse au *Figaro-Magazine*. Le *Figaro*

nous a dit : votre réponse ne respecte pas le cadre du droit de réponse. Bien. Le livre de Bourseiller a bénéficié d'abord d'une page et demie dans *National Hebdo*, journal du Front national — accompagnée d'une caricature antisémite de Trotsky, qui nous ramène d'ailleurs aux caricatures antisémites de la fin des années de la révolution d'Octobre : Trotsky, représenté comme une pieuvre avec des doigts crochus, etc. —, un long article louangeur où il était écrit : l'excellent livre de Christophe Bourseiller, qui fait enfin toute la lumière, etc. Et puis, ensuite, il y a eu *Minute*, autre journal d'extrême droite, qui dit : le livre de Bourseiller est formidable. Puis encore un autre journal d'extrême droite, qui s'appelle *La Une*.

Et ces gens-là, tenez-vous bien, non seulement prennent la défense du livre de Bourseiller, mais ayant lu notre brochure, prennent la défense de Bourseiller, qui serait victime d'une terrible agression de notre part ! Autant vous dire qu'on ne va pas demander un droit de réponse à *National Hebdo* ou à *Minute*.

Souvent, on nous dit : vous ne faites pas d'efforts avec les médias. Mais on a fait un effort. Vous savez ce qu'on a fait avec cette brochure ? Avant qu'elle ne sorte, on a envoyé un papier à tous les journalistes qui existent dans ce pays, et on l'a envoyé aussi à tous les syndicalistes, en disant : une brochure sort, si elle vous intéresse, commandez-la.

On a reçu, et c'est une bonne chose, des dizaines de commandes de syndicalistes. Pas nécessairement des amis de notre courant, parfois des gens qui ne partagent pas du tout nos idées, mais qui voulaient savoir ce qu'on pensait. Mais nous n'avons pas reçu une seule commande ni même un seul coup de fil d'un seul journaliste. Vous entendez bien, camarades : pas un, bien qu'on ait faxé notre lettre à 300 ou 400 journalistes. Pas un n'a cherché à savoir simplement ce que nous répondions sur le livre de Bourseiller.

Alors, camarades, qu'est-ce qu'on tire comme conclusion de ça ? Une conclusion simple : il n'y a pas de hasard. Il ne faut pas le croire. Le camarade Rogovine a demandé combien de journaux rendront compte de ces journées d'études. On peut

lui répondre : *Informations ouvrières*, *La Vérité*. Sans doute le bulletin de notre camarade Jean-Jacques Karman. Mais aucun de ceux qu'on appelle les organes de presse médiatique. Ils le savent. Ils n'en rendent pas compte. Et c'est normal. Ce n'est pas normal du point de vue des règles de la démocratie, mais c'est normal si l'on considère que nous vivons dans un régime qui, partiellement, ne relève pas de la démocratie. Nous vivons dans un régime qui considère que quiconque se situe en dehors du point de vue selon lequel il faut faire un effort pour partager le travail, les salaires, etc., celui-là n'a pas sa place dans le débat politique. Il est inutile de se désoler à ce sujet. Mais il faut tirer une conclusion : ce que d'autres ne feront pas pour nous, on doit le faire pour nous-mêmes. En d'autres termes, notre indépendance financière et politique n'est pas une question de détail.

Il y a quelques années, j'ai eu la chance de participer à une délégation internationale au siège du Fonds monétaire international, à Washington. Il y avait des camarades de tous les pays, on a été reçu pendant trois heures. On nous a projeté des films. Tout cela était très civil, on était en désaccord sur tout, mais on a été accueilli très correctement. On a débattu. On a exposé notre point de vue, on nous a répondu, et puis à la fin, il était clair qu'on n'était d'accord sur rien. Quand on s'est quitté, un des responsables m'a pris un peu à part et m'a dit :

"Vous savez, nous, au FMI, on est très intéressé par ce débat politique. Nous pensons qu'il est important de prendre en compte le point de vue de gens qui est différent du nôtre, et nous aimeraient avoir des conditions beaucoup plus régulières et permanentes de ces échanges. Vous pourriez par exemple, vous, l'Entente internationale ou le Parti des travailleurs de France, disposer d'une espèce de représentation permanente auprès du FMI."

Camarades, c'est normal, ils essaient d'associer, d'intégrer. Ça marche avec beaucoup de gens tous les jours ; ça pourrait peut-être marcher un jour avec nous, qui sait ? Sauf que tous ceux pour qui ça marche, qui ont des bureaux certainement

plus luxueux que les nôtres, qui ont accès aux médias comme ils le veulent, qui peuvent même faire des déclarations qui, en apparence s'opposent à beaucoup de choses, ressemblent à des gens qui s'opposent... Mais il leur manque une chose pour être des opposants véritables : ils ne sont pas indépendants.

Par conséquent, on a dit non merci au monsieur du FMI, et d'ailleurs il ne nous a pas relancés. Vous savez, c'est normal. Ils se sont dit : ces gens, en tout cas pour le moment, ne sont pas mûrs. On a dit non merci à l'Etat français, qui nous remet de l'argent tous les ans, comme à des dizaines de formations politiques, qui empochent. Une seule ne touche pas un sou et transfère tout à un Fonds d'aide ouvrière internationale : c'est le Parti des travailleurs.

Si l'on agit ainsi, ce n'est pas pour des raisons de morale abstraite, c'est parce qu'on sait que ce qui nous permet de dire, par exemple, ce que nous disons sur la "conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail", sur Maastricht et Amsterdam, sur l'indépendance des syndicats, sur les "emplois jeunes" ou beaucoup d'autres choses, c'est la préservation de notre indépendance politique, donc de notre indépendance financière. L'aptitude qui est la nôtre, avec des difficultés, avec des moyens limités, nous le savons, mais l'aptitude qui est la nôtre de dire et de faire ce que nous estimons conforme aux intérêts des travailleurs et de la jeunesse, quand nous estimons devoir le faire, comme nous estimons devoir le faire, sans demander la permission à qui que ce soit, est subordonnée à notre capacité d'être indépendants financièrement, donc d'être un parti.

Y a-t-il place pour un tel parti ? Certes, ce n'est pas facile de construire un tel parti. On est nombreux à le savoir ici. C'est facile de le comprendre abstrairement, c'est souvent plus difficile de le faire pratiquement. Ce n'est pas facile de vendre le journal. Plus exactement, de vendre le journal *Informations ouvrières*, c'est facile, parce que c'est un bon journal. Mais d'organiser sa vente pour que tous ceux qui pourraient l'avoir l'aient vraiment toutes les semaines, c'est plus facile à dire qu'à faire. Et souvent, on a

du mal, il faut le dire. C'est facile d'obtenir un soutien à la politique qui est la nôtre, mais souvent, obtenir ce soutien à la hauteur de ce qu'on voudrait exige de faire des progrès sur le terrain de l'organisation que nous n'avons pas toujours faits. Il faut le dire, il n'y a pas lieu de le dissimuler.

La construction d'un parti, c'est une œuvre humaine. Comme toute œuvre humaine, elle rencontre beaucoup de difficultés et beaucoup de faiblesses à surmonter. Mais je crois qu'il y a une méthode pour le surmonter. Et je voudrais terminer là-dessus, camarades. La vraie image d'Octobre 1917, ce n'est pas l'image d'Epinal, ce sont les masses, ce sont les anonymes. Et savez-vous à quel point ce sont les anonymes, camarades ? Je vais vous raconter quelque chose que j'ai lu, car c'est comme ça que, je crois, on doit concevoir un parti ouvrier indépendant. Trois jours après la prise du pouvoir, il y a une situation très dangereuse à Petrograd, les troupes blanches font mouvement et il y a vraiment un risque d'intervention contre-révolutionnaire. Et la présidence du soviet de Petrograd appelle d'urgence le comité révolutionnaire qui dirige les marins de la Baltique, basés au sud de la Finlande. Et voici le compte rendu d'une conversation téléphonique :

"Allô ! ici le soviet de Petrograd. Est-ce que vous avez des soldats sûrs sous la main, qui sont prêts à se dévouer pour la révolution ?"

— Oui, on en a.

— Combien en avez-vous ?

— On en a 5 000.

— Est-ce que vous avez des munitions ?

— On en a.

— Combien de torpilleurs ? (Tant). Combien de temps vous faut-il pour arriver sur Petrograd ?

— Dix-huit heures."

Suit toute une discussion très précise sur les dispositions à prendre, puis une nouvelle question :

"Qu'est-ce que pensent les soldats et les marins de la prise du pouvoir par les soviets ?"

— Ils sont absolument enthousiastes, ils sont prêts à se dévouer, à défendre la révolution.

— On se met bien d'accord, vous arrivez ici demain à 18 heures ? Parfait."

Et juste avant de raccrocher, le gars dit :

"Salut. A propos, qui est-ce qui parle ?"

Et de l'autre côté on entend :

"Lénine. Salut."

Camarades, c'est ça, la révolution. La question n'est pas : Lénine ou pas Lénine, ce sont les masses, c'est la classe ouvrière, c'est l'émancipation de l'humanité !

•
• •

• **Pierre Lambert** : Ces journées d'études se terminent. Il y a eu des débats parfois animés. Mais il vaut mieux avoir des débats animés que pas de débat du tout. Et donc, je pense que nous allons tous en tirer les enseignements et faire un pas, peut-être, les uns vers les autres, et surtout avancer vers la construction d'un parti honnête, un parti ouvrier, indépendant, démocratique.

(La séance est levée au chant de *L'Internationale*.)

ANNEXES

Chronologie de la révolution d'Octobre

1914-1915

1^{er} novembre 1914 : Manifeste du comité central du Parti bolchevique déclarant que le “moindre mal serait la chute de la monarchie tsariste”.

5-8 septembre 1915 : Conférence internationale de Zimmerwald rassemblant les socialistes opposés à la guerre.

1917

9 janvier : Manifestations de rues pour commémorer l'anniversaire du déclenchement de la révolution de 1905.

150 000 ouvriers en grève à Petrograd.

14 février : 80 000 ouvriers en grève à Petrograd.

22 février : Lock-out de l'usine de métallurgie Poutilov.

23 février : Journée internationale des femmes. Grèves et manifestations d'ouvrières dans les rues de Petrograd.

25 février : Premier jour de grève générale : 240 000 ouvriers en grève à Petrograd.

26 février : La grève générale s'étend. Nicolas II dissout la Douma.

Premières mutineries.

27 février : La grève générale se transforme en soulèvement.

Fraternisation entre soldats et ouvriers.

Première réunion du soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou.

28 février : Grève générale à Moscou.

Formation du soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou.

Arrestation des ministres du tsar.

• •

1^{er} mars : Publication de l'ordre n° 1 du soviet de Petrograd.

2 mars : Formation du gouvernement provisoire du prince Lvov, soutenu par le soviet.

Kerenski y est ministre de la Justice.

Abdication du tsar.

14 mars : Manifeste du soviet adressé "A tous les peuples du monde" et appelant à une paix "sans annexions ni indemnités".

17 mars : Le gouvernement provisoire demande, dans une déclaration, aux paysans de ne pas s'emparer arbitrairement des terres des grands propriétaires fonciers.

• •

3 avril : Arrivée de Lénine à Petrograd.

14 avril : Ouverture de la conférence des bolcheviks de Petrograd, qui adopte, le 15, la résolution présentée par Lénine sur l'attitude à l'égard du gouvernement provisoire.

18 avril : Publication d'une note du ministre des Affaires étrangères, Milioukov, aux Alliés, garantissant que la Russie mènera la guerre "jusqu'à la victoire finale".

20-21 avril : "Journées d'avril" : meetings et manifestations auxquels participent des soldats en armes protestant contre la note de Milioukov.

24 avril : Ouverture de la conférence des bolcheviks, dite d'avril, qui adopte les *Thèses d'avril* de Lénine.

• •

4 mai : Retour de Trotsky en Russie.

Ouverture du congrès des députés paysans.

5 mai : Formation du premier gouvernement de coalition entre partis bourgeois et partis socialistes (deuxième gouvernement provisoire) sous la présidence du prince Lvov.

Kerenski est ministre de la Guerre.

7 mai : Conférence panrusse des mencheviks, qui accordent leur soutien au gouvernement de coalition.

• •
• •
3 au 24 juin : Premier congrès panrusse des soviets.

9 juin : Le congrès des soviets interdit la manifestation organisée par les bolcheviks le 10 juin et appelle à sa propre manifestation, le 18 juin.

16 juin : Ordre du jour de Kerenski à l'armée et à la flotte donnant l'ordre de l'offensive générale sur le front.

18 juin : Début de l'offensive générale. Cinq cent mille manifestants défilent à Petrograd, des dizaines de milliers à Moscou et ailleurs sur les mots d'ordre bolcheviks : "A bas les ministres capitalistes, tout le pouvoir aux soviets !"

• •
• •
3 juillet : Le 1^{er} régiment de mitrailleurs sort en armes dans les rues de Petrograd. Mouvement de grèves et de manifestations autour du thème : "Tout le pouvoir aux soviets !" Le comité central du Parti bolchevique décide de s'associer aux manifestations pacifiques du lendemain.

5 juillet : Le gouvernement provisoire interdit les journaux bolcheviks. Ses troupes envahissent le siège du Parti bolchevique et saccagent la rédaction de la *Pravda*.

6 juillet : Le gouvernement provisoire lance un mandat d'arrêt contre Lénine et Zinoviev, qui passent à l'illégalité.

12 juillet : Le gouvernement provisoire rétablit la peine de mort à l'armée.

18 juillet : Kornilov est nommé général en chef.

24 juillet : Formation du deuxième gouvernement provisoire de coalition sous la présidence de Kerenski.

26-31 juillet : VI^e Congrès du Parti bolchevique.

• •
• •
12 août : Ouverture de la conférence d'Etat, réunie par Kerenski à Moscou. Grève générale de protestation des ouvriers de Moscou.

25 août : Kornilov lance sur Petrograd les troupes du général Krymov.

6 août : Le comité central du Parti bolchevique appelle à la formation de détachements ouvriers à Petrograd et dans les grandes villes.

31 août : Pour la première fois, le soviet de Petrograd adopte une résolution présentée par les bolcheviks.

• •
• •
5 septembre : Pour la première fois, le soviet de Moscou adopte une motion présentée par les bolcheviks et décide d'organiser une garde rouge.

8 septembre : La section ouvrière du soviet de Petrograd élit un présidium à majorité bolchevique.

9 septembre : Les bolcheviks prennent la majorité au soviet de Petrograd.

10 septembre : Ouverture du III^e Congrès des soviets de Finlande, qui soutient les thèses bolcheviques.

12 septembre : Le soviet de Tachkent se dresse contre le gouvernement provisoire.

13 septembre : Troubles paysans dans les régions de Kichinev, puis de Tambov.

19 septembre : Le soviet de Moscou élit un comité exécutif à majorité bolchevique.

21 septembre : La "conférence démocratique" mise en place par le gouvernement provisoire achève ses travaux en élisant dans son sein un "pré-Parlement". Le soviet de Petrograd s'élève contre cette décision et décide de convoquer un congrès des soviets pour le 20 octobre.

23 septembre : Le comité exécutif du soviet de Petrograd élit Trotsky comme président du soviet.

Ouverture du pré-Parlement.

25 septembre : Formation du troisième et dernier gouvernement de coalition présidé par Kerenski.

• •

6 octobre : La conférence des soviets de la région de Petrograd réclame "*tout le pouvoir aux soviets*".

7 octobre : La fraction bolchevique quitte le pré-Parlement.

9 octobre : Le comité exécutif du soviet de Petrograd décide de créer un comité militaire révolutionnaire pour préparer l'insurrection.

10 octobre : Réunion du comité central du Parti bolchevique, qui décide par dix voix contre deux (Zinoviev et Kamenev) que "*le soulèvement armé est inévitable et arrivé à pleine maturité*".

11-13 octobre : Le congrès des soviets de la région Nord se prononce pour la réunion immédiate du congrès panrusse des soviets et le passage du pouvoir aux soviets.

13 octobre : Le soviet de Petrograd vote le transfert de tous les pouvoirs militaires au comité militaire révolutionnaire.

24 octobre : Le gouvernement provisoire tente une opération préventive et décide l'interdiction des journaux bolcheviks.

25 octobre : Pendant la nuit, le comité militaire révolutionnaire fait occuper les points stratégiques. Le pré-Parlement est dispersé. Kerenski s'enfuit.

L'après-midi, au soviet de Petrograd, Trotsky annonce le renversement du gouvernement provisoire. Le soir, s'ouvre le II^e Congrès des soviets, qui ratifie la prise du pouvoir et lance un appel aux ouvriers, aux paysans et aux soldats.

26 octobre : Le congrès des soviets adopte les décrets sur la paix et la terre. Il constitue le gouvernement provisoire ouvrier et paysan, le Conseil des commissaires du peuple.

Eléments de chronologie générale

1918

3 mars : signature du traité de Brest-Litovsk.

Septembre : avec l'aide de l'intervention étrangère, la guerre civile se déchaîne ; sous la conduite de Trotsky, l'Armée rouge reprend Kazan.

30 octobre : mutinerie dans la marine allemande.

9 novembre : proclamation de la République des conseils en Allemagne.

1919

Janvier : écrasement des "spartakistes" à Berlin et assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht (le 15 janvier).

2-7 mars : Premier Congrès de l'Internationale communiste.

1^{er} mai : grève générale en France pour la journée de huit heures.

Août : la contre-révolution l'emporte en Hongrie.

1920

Mars : grève générale en Allemagne, qui fait échec à un putsch réactionnaire.

21 juillet-6 août : Deuxième Congrès de l'Internationale communiste.

Août-septembre : vague de grèves en Italie.

Novembre : l'Armée rouge remporte une série de victoires contre les forces de la contre-révolution, mais le pays est déchiré par la guerre civile, la famine s'étend.

Décembre : Congrès de Tours : fondation du Parti communiste français.

1921

2-17 mars : soulèvement de Cronstadt.

8-16 mars : X^e Congrès du PC (bolchevique) : vote sur les différentes positions au sujet des syndicats.

22 juin -12 juillet : Troisième Congrès de l'Internationale communiste.

Juillet : Première conférence du Parti communiste chinois.

1922

Mars : XI^e Congrès du Parti bolchevique.

Mai : Lénine subit sa première attaque. En Octobre, il pourra de nouveau avoir une activité, mais limitée.

Octobre : Mussolini prend le pouvoir en Italie.

4 novembre-5 décembre : Quatrième Congrès de l'Internationale communiste.

Décembre 1922 et janvier 1923 : bien que victime d'une nouvelle attaque, Lénine écrit une lettre au comité central (que l'on connaît sous le nom de "testament" et où il propose d'écartier Staline du poste de secrétaire général), ainsi que des lettres attaquant Staline sur la question nationale.

1923

Janvier-mars : derniers articles de Lénine contre Staline. La maladie va désormais lui interdire toute activité.

17-25 avril : XII^e Congrès du parti.

Mars-octobre : mûrissement d'une situation révolutionnaire en Allemagne.

Octobre : échec de la révolution allemande.

Octobre : Trotsky écrit au comité central pour réclamer l'exercice de la démocratie dans le parti. Quarante-six responsables s'adressent au comité central sur le même terrain.

Décembre : publication de *Cours nouveau*.

1924

Janvier : XIII^e Conférence du parti, où sont dénoncées (en son absence) les positions de Trotsky.

21 janvier : mort de Lénine.

Juillet : Ve Congrès de l'Internationale communiste.

Octobre : Publication des *Leçons d'Octobre*, de Trotsky.

1925

Janvier : Trotsky quitte le commissariat du peuple à la Guerre.

Dans le cours de l'année, le bloc qui regroupait Staline, Zinoviev et Kamenev éclate.

1926

Avril : constitution de l'Opposition unifiée, Zinoviev, Kamenev, Trotsky.

Mai : échec de la grève générale en Angleterre.

Octobre : après Zinoviev, Kamenev et Trotsky sont exclus du bureau politique.

Boukharine remplace Zinoviev comme président de l'Internationale communiste.

Décembre : XV^e Conférence du parti ; le "socialisme dans un seul pays" devient la "doctrine" officielle.

1927

Avril : en Chine, Tchang Kaï-chek se retourne contre le Parti communiste chinois, qui, sur les instances de Staline, a aliéné toute indépendance à son égard. Exécutions massives de militants ouvriers.

Mai : déclaration des "83 vieux-bolcheviks de l'Opposition".

21-23 octobre : Trotsky et Zinoviev sont exclus du comité central.

7 novembre : manifestation publique de l'Opposition sous ses mots d'ordre, qui se heurte aux violences.

19 novembre : Trotsky et Zinoviev exclus du parti, le XV^e Congrès qui suivra en décembre exclut les membres de l'Opposition. Ceux qui veulent être réintégrés doivent faire amende honorable.

1928

Les opposants qui refusent de se renier commencent à être déportés. Trotsky et transféré de force à Alma-Ata, le 16 janvier. Durant l'année, le conflit éclate entre la "droite" (Boukharine) et Staline. Préparatifs de la grande campagne de collectivisation forcée.

17 juillet-1^{er} septembre : VI^e Congrès de l'Internationale communiste. Trotsky fera une critique exhaustive des documents qui y sont adoptés dans *L'Internationale communiste après Lénine*.

1929

Février : Trotsky expulsé d'URSS.

Avril : condamnation des "positions droitières", ce qui conduira à l'exclusion de Boukharine du bureau politique en novembre.

Octobre : krach boursier à New York.

Décembre : Staline appelle à accélérer la collectivisation.

1930

Le parti est purgé des "partisans" de "la droite", alors que la collectivisation forcée aboutit à une grave crise.

Septembre : en Allemagne, le parti nazi connaît un grand succès électoral.

1931

La direction stalinienne du PC allemand refuse le front unique ouvrier contre Hitler. Trotsky combat pour le front unique. On diffuse en Allemagne ses brochures : *Les Problèmes de la révolution allemande ; Allemagne, clé de la situation internationale*.

1932

Le maréchal Hindenburg est réélu président de la République en Allemagne. Le 13 novembre, il rencontre Hitler. Trotsky continue la bataille pour le front unique (*Et maintenant ?, La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*).

Décembre : les arrestations d'opposants en URSS se multiplient.

1933

30 janvier : Hitler prend le pouvoir.

En URSS, la répression s'accentue.

1934

12 février : en France, au cri de "*Unité, unité !*", les deux manifestations organisées par le Parti communiste et le Parti socialiste contre le fascisme se rejoignent.

6-13 octobre : soulèvement ouvrier dans les Asturias.

1^{er} décembre : assassinat de Kirov, l'un des principaux lieutenants de Staline.

1935

Premiers procès de Zinoviev et de Kamenev, accusés de "complicité" dans l'assassinat de Kirov.

1936

Juin : la grève générale déferle. Victoire électorale des partis du Front populaire en France.

17 juillet : coup d'Etat de Franco en Espagne. Les ouvriers prennent les armes.

19-24 août : premier procès de Moscou : Zinoviev, Kamenev et quatorze autres vieux militants sont condamnés à mort.

1937

Janvier : deuxième procès de Moscou.

Février-mars : plénum du comité central, qui appelle à l'extermination des trotskystes.

Terreur massive en URSS.

1^{er} mai : "journées de mai" à Barcelone. Répression contre le POUM, assassinat de militants anarchistes, trotskystes, socialistes. Assassinat d'Andrés Nin.

1938

Février : assassinat à Paris de Léon Sedov.

2-13 mars : troisième procès de Moscou. Condamnation et exécution de Boukharine, de Rykov et de nombreux autres accusés.

Fondation de la IV^e Internationale (congrès tenu en **septembre** 1938, qui adopte le *Programme de transition*).

1939

28 février : chute de Madrid, Franco installe son pouvoir dans toute l'Espagne.

22 août : pacte Hitler-Staline. La Pologne est partagée entre l'URSS et l'Allemagne nazie.

Septembre : commencement de la Deuxième Guerre mondiale.

1940

Mai-juin : l'offensive allemande est victorieuse en Belgique et en France. Le régime de Pétain se met en place en juillet.

20 août : assassinat de Léon Trotsky par un agent de Staline à Coyoacan (Mexique).

1941

22 juin : les forces nazies envahissent l'Union soviétique.

11 décembre : entrée en guerre des Etats-Unis.

1942

4 septembre : début de la bataille de Stalingrad, qui s'achèvera en juin 1943.

1943

10 juin : dissolution par Staline de l'Internationale communiste.

25 juillet : chute de Mussolini.

Décembre : formation du gouvernement de Tito en Yougoslavie.

1944

6 juin : débarquement anglo-américain sur les côtes de France.

Août : insurrection de Varsovie, que les armées russes laissent délibérément écraser.

Août : l'essentiel du territoire français est sous l'autorité du gouvernement de Gaulle, qui soutient le PCF.

Décembre : par une répression sanglante, les troupes britanniques, d'abord accueillies en libératrices, écrasent la résistance ouvrière à Athènes pour imposer le rétablissement de la monarchie.

1945

Février : sur consigne du PCF, les milices rendent les armes (Thorez proclame : "Un seul Etat, une seule armée, une seule police").

8 mai : capitulation de l'Allemagne.

6 août : bombardement nucléaire d'Hiroshima.

1946-1947-1948

En **décembre 1946**, première guerre du Vietnam (la guerre d'Indochine). Le **4 juillet 1948**, éclate le conflit entre Staline et la Yougoslavie. Le PC yougoslave est exclu du Kominform (bureau d'information des partis communistes, constitué en 1948).

1949

Répression massive et procès du type procès de Moscou dans les pays d'Europe de l'Est (procès Rajk à Budapest, procès Kostov à Sofia, etc.).

24 septembre : proclamation de la République populaire de Chine à Pékin, après la victoire des armées révolutionnaires de Mao Tsê-tung sur le régime de Tchang Kaï-chek.

1950-1953

Procès du type "procès de Moscou" en Tchécoslovaquie (procès de Slansky, secrétaire général du PS, dit "procès de Prague").

6 mars 1953 : mort de Staline.

Mars 1953 : grève et soulèvements dans les camps (grève de Vorkouta).

Juin : insurrection ouvrière à Berlin.

1954-1955

Vietnam : de **février à mai 1954**, bataille de Diên Biên Phû. Accords de Genève divisant le Vietnam entre Nord et Sud.

En **novembre** de la même année, début de l'insurrection en Algérie.

En **mai 1955**, signature du pacte de Varsovie.

1956

14-25 février : XX^e Congrès du PCUS. Rapport secret de Khrouchtchev sur "*les excès du culte de la personnalité*".

Octobre : "le printemps d'octobre" en Pologne.

23 octobre : manifestation à Budapest. Début de la révolution hongroise des conseils. Premières interventions des forces de la bureaucratie.

3 novembre : deuxième intervention : la grève se poursuit jusqu'en décembre, animée par le conseil ouvrier central.

1957

En Chine, période dite des "Cent-Fleurs", suivie de la répression.

1958

En **juin**, Imre Nagy et d'autres dirigeants communistes hongrois qui s'étaient rangés du côté de l'insurrection ouvrière sont exécutés.

1959

A Cuba, le régime Batista est renversé. L'armée révolutionnaire de Fidel Castro entre à La Havane.

1960-1961-1962-1963

En **avril 1962**, grève en URSS, à Novossibirsk, écrasée par la répression.

Conflit entre l'URSS et la Chine.

En **mars-juillet 1962**, fin de la guerre d'Algérie : l'Algérie devient indépendante.

1964

Destitution de Khrouchtchev.

1965

Bombardement américain sur le Nord-Vietnam. Développement de la seconde guerre du Vietnam.

Coup d'Etat militaire en Indonésie. Massacre par dizaines de milliers de militants du Parti communiste indonésien, parti qui, sous l'influence de Pékin, pratiquait une politique de subordination à l'égard du gouvernement nationaliste bourgeois en place jusque-là.

1966

Révolution culturelle en Chine.

1967

“Coup d'Etat des colonels” en Grèce : instauration d'une dictature militaire.

Guerre dite des “Six Jours” entre Israël et plusieurs Etats arabes. Mise en place des “territoires occupés”.

1968

Mai-juin 1968 : grève générale en France.

Août 1968 : intervention militaire en Tchécoslovaquie par les forces armées de la bureaucratie. Ainsi est écrasé le profond mouvement qui monte vers la révolution ouvrière contre la bureaucratie.

1969

En France, de Gaulle propose un Sénat de type corporatiste. Le référendum aboutit au rejet de ce projet. De Gaulle se retire.

1970

Mouvement de grève en Pologne contre la hausse des prix.

1971

Déclaration de Nixon sur la non-convertibilité du dollar.

Le Bangladesh devient une nation indépendante, après l'insurrection du peuple contre la dictature militaire qui gouverne le Pakistan.

En Pologne, grève des chantiers navals à Szczecin, contraignant le gouvernement à négocier.

1973

Accords de Paris, qui mettent fin à l'engagement militaire américain direct au Vietnam, mais préservent le maintien d'un Etat séparé du Sud.

Coup d'Etat de Pinochet au Chili, assassinat du président Allende.

1974

Grèce : chute du régime des colonels.

Portugal : le régime mis en place par Salazar en 1926 est renversé. La révolution portugaise commence.

1975

Mort de Franco.

Le régime du Sud-Vietnam s'effondre. Le pays est réunifié sous la direction du Parti communiste vietnamien.

1976

Mort de Mao-Tsê-tung.

Grèves et manifestations en Pologne (Ursus, Radom).

1979

Nicaragua : renversement de la dictature de Somoza. Les sandinistes prennent le pouvoir.

La dictature du shah d'Iran est renversée. Khomeiny s'installe au pouvoir.

1980

En Pologne, la grève générale aboutit à la constitution de Solidarité, avec lequel le pouvoir doit négocier.

1981

Proclamation en Pologne de "l'état de guerre". Interdiction de Solidarité et de ses activités.

En France, élection de Mitterrand à la présidence de la République.

1982

Mort de Brejnev, Andropov devient secrétaire général du PCUS.

1984

Grève des mineurs en Angleterre.

1985

Gorbatchev est secrétaire général du PCUS. Début des réformes "d'ouverture", c'est-à-dire de remise en cause de la propriété sociale, et poussée des masses en utilisant les brèches ouvertes dans le pouvoir de la bureaucratie.

1986-1987-1988

Dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, montée du mouvement des masses contre la bureaucratie.

La bureaucratie au pouvoir accélère partout la mise en œuvre des réformes ouvrant la voie à la liquidation de la propriété collective

En URSS, montée des revendications nationales.

1989

Désintégration en chaîne des régimes bureaucratiques en Europe de l'Est.

Juin 1989 : puissant mouvement de la jeunesse et de la classe ouvrière en Chine contre la corruption et le pouvoir de la bureaucrate. Répression sanglante à Pékin avec le concours de l'armée.

A l'été et à l'automne, un mouvement irrésistible déferle dans toute l'Allemagne de l'Est. La classe ouvrière et le peuple allemands imposent ainsi leur unité.

Novembre : chute du Mur de Berlin.

1990-1991

Bush, au nom du "nouvel ordre mondial", organise, sous la conduite de l'impérialisme américain, la coalition qui va écraser par le fer et le feu le peuple irakien..

1992

Après une tentative de coup d'Etat avortée d'une fraction de la bureaucratie, l'URSS se disloque. Formation de républiques indépendantes. En Russie, Eltsine s'installe au pouvoir.

Index de noms et d'événements

On trouvera ci-dessous, classés par ordre alphabétique, des éléments succincts sur la biographie d'un certain nombre de personnes évoquées ou citées pendant les journées d'études, ainsi que la définition de quelques événements.

Léon Blum (1872-1950) : Rejoint les rangs socialistes en 1902. Partisan de l'Union nationale pendant la guerre de 1914-1918. Chef de file des socialistes qui s'opposent à l'adhésion à l'Internationale communiste lors du Congrès de Tours, en 1921. Premier ministre du gouvernement de Front populaire en 1936. Arrêté par le gouvernement de Vichy en 1940, condamné lors du procès de Riom, reste emprisonné puis est déporté en Allemagne. Il sera à nouveau brièvement chef de gouvernement en 1946.

Nicolas Boukharine (1888-1938) : Membre du comité central du Parti bolchevique en 1917. Figure principale du courant dit "droitier" et allié à Staline contre l'Opposition de gauche. Eliminé de la direction en 1929. Condamné à mort et exécuté après le troisième procès de Moscou

Brest-Litovsk (traité de) : Le 3 mars 1918 est signé le traité de Brest-Litovsk, qui met fin aux hostilités entre l'Allemagne et la Russie. Ces hostilités avaient été entamées sous l'égide de l'empire tsariste. C'est le gouvernement issu de la majorité des soviets qui signe la paix. Mais cette paix est imposée par la force dans la mesure où l'impérialisme allemand a encore les moyens d'une offensive généralisée, qui, dans les conditions existantes, signera l'arrêt de mort de la jeune république soviétique. Trotsky, chargé des négociations, manœuvre pour gagner du temps, tout en dénonçant devant l'opinion publique mondiale la politique de l'impérialisme allemand. Mais en février 1918, les plénipotentiaires allemands précisent les conditions de leur ultimatum : la paix inclut le maintien des troupes allemandes en Ukraine, sur une partie de la Pologne, en Lituanie, en Lettonie. Sans que les peuples de ces régions puissent se prononcer sur leur avenir, la jeune République soviétique se trouve amputée du quart de sa population et de son territoire.

Lénine, analysant la situation comme étant "*extraordinairement pénible et difficile*", se prononce pour l'acceptation, gagnant du temps dans la perspective de la montée révolutionnaire et du déclenchement de la révolution en Allemagne. Une

forte minorité, à la tête de laquelle se trouve Boukharine, se prononce pour la guerre révolutionnaire. Trotsky se prononce d'abord pour la solution "*ni guerre ni paix*" (arrêt des opérations militaires, mais sans signer de traité) avant de se rallier à la position de Lénine. Cette discussion est publique et, pendant un temps, la direction majoritaire du parti accepte que l'opposition publie son propre journal.

Marcel Cachin (1869-1958) : Membre du parti de Jules Guesde en 1891, député en 1914, il se prononce pour l'Union nationale et soutient la guerre impérialiste. Il est chargé par le gouvernement français d'intervenir en Italie — avec l'appui de Mussolini, alors dirigeant de la tendance du Parti socialiste italien favorable à la guerre — pour l'entrée en guerre de ce pays. Après la guerre, directeur de *L'Humanité*, il se rallie à ce que l'on appelait le Centre, puis accompagne Frossard à Moscou. Membre de la direction du PCF de 1921 jusqu'à sa mort, fidèle exécutant de toutes les consignes stalinianennes.

Georges Dumoulin (1877-1963) : En 1914, il s'oppose à la guerre au sein de la CGT et fait partie de la minorité animée par Monatte. Continue à militer à la CGT après la guerre et est l'un des initiateurs du Comité des 22 pour la réunification syndicale. En 1940, acceptant la Charte du travail, il s'engage dans la collaboration avec le régime de Vichy.

Louis-Olivier Frossard (1889-1946) : Appartient pendant la Première Guerre mondiale au courant animé par Jean Longuet. Secrétaire général du Parti communiste après le Congrès de Tours, il rompt avec le PCF en 1923 pour retourner à la SFIO. Ministre dans les gouvernements de Front populaire après 1936 et dans le premier gouvernement Pétain, mais se refuse à entrer au Conseil national de Vichy.

Léon Jouhaux (1870-1954) : Syndicaliste révolutionnaire, délégué au Congrès d'Amiens en 1906, secrétaire général de la CGT en 1909, il se rallie à "l'Union sacrée" en 1914. Signataire des accords de Matignon en 1936, il s'oppose en 1940 au gouvernement de Vichy et à la Charte du travail. Il sera emprisonné et déporté en 1943. Animateur de la tendance Force ouvrière dans la CGT réunifiée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il sera le premier secrétaire général de la CGT-Force ouvrière.

Léon Kamenev (1883-1936) : Bolchevik dès le début, arrêté en novembre 1914 pour son opposition à la guerre, il est libéré par la révolution de février 1917. Il prend alors la direction de la *Pravda*, s'oppose à Lénine sur la nécessité de l'insurrection. D'abord membre du trio de direction avec Zinoviev et Staline, rompt avec celui-ci en 1925. Participe à l'Opposition unifiée de 1926-1927. Exclu, puis réintégré et exclu de nouveau en 1932. Condamné à mort et exécuté après le premier procès de Moscou.

Karl Kautsky (1854-1938) : Au sein du Parti social-démocrate allemand, il défend le marxisme contre le révisionnisme de Bernstein. Pendant la Première Guerre mondiale, adopte une position pacifiste, mais s'impose comme l'un des principaux adversaires des bolcheviks et de la révolution russe.

Nikita Khrouchtchev (1894-1971) : Adhère au parti en 1918, participe à la guerre civile. Devient premier secrétaire du parti ukrainien après les grandes purges de 1936-1938. Premier secrétaire du PCUS après la mort de Staline, il prononce le rapport du XX^e Congrès sur "*les crimes de la période du culte de la personnalité*". Organisateur de la répression contre la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956. Destitué en 1964.

Piotr Kropotkine (1842-1921) : Un des principaux animateurs du mouvement anarchiste en Russie, auteur de nombreux ouvrages présentant les positions anarchistes. En 1914, se rallie à l'Union nationale.

Pierre Laval (1883-1945) : Commence sa carrière politique comme membre du Parti socialiste, puis le quitte et devient président du Conseil d'un gouvernement de droite, qui édicte les décrets-lois de 1935 décidant la baisse du salaire des fonctionnaires. Signataire du pacte franco-soviétique la même année. Devenu le principal responsable du gouvernement de Vichy avec le maréchal Pétain, il appelle à la victoire de l'Allemagne, "*seul rempart contre le bolchevisme*". Fusillé en 1945.

Vladimir Ilitch Oulianov Lénine (1870 -1924) : Dès son adolescence, il s'engage dans la lutte contre le régime tsariste (son frère aîné avait été condamné à mort et exécuté pour une tentative d'attentat contre le tsar). Rejoint un cercle marxiste en 1887. Après son arrestation en 1897, émigre en Europe. Leader des bolcheviks dès 1903, contraint à l'exil après la révolution de 1905, il revient en Russie en avril 1917. Président du Conseil des commissaires du peuple jusqu'à sa mort.

Karl Liebknecht (1871-1919) : Membre du Parti social-démocrate allemand, député, il s'oppose à la guerre impérialiste, mais vote d'abord par discipline les crédits de guerre, puis rompt cette discipline en décembre 1914, votant contre les crédits de guerre. Fondateur du PC allemand avec Rosa Luxemburg, il est assassiné avec elle en janvier 1919.

Rosa Luxemburg (1870-1919) : Née en Pologne. Elle se situera toujours à la gauche de la social-démocratie allemande, dont elle est l'une des grandes figures. Participe à la révolution de 1905 en Pologne. Regroupe dès 1914 les opposants à la guerre et constitue le groupe Spartakus. Participe à la fondation du PC allemand et, comme Karl Liebknecht, est assassinée en janvier 1919 par les troupes placées sous l'autorité du dirigeant de la social-démocratie Noske.

Andrés Nin (1892-1937) : Militant de la CNT en Espagne, partisan de l'adhésion de celle-ci à l'Internationale communiste. Membre de l'exécutif de l'Internationale communiste, il se rallie dès le début à l'Opposition de gauche et est exclu de l'Internationale communiste en 1927. Contrairement à la position de Trotsky, il participe à la constitution du POUM et, en 1936, accepte un poste ministériel dans le gouvernement de la généralité de Catalogne. Enlevé par des agents staliens après les journées de mai 1937 à Barcelone, il est longuement torturé avant d'être assassiné.

Marceau Pivert (1895-1958) : Enseignant, militant syndicaliste, membre de la SFIO à partir de 1924. Organisateur de la "Gauche révolutionnaire" au sein de la SFIO, puis fondateur en 1938 du Parti socialiste ouvrier et paysan. Après la guerre, retourne à la SFIO et combat en particulier le colonialisme et la capitulation devant lui.

Rapallo (traité de) : Traité signé en avril 1922 entre le gouvernement allemand et le gouvernement soviétique. Ce traité, par lequel les parties contractantes renonçaient à tout dédommagement financier — y compris, dans le cas de l'Allemagne, à la compensation des nationalisations opérées en Russie soviétique —, rétablissait des relations diplomatiques et économiques normales entre les deux pays.

Alfred Rosmer (1877-1964) : Syndicaliste révolutionnaire, opposant à la guerre en 1914, lié à Trotsky, alors exilé en France, il est l'un des fondateurs de Comité pour la III^e Internationale. Il est élu à l'exécutif de l'Internationale communiste lors du deuxième congrès mondial, en 1920. Il est exclu du PCF en 1924, milite à l'Opposition de gauche et est membre de son secrétariat international, dont il démissionnera en 1930. Demeure l'ami de Trotsky.

Léon Sedov (1906-1938) : Fils de Trotsky et de Nathalia Sedova. Il participe au combat de l'Opposition de gauche en Russie, puis, en exil, joue un rôle crucial pour assurer l'édition du bulletin de l'Opposition et pour développer la lutte contre les procès de Moscou (il est l'auteur du *Livre rouge*). Assassiné par la Guépéou dans une clinique parisienne en 1938.

Victor Serge (1890-1947) : Militant anarchiste, il se rallie à la révolution russe et vient en Russie en 1919. Il est l'un des rédacteurs de la revue de l'Internationale communiste, *La Correspondance internationale*, et combat avec l'Opposition de gauche. Arrêté en 1933, il sera libéré en 1936 à la suite d'une campagne de presse en Occident. S'éloigne politiquement de Léon Trotsky et s'oppose à la fondation de la IV^e Internationale. Laisse une œuvre littéraire et historique extrêmement importante. On vient de rééditer *L'An I de la révolution*.

Henryk Sneevliet, dit Maring (1883-1942) : Militant syndicaliste avant la Première Guerre mondiale en Hollande, puis en Indonésie, d'où il est expulsé pour son combat anticolonialiste. Fondateur du PC hollandais, il le quitte en 1927 et se prononce pour la construction de la IV^e Internationale, mais il rompra politiquement avec Trotsky en 1937, soutenant notamment les positions du POUM et s'opposant à la proclamation de la IV^e Internationale. Arrêté par les nazis, il est fusillé en 1942.

Joseph Staline (1879-1953) : Milite dans les rangs du Parti bolchevique à partir de 1903. Il occupe des fonctions dirigeantes à partir de 1913 (rédaction de la *Pravda*). En février 1917, il est parmi les bolcheviks qui préconisent la "conciliation" avec le gouvernement provisoire. Mais il acceptera les positions de Lénine après avril 1917. Commissaire aux nationalités de 1917 à 1923, c'est en particulier sa politique de "russification" qui aboutit à la rupture avec Lénine, qui met en garde contre la concentration des pouvoirs entre ses mains. Il deviendra le représentant et l'organisateur de la bureaucratie montante, justifiant les priviléges de celle-ci par la prétendue théorie du "*socialisme dans un seul pays*". Il fait éliminer et assassiner successivement tous les autres dirigeants du Parti bolchevique et est le principal organisateur des grandes purges, où seront exterminés tous ceux qui constituaient un lien vivant avec la révolution d'Octobre. Tout le poids de l'appareil stalinien international sera utilisé en 1943-1945 pour sauvegarder l'ordre bourgeois mondial sur la base du partage organisé à Yalta.

Tours (Congrès de) : Du 25 au 30 décembre 1920, se tient le congrès du Parti socialiste, au cours duquel la majorité décide l'adhésion à l'Internationale communiste. L'année suivante, en décembre, se tiendra à Marseille le premier congrès du PCF.

Lev Davidovitch Bronstein Trotsky (1879-1940) : Etudiant, il rejoint en 1896 les rangs du Parti social-démocrate russe. Opposé aux bolcheviks en 1903, il sera président du soviet de Saint-Pétersbourg en 1905. C'est alors qu'il commence à formuler la théorie de la révolution permanente. Contraint à l'émigration, il s'oppose à la guerre impérialiste et, lorsqu'il revient en Russie en mai 1917, il

exprime son accord avec les *Thèses d'avril* de Lénine. Œuvre à l'unification de l'organisation "inter-rayons", dont il est le principal responsable, avec le Parti bolchevique. Élu au comité central du Parti bolchevique en août 1917, président du soviet de Petrograd et du comité militaire révolutionnaire qui dirige l'insurrection en août 1917. Fondateur de l'Armée rouge, il mène la guerre contre les armées blanches. Il dénonce en 1923 (*Cours nouveau*) les prémisses de la dégénérescence bureaucratique. C'est la constitution de l'Opposition de gauche, qui deviendra l'Opposition unifiée en 1926. Exclu en 1927, il est expulsé d'URSS en 1929. Il est le principal organisateur de l'Opposition de gauche internationale, qui, après 1933, deviendra le Mouvement pour la IV^e Internationale. Fondateur de la IV^e Internationale en 1938, assassiné en août 1940 par un agent de Staline.

Clara Zetkin (1857-1933) : Institutrice, militante de la gauche du SPD, proche de Rosa Luxemburg, elle compte parmi les fondateurs du PC allemand. Elle sera secrétaire de la commission féminine de l'Internationale communiste dans les premières années de celle-ci. Après avoir été liée à l'Opposition dite "de droite" à Staline (Boukharine), elle accepte la politique et le régime stalinien.

Jean Zyromski (1890-1975) : Adhère au Parti socialiste en 1912. A l'époque du Front populaire de 1936, il est l'animateur de la tendance "La Bataille socialiste", tendance pro-stalinienne au sein de la SFIO. En 1946, il rejoint le PCF.

La rédaction de *La Vérité* remercie tous les camarades qui, en assurant l'enregistrement des débats des journées d'études et le décryptage des enregistrements, ont permis la sortie de ce numéro spécial.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,

Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,

Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,

Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,

Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X